Faculté de droit de Paris. Conséquences des condamnations pénales relativement à l'état et la capacité des personnes. [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Reynaud, Georges (avocat général). Faculté de droit de Paris. Conséquences des condamnations pénales relativement à l'état et la capacité des personnes. Thèse pour le doctorat, par Georges Reynaud,.... 1861.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

A. FERRET 1978

C 2744
1861

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS.

CONSÉQUENCES

DES

CONDAMNATIONS PÉNALES

RELATIVEMENT A

L'ÉTAT ET LA CAPACITÉ DES PERSONNES.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

GEORGES REYNAUD,

Avocat,

Attaché au parquet du Procureur impérial de la Seine.

PARIS

IMPRIMÉ PAR E. THUNOT ET Ce,

RUE RACINE, 26, PRÈS DE L'ODÉON.

1861

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS.

CONSÉQUENCES

DES

CONDAMNATIONS PÉNALES

RELATIVEMENT A

L'ÉTAT ET LA CAPACITÉ DES PERSONNES.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE
IMPR.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

3691

PAR

GEORGES REYNAUD,

Avocat,

Attaché au parquet du Procureur impérial de la Seine.

PARIS

IMPRIMÉ PAR E. THUNOT ET Cᵉ,

RUE RACINE, 26, PRÈS DE L'ODÉON.

1861

F 1

43439

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS SERA PRÉSENTÉ ET SOUTENU

le mercredi 24 avril 1861, à midi.

PRÉSIDENT : M. DE VALROGER, *professeur*.

SUFFRAGANTS : MM. BUGNET, PELLAT, doyen, COLMET-DAAGE, *professeurs*. — GIDE, *agrégé*.

Le candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront faites sur les autres matières de l'enseignement.

A MON PÈRE.

PREMIÈRE PARTIE.

DROIT ROMAIN.

PREMIÈRE PARTIE.

DROIT ROMAIN.

CHAPITRE PREMIER.

APERÇU HISTORIQUE SUR LA PROCÉDURE CRIMINELLE ET LA PÉNALITÉ A ROME.

SECTION I.

PROCÉDURE CRIMINELLE.

Sous la période royale et dans les premiers temps de la république romaine, c'est à peine s'il existait des lois pénales. La vie et l'honneur des citoyens étaient livrés au caprice et à l'arbitraire du juge, et ce juge le plus souvent n'était autre que le peuple lui-même, qui, réuni en comices par curies, sous les rois, en comices par centuries sous la république, prononçait souverainement sur les affaires capitales. Chaque citoyen avait le droit de dénoncer les délits, mais leur poursuite appartenait aux magistrats, qui seuls pouvaient convoquer les comices.

Réuni en comices par tribus, le peuple exerçait encore la puissance judiciaire, mais il ne connaissait alors que des affaires politiques, et les peines qu'il prononçait étaient simplement pécuniaires.

Le caractère distinctif de cette première époque est l'absence de toute disposition législative prévoyant le délit et déterminant le châtiment : dans ses comices, le peuple se trouvait tout à la fois juge et législateur, et exerçant en même temps sa double puissance, alors qu'il déclarait criminel le fait qui lui était soumis, il édictait une peine spéciale et en frappait le coupable.

On comprend facilement tous les dangers, toutes les difficultés que présentait une telle organisation ; aussi bientôt tomba-t-elle en désuétude. Le peuple prit peu à peu l'habitude de déléguer la connaissance (*quæstio*) de l'affaire qui lui était soumise à des commissions spéciales qui prirent le nom de *quæstiones*. Ces commissions étaient présidées par un questeur assisté d'un conseil ; la loi qui les saisissait déterminait la procédure qu'elles devaient suivre, les peines qu'elles devaient appliquer.

Dans le principe les *quæstiones* voyaient leur pouvoir expirer en même temps que se terminait l'affaire qui leur avait donné naissance. C'était déjà un progrès ; mais cette institution va subir à son tour une nouvelle transformation, et alors seulement se présentera à nous un système de procédure criminelle pouvant offrir quelques garanties. La spécialité des *quæstiones* va disparaître en partie ; elles vont devenir perpétuelles (*quæstiones perpetuæ*), non pas qu'un seul tribunal soit

institué, appelé à connaître de tous les délits, mais des lois successives vont, pour chaque infraction, organiser une procédure, une pénalité, une juridiction spéciales. En l'année 604 de Rome, la loi *Calpurnia de repetundis* établit une *quæstio perpetua* appelée à connaître du crime de concussion, puis viennent à la suite les lois *Maria, de ambitu* (634), *Apulia, majestatis* (652), *Luctatia, de vi* (652), *Licinia, de civitate* (659), *Fabia, de plagio* (665) et enfin les lois *Cornelia, de sicariis et veneficiis, falso et parricidio.*

Les instances suivies devant ces commissions prennent le nom de *judicia publica :* chaque citoyen a le droit de se porter accusateur, il signe un libelle d'accusation énonçant le fait et ses circonstances, il jure que sa dénonciation n'est pas calomnieuse, et devenu partie au procès, il est tenu de faire la preuve.

Le jury ne peut que condamner, absoudre ou déclarer qu'il n'est pas suffisamment éclairé, sans pouvoir modifier la peine édictée par la loi.

Toutes les condamnations prononcées dans des *judicia publica* entraînaient l'infamie.

A côté de ces tribunaux réguliers, existait une autre institution qui, d'une application peu fréquente sous la république, prit bientôt avec l'empire des développements immenses et finit même par absorber complétement toute la juridiction. Nous voulons parler des *cognitiones extraordinariæ.* Le despotisme impérial s'accommodait mal des formes protectrices des *judicia publica.* Les empereurs voulurent avoir une procédure moins rigoureuse, des juges plus faciles; ils trouvèrent dans le sénat un docile instrument. Déjà sous la

république le sénat s'était réservé ou avait atttribué à un dictateur la connaissance de certaines affaires politiques ; il va maintenant connaître des crimes de ses membres et de ceux des magistrats, et Tibère lui confiera la répression du crime de lèse-majesté « qui, « étendu aux actions, aux écrits, aux paroles, aux « pensées qui avaient pu blesser l'empereur, devint « le complément de toutes les accusations, le crime « de ceux qui n'en avaient pas (1). »

En même temps s'établit, pour les délits ordinaires, la compétence du préfet de la ville, qui bientôt se trouva chargé de presque toute la juridiction criminelle, jusqu'à ce que, sous Alexandre-Sévère, il fût remplacé par le préfet du prétoire.

A l'appel au peuple est substitué l'appel à l'empereur, en sa qualité de tribun perpétuel, et alors autour du prince se forme un conseil permanent, *consistorium principis*, qui remplaçant le sénat, va s'emparer de la suprême juridiction.

Dioclétien, en effet, donna une forme définitive aux modifications successives qui s'étaient opérées ; il institua deux préfets du prétoire ; dans chaque diocèse, un vice-préfet ; dans chaque province, un président, et il leur ordonna de connaître eux-mêmes de toutes les causes. C'est ainsi qu'à Rome et dans les provinces, la justice passa tout entière dans les mains des agents de l'empereur.

Cependant les lois de Sylla, de César et d'Auguste, qui avaient institué les *judicia publica*, restèrent consi-

---

(1) Ortolan, *Histoire de la législation romaine*, page 285.

dérées comme les lois fondamentales du droit criminel romain, et les procès, bien que désormais instruits *extra ordinem*, conservèrent le nom de *judicia publica*, toutes les fois qu'il s'agissait d'une infraction tombant sous l'application de ces lois.

Sous le système des *cognitiones extraordinariæ*, il n'est pas probable que tout citoyen ait eu le droit de se porter accusateur ; tout au moins faudrait-il faire une distinction, et dire que si l'accusation était publique, lorsqu'il s'agissait d'un crime portant atteinte à la sûreté de l'État, l'action était certainement réservée aux parties intéressées, lorsque l'intérêt privé seul était en jeu, comme dans le cas du *crimen expilatæ hereditatis.*

Les condamnations prononcées dans ces instances n'emportaient pas toujours infamie ; il fallait, pour que cet effet leur fût attaché, qu'il s'agît d'un délit pour lequel l'action privée elle-même eût été infamante.

A côté de ces actions donnant lieu d'abord à des *judicia publica*, puis ensuite à des *cognitiones extraordinariæ*, il existait certaines actions présentant un caractère mixte, comme les actions populaires et les actions pénales privées. Les *populares actiones* étaient des actions purement privées, mais qui, nées d'un fait intéressant l'ordre public, étaient ouvertes à tous les citoyens : telles étaient les actions *de sepulcro violato*, *de termino moto*, etc. La plupart de ces actions entraînaient l'infamie. Enfin, un certain nombre de délits pouvaient, outre l'action publique, donner naissance à une action privée au profit de la partie lésée. Ces ac-

tions contenaient quelque chose de pénal en ce sens que la réparation demandée au coupable était supérieure au dommage causé ; en outre, comme les actions populaires, elles entraînaient souvent l'infamie.

SECTION II.

DE LA PÉNALITÉ.

L'état du citoyen romain se compose de trois éléments : la liberté, qui permet à chacun de faire ce qu'il lui plaît, à moins que la force ou la loi ne s'y opposent (1) ; la cité, qui lui donne la jouissance du droit civil romain et la faculté d'aspirer aux honneurs ; la famille enfin, avec les droits qu'elle confère et les charges qu'elle impose. Mais le citoyen peut changer de famille, il subit alors une *minima capitis deminutio*, il peut perdre la cité, la *capitis deminutio* est *media*, il peut perdre enfin la liberté et la *capitis deminutio* est *maxima*. C'est au point de vue de ces déchéances que nous nous proposons d'étudier la pénalité romaine, ou plutôt ce sont ces déchéances elles-mêmes, considérées comme résultant de condamnations pénales, qui doivent faire l'objet de ce travail. Nous laisserons donc de côté la *minima capitis deminutio* résultant, comme nous l'avons déjà dit, d'un changement dans la famille, et ne supposant par conséquent aucune condamnation.

La *maxima* et la *media capitis deminutio*, qui sont au contraire la conséquence nécessaire de certaines

(1) Inst. Just., liv. 1. tit. 3, § 1.

condamnations, prenant alors le nom de *condamnations capitales*, seront chacune l'objet d'un chapitre spécial ; mais, dès à présent, elles vont nous servir de cadre dans l'énumération qu'il nous faut faire des différentes peines connues des Romains. Et de même qu'à la suite des deux *capitis deminutio* nous traiterons de l'infamie, de même aussi, après les peines capitales, nous indiquerons celles qui, moins graves, n'ont d'autre conséquence que de noter d'infamie celui qui les a encourues.

Les peines capitales sont : la mort, la condamnation aux mines, l'esclavage, qui parfois est infligé comme peine principale, l'interdiction de l'eau et du feu, et enfin la déportation.

§ 1.

Peines qui entraînent la perte de la liberté.

Aux premiers temps de Rome, alors que la propriété était placée sous la protection des dieux, et qu'ainsi presque tous les délits devenaient des sacriléges, c'était à la vengeance divine qu'étaient immolés les coupables ; une sorte de formule d'excommunication était prononcée contre le condamné : « *Sacer esto ;* » il marchait au supplice les mains liées, frappé de verges et la tête couverte d'un voile ; il était pendu « *in arbore infelici,* » ou bien à une simple potence (*furca, patibulum*). On connaissait aussi à cette époque le supplice plus cruel de la croix ; mais tandis que cette peine semblait réservée pour les esclaves, les condamnés il-

lustres étaient précipités de la roche tarpéienne. Venaient enfin la décollation, la strangulation dans la prison, la fustigation jusqu'à la mort.

En l'an 654 de Rome, une loi Porcia, rendue sous le tribunat de M. Porcius Cato, défendit sous les peines les plus graves aux magistrats de faire battre de verges et de faire mettre à mort les citoyens romains. Les lois Cornelia, *de sicariis*, et Pompeia apportèrent toutefois quelques exceptions à cette règle. Puis arriva l'empire, et la loi Porcia tomba en désuétude.

Sous le droit des Pandectes, les derniers supplices sont la croix, à laquelle Constantin substitua la potence, le bûcher, la décollation, l'exposition aux bêtes. Il n'est plus permis de faire mourir les condamnés sous les coups, ni par la torture, ni par la précipitation, ni par la famine ; mais les présidents perdent en même temps le droit de leur accorder la triste faveur de choisir un supplice, ou bien de se soustraire au châtiment par le poison.

La peine de mort avait été successivement attachée par Tibère au crime de lèse-majesté, par Alexandre-Sévère au sacrilége, par Constantin à l'adultère et à la violence, par Théodose au péculat.

Au temps du jurisconsulte Paul, la condamnation aux mines était prononcée contre les *atroces pecorum abactores* (1), contre les gens de basse condition (*humiliores*) qui commettaient de jour un vol léger dans les temples (2), contre ceux qui se rendaient cou-

---

(1) Paul. Sent., liv. 5, tit. 1, § 2.
(2) Paul. Sent., liv. 5, tit. 19.

pables d'incendie (1), de *vaticinatio* (2), de fausse monnaie (3), de violences privées (4), etc.

La condamnation aux mines était nécessairement perpétuelle.

Souvent dans les textes on trouve ces expressions : *damnatus in metallum*, *damnatus in opus metalli*. C'est toujours la même peine que subissent ces condamnés, avec cette différence seulement, que les chaînes sont plus lourdes pour les premiers, qui, le plus souvent, sont des condamnés *in opus metalli*, ayant tenté de s'évader.

Cette peine s'exécutait surtout *in Proconeso* et *in Gypso* (5), mais quelquefois aussi les condamnés étaient employés à l'exploitation de carrières, de soufrières ou de salines.

Les femmes condamnées pour les mêmes crimes étaient employées soit à servir les mineurs, soit aux travaux moins durs des salines (6).

Parmi les condamnés à une peine perpétuelle on avait coutume de choisir les plus jeunes et les plus forts pour les destiner aux jeux du cirque, à ces spectacles cruels qu'aimait tant le peuple romain. Leur condition était la même que celle des condamnés *in metallum :* comme eux ils encouraient la *maxima capitis deminutio ;* toutefois ils pouvaient, après un certain délai, par leur force et leur adresse, obtenir leur grâce.

---

(1) Paul. Sent., liv. 5, tit. 20, § 2.
(2) Paul. Sent., liv. 5, tit. 21, § 4.
(3) Paul. Sent., liv. 5, tit. 25, § 1.
(4) Paul. Sent., liv. 5, tit. 26. § 3.
(5) Just. nov. 22, chap. 8.
(6) Ulpien, ff., loi 8, § 8, De pœnis.

Il ne faut pas confondre les condamnés *ad ludum venatorium* et *ad ludum gladiatorium* avec ceux qui étaient condamnés *ad bestias* ou *ad gladium*. Ces derniers, en effet, véritables condamnés à mort, devaient, dans l'année au plus tard, subir leur peine, qui n'était différée que pour être donnée en amusement au peuple.

Mais la religion nouvelle faisant de rapides progrès, vint, avec Constantin, s'asseoir sur le trône impérial. La voix des confesseurs du christianisme, au nom d'un Dieu de charité et d'amour, s'éleva avec force contre tant de cruautés, et un premier édit de Constantin, renouvelé par Honorius, défendit les jeux du cirque. Nous verrons enfin plus tard, Justinien dans sa novelle 22, abolissant l'esclavage de la peine, conséquence forcée des condamnations dont nous avons parlé jusqu'ici.

Il nous reste, pour épuiser la liste des condamnations entraînant la perte de la liberté, à parcourir rapidement les cas où l'esclavage était infligé comme peine directe.

Cette matière est, du reste, en dehors de notre sujet, car dans ces divers cas, le condamné rentre dans la catégorie des esclaves ordinaires au lieu de devenir esclave de la peine.

Servius Tullius avait institué le cens, et ceux qui négligaient de se faire inscrire sur ces registres publics devaient être battus de verges et vendus comme esclaves au delà du Tibre. Ulpien, au titre XI, § 2, de ses règles, rapporte ce fait comme entraînant la *maxima capitis deminutio*. Il nous donne encore un autre exem-

ple de cette même peine, tiré du S. C. Claudien. Lorsqu'une femme libre, ayant eu des relations avec un esclave, continuait à vivre avec lui *in eodem contubernio* (1), malgré son maître, elle devenait esclave. Le S. C. Claudien fut aboli par Justinien ; toutefois une de ses dispositions survécut, et nous la retrouvons au Digeste et dans les Instituts : c'est celle qui prononçait la servitude à titre de peine contre l'homme libre, majeur de vingt ans qui, de complicité avec un tiers, se laissait vendre, puis qui, revendiquant sa liberté, partageait avec son vendeur le prix payé par l'acheteur de bonne foi (2).

Enfin, une constitution de Commode ordonnait que, lorsqu'il était prouvé que des affranchis avaient outragé leurs patrons, avaient porté la main sur eux, ou même les avaient abandonnés dans la maladie ou la misère, ils redevenaient leurs esclaves (3).

§ 2.

Des peines qui entraînent la perte de la cité.

Nous savons quelles étaient les prérogatives attachées au titre de citoyen romain, et combien dans les premiers temps de la république Rome se montrait avare et jalouse de ce titre ; et tel était le respect qu'il inspirait, qu'aucune puissance n'était capable d'enlever un citoyen à Rome. « Hoc enimvero a majoribus

---

(1) Paul. Sent., liv. 2. tit. 21.
(2) Inst. Just., § 4, De jure pers.
(3) ff., De agnoscendis et alendis, loi 6, § 1.

« proditum est, » nous dit Cicéron, « ut nemo civis « romanus, aut libertatem aut civitatem possit amit- « tere, nisi ipse auctor factus sit. » C'est alors que nous apparaît dans toute sa subtilité le génie des jurisconsultes romains.

Ce citoyen qu'ils ne peuvent bannir, ils le forceront à s'exiler lui-même, et cela, en lui interdisant les choses nécessaires à la vie : l'eau et le feu.

Forcé de fuir l'Italie, le condamné, sitôt qu'il était reçu dans une autre cité, perdait par là et comme volontairement sa qualité de citoyen romain, car il était de principe que nul ne pouvait être membre de deux cités à la fois.

Le plus souvent, du reste, l'exil était pour le coupable moins une peine qu'une voie de salut : « Exi- « lium enim non supplicium est, sed perfugium, portus- « que supplicii (1). » N'étant pas soumis à la détention préventive, il n'attendait pas la fin du procès, et de lui-même fuyait sa patrie.

Mais avec la république tombent les traditions d'un temps qui n'est plus ; le Romain, de citoyen devient sujet et comme tel, soumis aux ordres du maître. Les proscriptions arrivent, et Auguste, dit-on, sur le conseil de Livie, craignant le ressentiment des exilés répandus dans les provinces, invente sous le nom de *déportation* une peine nouvelle, qui réunissant et renfermant les condamnés dans des lieux déterminés, le plus souvent dans des îles, les réduit ainsi à l'impuissance. La déportation était perpétuelle. Certains ma-

---

(1) Cicéron, *Pro Cœcina*, 34.

gistrats, comme le préfet du prétoire et le préfet de la ville, pouvaient seuls la prononcer. Les présidents des provinces étaient obligés d'en référer à l'empereur.

L'interdiction de l'eau et du feu, tout en devenant d'une application de plus en plus rare, continua pourtant d'exister ; nous la trouvons mentionnée dans différents textes, et Justinien lui-même la met dans ses Instituts sur le même rang que la déportation.

Il était encore une autre peine, entraînant, comme celles dont nous venons de parler, la *media capitis deminutio*, et partant n'étant, comme elles, applicable qu'aux hommes libres, mais sur laquelle nous ne possédons que fort peu de documents, c'est la condamnation aux travaux publics à perpétuité, « in opus publicum. » Ulpien nous donne un exemple de l'application de cette peine (1).

§ 3.

Des peines non capitales, mais pouvant emporter l'infamie.

Tandis que les peines dont nous nous sommes occupé jusqu'à présent altéraient profondément la capacité du condamné, soit qu'elles lui fissent perdre la liberté, soit seulement la cité, celles dont il nous reste à parler, perpétuelles ou temporaires, n'entraînent ave elles aucune *capitis deminutio*.

Elles peuvent seulement rendre infâme celui qui les

---

(1) Ulpien, ff., loi 1, § 2, De effractoribus.

subit, et cela à des conditions que nous avons déjà eu l'occasion de faire connaître. Il faut, en effet, pour qu'une condamnation soit infamante, qu'elle soit prononcée dans une procédure publique, dans un *judicium publicum*, ou que prononcée *extra ordinem*, il s'agisse d'un fait pour lequel une condamnation privée eût été également infamante.

Au premier rang de ces peines, nous trouvons la rélégation, qui, tout en ayant avec la déportation de nombreuses ressemblances, s'en sépare profondément par ses conséquences.

Le relégué, dit Ulpien, est celui à qui l'on interdit, à temps ou à perpétuité, soit une province, soit la ville de Rome ou sa banlieue.

On distinguait deux sortes de relégués : ceux dont parle Ulpien, à qui l'on interdisait simplement soit Rome, soit une province, et ceux qui, traités plus durement, étaient internés dans une île.

Nous n'avons pas à entrer ici dans tous les détails et toutes les difficultés que présentait l'application de cette peine.

Il nous suffit de savoir que les présidents avaient le droit de l'infliger, sans toutefois pouvoir, en principe, interdire le séjour d'une province autre que la leur. D'après une constitution de Claude, l'interdiction d'une province entraînait de plein droit la défense de paraître, soit à Rome, soit dans toute autre ville où se trouvait l'empereur (1).

---

(1) Ulpien, ff., loi 7, § 15, De interdictis et releg. — Callistrate, ff., loi 19. De interdictis et releg.

Certaines autres peines entraînaient des châtiments corporels, comme la condamnation aux travaux forcés pour un temps, la fustigation, la flagellation, et la *vinculorum verberatio*. Ce dernier châtiment consistait à être jeté dans les fers et de plus à y être frappé de verges.

Enfin les condamnations pécuniaires furent d'un usage très-fréquent chez les Romains; aux premiers temps de la république, la *mulcta* fut surtout prononcée par les comices par tribus, pour faits politiques contre des magistrats sortant de charge.

La *mulcta* survécut aux comices, et nous la retrouvons sous l'empire, où les magistrats supérieurs avaient seuls le droit de la prononcer (1).

Pour ceux dont l'indigence eût rendu illusoire une condamnation à l'amende, les préfets et les présidents avaient coutume de la remplacer par une répression extraordinaire (2), et il en résultait ceci de particulier que, par une sorte de compensation, cette peine plus forte épargnait aux condamnés l'infamie (3).

Justinien, dans sa novelle 134, chap. 13, apporta quelques adoucissements à la pénalité; il abolit des supplices cruels usités avant lui, consistant dans l'amputation d'un membre et dans la désarticulation. Il conserva toutefois l'amputation de la main, comme châtiment de certains crimes.

Enfin remarquons, en terminant, que les Romains

---

(1) Ulpien, ff., loi 2, § 8, De judiciis.
(2) Ulpien, ff., loi 1, § 5, De pœnis.
(3) Macer, ff., loi 10, § 2, De pœnis.

ne connurent pas la peine de l'emprisonnement ; les prisons, dit Ulpien, sont faites pour retenir les accusés, mais non pour y conserver ceux qui ont été jugés (1).

CHAPITRE II.

DU MOMENT OU COMMENCE L'ALTÉRATION DE LA CAPACITÉ DES CONDAMNÉS.

Les effets des condamnations, quant à la *capitis deminutio*, ne rétroagissaient pas en principe au jour de la perpétration du crime ni au jour de l'accusation ; il ne suffisait même pas que le sentence eût été rendue, il fallait de plus qu'elle eût été prononcée à l'accusé (2), qui pouvait encore en retarder les effets en interjetant appel (3). Le moment de l'exécution de la sentence était, du reste, sans influence aucune sur le point qui nous occupe : souvent, ceux qui étaient condamnés à être dévorés par les bêtes voyaient un assez long temps s'écouler avant de subir leur peine; ils n'en devenaient pas moins esclaves immédiatement après leur condamnation (4).

Il nous faut ici noter une règle spéciale à la peine de l'interdiction de l'eau et du feu, règle qui tient à l'essence même de cette peine. Le plus souvent, en

---

(1) Ulpien, loi 8, § 9, De pœnis.
(2) ff. Macer., De bonis eorum, loi 2, § 1.
(3) ff. Ulpien, De pœnis, loi 2, § 2.
(4) ff. Gaius, De pœnis, loi 29.

effet, elle n'était pas prononcée, l'accusé fuyant lui-même sa patrie. Quel était donc alors le point de départ de la *media capitis deminutio?* Il résulte d'un passage de Cicéron que l'altération de la capacité de l'exilé ne commence qu'au moment où il avait été reçu dans une autre cité : d'où l'on pourrait conclure que si l'exilé s'était tenu caché, sans jamais entrer dans une autre cité, n'ayant jamais abdiqué lui-même ses droits de citoyen, il les avait nécessairement conservés (Cicéron, *Pro domo sua*, chap. XXX).

Ainsi donc, jusqu'au moment où était prononcée la condamnation, l'accusé était réputé innocent, et, comme tel, il conservait tous ses droits de liberté, de cité et de famille. Il restait apte à recueillir les successions, les legs, les fidéicommis échus en sa faveur, et de même si, durant l'instruction de l'affaire, il venait à mourir, ses héritiers légitimes, à défaut de testament, étaient appelés à sa succession.

Le suicide même de l'accusé n'annulait pas son testament, à moins que l'accusation n'en fût la cause principale (1).

Il conservait la libre administration de ses biens, et les payements faits entre ses mains par ses débiteurs étaient valables (2), ainsi que ceux que lui-même faisait à ses créanciers (3).

Il pouvait aussi valablement aliéner, soit à titre onéreux, soit même à titre gratuit. La présomption lé-

---

(1) ff. Marcien, De bonis eorum, loi 3, princ.
(2) ff. Papinien, De solutionibus, loi 41.
(3) Paul, De solutionibus, loi 42.

gale de non culpabilité, sous la protection de laquelle se trouve tout accusé avant sa condamnation, suffirait seule pour nous imposer cette solution; mais elle se trouve confirmée par les jurisconsultes romains. Le texte de Paul, que nous citions tout à l'heure, en reconnaissant à l'accusé le droit de payer valablement ses créanciers, lui reconnaît par là même le droit d'aliéner. Modestin est encore plus formel, en décidant que, toutes les fois qu'il s'agit du crime de lèse-majesté ou de concussion, de ces crimes dont la poursuite s'exerçait même contre les morts, l'effet de la condamnation remontant au jour du crime, toutes les aliénations et tous les affranchissements faits postérieurement à cette époque, doivent être considérés comme nuls (1). Les affranchissements et les aliénations devaient donc être respectés toutes les fois qu'il s'agissait d'un délit de droit commun, quelle que fût du reste la gravité de la condamnation qu'il pouvait entraîner.

Mais la condamnation régulièrement prononcée mettait le condamné vis à-vis du fisc dans la position où se trouve un débiteur vis-à-vis de ses créanciers, qui peuvent faire annuler les actes par lui faits en fraude de leurs droits. Étaient donc annulés les actes frauduleux, tant d'administration (2) que d'aliénation (3). Ici apparaît une différence entre les aliénations à titre gratuit et celles à titre onéreux. Aux premières, lorsqu'elles sont faites postérieurement au crime, est attachée une pré-

---

(1) Modestin, De accusationibus, loi 20.

(2) ff. Hermogenien, De jure fisci, loi 46, § 6.

(3) ff. Paul, De jure fisci, loi 45, princ.

somption de fraude (1) qui force celui qui en réclame l'exécution à prouver qu'elles n'ont point été faites dans le but de nuire au fisc ; il ne lui est même pas permis de faire cette preuve, lorsqu'il s'agit d'une donation à cause de mort (2).

Les secondes sont présumées faites de bonne foi, et par conséquent valables jusqu'à preuve contraire, et, de plus, lorsque le fisc voulait demander l'annulation d'un contrat à titre onéreux fait par un condamné à une peine capitale antérieurement à la condamnation, il lui fallait, suivant en cela les règles communes, non-seulement prouver que l'acte dont il demandait la révocation lui causait un préjudice et qu'il avait été fait dans ce but, mais encore il devait établir que le contractant était complice de la fraude (3).

Nous avons déjà dit que le condamné pouvait, en interjetant appel de la sentence prononcée contre lui, en suspendre les effets : tant qu'on n'avait pas statué sur cet appel, rien ne devait être changé à la position antérieure du condamné, qui par exemple, après une condamnation l'excluant d'un ordre, pouvait, s'il en avait appelé, continuer à assister aux réunions de cet ordre (4).

L'arrêt qui confirmait la première sentence n'avait pas non plus un effet rétroactif, et les incapacités qui en résultaient ne dataient que du jour de sa pronon-

---

(1) ff. Marcien, De donationibus, loi 15.

(2) ff. Ulpien, De mortis causa, loi 7.

(3) ff. Paul, Quæ in fraudem, loi 9. — ff. Ulpien, Qua in fraudem, loi 10, § 2.

(4) ff. Ulpien, Nidil innovari, loi unique.

ciation (1). Enfin, si avant qu'on eût statué sur l'appel, l'accusateur donnait son désistement, les poursuites s'éteignaient, et rien ne subsistait de la première condamnation (2).

Nous avons supposé jusqu'à présent une condamnation contradictoire, c'est-à-dire une condamnation prononcée en présence de l'accusé, ayant pu présenter ses moyens de défense. Si maintenant nous cherchons quelle était la marche suivie lorsque l'accusé faisait défaut, nous allons trouver des règles toutes particulières à la législation romaine.

Nous avons montré comment, à Rome, se poursuivaient les crimes, comment, le plus souvent, chacun pouvait se porter accusateur. Malgré les peines dont on frappait ceux qui étaient convaincus de calomnie, on comprend les dangers que présentait un pareil système, on comprend les dangers plus grands encore qu'il eût présentés si, pendant son absence, un citoyen eût pu être frappé d'une condamnation. Aussi était-ce un principe proclamé par les jurisconsultes romains, qu'aucune peine ne pouvait frapper un absent, *ne quis absens puniatur* (3).

Sous la république, où les citoyens n'avaient pas à subir de détention préventive, où l'on ne prenait aucune mesure pour s'assurer de la personne de l'accusé, il évitait souvent par la fuite, la conséquence du crime qu'il avait commis, et les exils volontaires étaient très-fréquents. Parfois on vit les comices sanc-

---

(1) ff. Ulpien, De his qui notantur, loi 6, § 1.

(2) ff. Marcien, Ad S. C. Turpillanum, loi 1, § 14.

(3) ff. Marcien, De requisendis, loi 1, princ.

tionner cet exil en prononçant contre l'exilé l'interdiction de l'eau et du feu ; mais le plus souvent il n'y avait pas de condamnation par contumace.

Le même principe subsista sous l'empire, pour les condamnations capitales qui continuèrent à ne pouvoir être prononcées contre un absent : « Satius enim « esse, impunitum relinqui facinus nocentis, quam « innocentem damnare (1). »

Toutefois, certaines précautions furent prises pour que l'accusé ne pût ainsi par la fuite se soustraire à toute responsabilité.

Lorsqu'un absent se trouvait accusé d'un délit grave, le magistrat devait en prendre note, faire rechercher l'accusé, écrire au magistrat du lieu où il se trouvait afin que celui ci lui notifiât l'accusation, et le sommât de comparaître devant le tribunal.

Du jour où lui était notifiée l'accusation, ou du moment de la *litis contestatio*, si elle avait eu lieu, commençait à courir un délai d'un an. Les biens de l'accusé étaient mis sous le séquestre, les fruits et les choses sujettes à détérioration étaient vendus, et le prix en était déposé.

On prenait également des mesures pour que ses créanciers ne vinssent pas payer entre ses mains, et favoriser ainsi sa fuite.

Si, pendant ce délai d'un an, l'accusé se représentait, tous ses biens lui étaient rendus avec les fruits recueillis et l'on procédait contre lui comme s'il eût toujours été présent. S'il venait à mourir dans ce même

---

(1) ff. Ulpien, De pœnis, loi 5, princ.

délai, avec lui s'éteignait l'accusation, et mort dans l'intégrité de ses droits, il transmettait ses biens à ses héritiers selon le droit commun.

Si, au contraire, il laissait expirer l'année de grâce qui lui avait été accordée, alors même qu'il vînt se représenter et prouvât son innocence, ses biens étaient à jamais perdus pour lui et acquis au fisc. Mais, pendant toute la durée de son absence, et ce n'est là qu'une application de principes que nous avons déjà posés, la capacité de l'accusé n'était pas altérée, il restait citoyen romain, et comme tel pouvait usucaper ses propres biens sur le fisc, si, au bout de vingt ans, celui-ci ne s'était pas encore mis en possession (1). Toutefois, il résulte d'une constitution des empereurs Honorius et Théodose, que l'ordonnance rendue contre le contumax accusé d'un crime capital, ne le dépouillait pas seulement de ses biens, mais encore portait atteinte à sa considération : *famæ existimationem lædere*) (2).

Quant aux accusations qui ne devaient pas entraîner de peines capitales, lorsque l'accusé n'obéissait pas aux sommations qui lui étaient faites de se représenter, il pouvait en son absence être jugé, *more privatorum judiciorum*, et condamné, soit à une amende, soit à une peine infamante, soit même à une peine afflictive, jusqu'à la rélégation inclusivement (3).

Justinien, dans ses Novelles, reproduit la même décision et déclare que des condamnations pécuniaires

---

(1) ff. Macer, De requirendis, loi 2, § 1.
(2) Code, De requirendis reis, loi, 3.
(3) ff. Ulpien, De pœnis, loi 5, princ.

peuvent être prononcées contre des absents, « sic non « putabunt potentiam divitiarum, justitiæ præva- « lere (1). »

CHAPITRE III.

DE LA MAXIMA CAPITIS DEMINUTIO.

La liberté, la cité, la famille, tels sont les trois éléments qui composent l'état, le *caput* du citoyen romain. Ces éléments peuvent lui être enlevés séparément, en ce sens qu'il peut perdre ses droits de famille tout en conservant ceux de cité et de liberté, qu'il peut cesser d'être citoyen tout en restant libre. Mais si par suite d'une condamnation, par exemple, un citoyen romain vient à perdre la liberté, avec elle disparaissent la cité et la famille, et l'esclavage dans lequel il tombe est pour lui une mort anticipée.

Chacun sait ce qu'était, à Rome, cette institution que les jurisconsultes disaient être du droit des gens tout en la reconnaissant contraire à la nature.

L'esclave, entièrement asservi à la volonté de son maître, dont la personnalité absorbe la sienne, n'a de capacité qu'au profit de celui-ci. Il peut être institué héritier, si toutefois celui qui l'institue a faction d'hérédité avec son maître; par ordre du maître il fera adition, car c'est au maître que doit revenir le

---

(1) Justinien, nov. 69, chap. 3.

profit de cette succession, car c'est lui qui en doit supporter les charges.

Mais si on le considère seul, on voit l'esclave, frappé d'une incapacité générale non-seulement quant aux institutions du droit civil proprement dit, mais aussi quant à celles du droit prétorien et du *jus gentium*.

Il n'y a pour l'esclave ni mariage, ni parenté, ni propriété même naturelle. Tout ce qu'il acquiert est forcément acquis à son maître.

Ne pouvant être propriétaire, il ne peut à plus forte raison avoir un testament. Notons toutefois que l'esclave du peuple romain pouvait disposer par testament de la moitié de son pécule (1); mais ce n'est là qu'une véritable anomalie tendant à rapprocher la condition de ces esclaves de celle des hommes libres.

Dans les premiers temps de la république, le principe qui faisait de l'esclave la chose du maître fut appliqué dans toute sa rigueur.

L'esclave pouvait être soumis aux traitements les plus cruels, il pouvait être mis à mort sans que personne eût le droit de s'interposer et d'arrêter de telles cruautés. Mais bientôt la guerre et la conquête ayant accru considérablement le nombre des esclaves, ceux-ci, soulevés à la voix d'un chef audacieux, se révoltèrent et firent trembler Rome. On comprit alors les dangers qu'il y avait à traiter impitoyablement ces hommes que leur nombre rendait si redoutables, et des lois pénales les vinrent protéger contre l'inhuma-

---

(1) Ulpien, tit. 20, § 16.

nité des maîtres. Une constitution d'Antonin décida que celui qui sans raison mettait à mort son esclave, devait être puni comme s'il eût fait périr l'esclave d'autrui ; il alla même plus loin, en ordonnant aux magistrats des provinces de forcer à vendre leurs esclaves les maîtres qui se montraient trop durs envers eux (1).

Plus terrible encore était l'esclavage auquel étaient soumis ceux qu'avait frappés une condamnation soit à mort, soit aux travaux des mines.

Dès la sentence prononcée, ils devenaient esclaves de la peine.

Nous savons quel était le respect qu'inspirait le titre de citoyen romain ; nous avons vu, en parlant de l'interdiction de l'eau et du feu, quels détours ingénieux les jurisconsultes avaient pris pour arriver à forcer à abdiquer lui-même son titre de citoyen, l'homme qu'ils ne croyaient pas pouvoir en dépouiller malgré lui. La servitude de la peine, s'il faut en croire Gérard Noodt, serait encore un moyen détourné pour concilier le respect de la constitution et les nécessités du droit criminel.

Le juge, dans celui qu'il condamnait, cessait de voir un citoyen ; il ne frappait qu'un esclave, qui, dès lors, pouvait marcher au supplice, travailler aux mines et être battu de verges.

Incapable de rien acquérir, de rien posséder pour lui-même, l'esclave ordinaire acquérait et possédait pour son maître. L'esclave de la peine, n'ayant d'au-

---

(1) Gaius, Com. 1, §§ 52 et 53.

tre maître que son supplice, n'acquérait, ne possédait ni pour lui ni pour personne, et le fisc lui-même ne pouvait rien prétendre aux legs faits aux condamnés même avant leur condamnation (1).

Les dispositions testamentaires faites en leur faveur étaient réputées non écrites ; toutefois, et ce n'est là qu'une exception fondée sur un sentiment d'humanité, un texte formel permet de léguer des aliments aux condamnés aux mines (2). On n'avait sans doute pas voulu, en leur laissant la vie, leur enlever tous moyens d'existence.

Bien plus, un texte d'Ulpien (loi 1, § 6, ad S. C. Tertyllianum) paraît les admettre à la succession de leur mère. Nous nous refusons cependant, avec Cujas et Pothier, à adopter cette décision, qui serait une grave dérogation aux principes, mais qui de plus se trouve contredite par deux paragraphes de la même loi (§§ 4 et 8). Nous pensons que dans le § 6, les mots « placuit eum admitti » se rapportent seulement à celui qui « suas operas locavit. »

Comme la mort (3), l'esclavage de la peine éteignait l'usufruit constitué au profit du condamné (4) et ouvrait la substitution dont ses biens pouvaient être grevés (5).

Perdant avec la liberté les droits de cité et de famille, il n'y avait plus pour l'esclave de la peine ni

---

(1) ff. Callistrate, De jure fisci, loi 12.
(2) ff. Marcien, De his qui pro non scriptis, loi 3, princ
(3) ff. Ulpien, De significatione, loi 209.
(4) Inst. Just., liv. 2, tit. 4, § 3.
(5) ff. Ulpien, liv. 36, loi 17, § 6.

puissance paternelle, ni tutelle, ni curatelle. Le mariage qu'il avait contracté était dissous et son conjoint, devenu veuf, pouvait s'engager dans de nouveaux liens, tandis qu'il ne lui était plus permis de contracter de justes noces, ni même de former cette union particulière au droit romain appelée *concubinatus*.

Ne pouvant s'obliger ni obliger civilement les autres envers lui tant que durait la servitude de la peine, les engagements qu'il prenait ou qu'on prenait envers lui pouvaient pourtant donner naissance à une *naturalis obligatio* qui gardait ce caractère, alors même que la faveur du prince venait relever le condamné des peines prononcées contre lui (1).

Ne pouvant être propriétaire, il ne pouvait, à plus forte raison, laisser à sa mort un testament valable. Celui qui avait été fait antérieurement à sa condamnation devenait *irritum*. Ce n'est, en effet, que par une faveur de la loi qu'il est permis de disposer de ses biens pour le temps où l'on ne sera plus, et à Rome, le citoyen seul peut tester. Un rescrit d'Adrien avait apporté une exception à cette règle en faveur du soldat condamné pour délit militaire. Il lui était permis de tester *jure militari* pour son pécule *castrans*, et conformément aux principes généraux qui régissaient les testaments des soldats, le testament fait antérieurement à sa condamnation, devenu *irritum* par la *maxima capitis deminutio*, valait de nouveau, *quasi ex nova voluntate militis* (2). Lorsque les condamnés pour délit militaire

---

(1) M. de Savigny, appendice 4.

(2) Ulpien, De ergusto, loi 6, § 6. — ff. Ulpien, De testamento militis, loi 11, princ.

n'avaient pas disposé par testament de leur pécule *castrans*, il passait à leurs héritiers ou à leurs cognats jusqu'au cinquième degré, et à leur défaut seulement au fisc (1).

Mais si le militaire libre et jouissant de tous ses droits, pouvait instituer héritiers ceux-là mêmes avec qui il n'avait pas faction de testament esclave de la peine, il ne lui était pas permis d'instituer héritier un esclave de la peine. Cependant ici même le condamné profitait des faveurs accordées aux soldats. Si, en effet, un militaire instituait héritier un tel esclave, ce testament, nul dans le principe, et qui par conséquent se trouvait d'après le droit commun affecté d'un vice absolu, pouvait cependant devenir valable si, avant la mort du testateur, cet esclave était redevenu citoyen (2).

Enfin ne pouvant être ni testateur ni héritier, l'esclave de la peine ne pouvait non plus servir de témoin et participer ainsi à la confection d'un testament (3). En matière civile, et sous l'empire des actions de la loi, les citoyens seuls pouvant agir en justice, on comprend sans peine que les esclaves aient été privés de ce droit, mais il en fut encore de même sous le système formulaire, et l'esclave de la peine demeura incapable d'ester en justice, soit pour lui (il n'avait du reste aucun droit qu'il pût faire valoir), soit même pour autrui (4).

---

(1) Papinien, De veteranorum, tit. 12, loi 2.
(2) ff. Ulpien, De testamento militis, loi 13, § 2.
(3) Inst. Just., liv. 2, tit 10, § 6.
(4) ff. Ulpien, De postulando, loi 1, § 6.

En matière criminelle, il ne peut intenter une accusation publique (1) ni même être appelé comme témoin dans une pareille instance (2).

Non-seulement l'esclavage de la peine privait, comme nous venons de le voir, le condamné de toute capacité, mais la confiscation des biens venait ordinairement s'y ajouter.

Cette confiscation n'est point une suite naturelle de la *maxima capitis deminutio;* sans doute le *servus pœnæ* devait perdre ses biens, puisqu'il ne pouvait être propriétaire, sa succession devait s'ouvrir, mais ses parents y devaient être appelés suivant les règles des successions *ab intestat*, le fisc étant sans aucun droit pour s'emparer du patrimoine, puisqu'il est constant qu'il ne devient pas le maître de ces esclaves; et du reste, ce qui prouve bien que la confiscation est tout à fait en dehors de la *capitis deminutio*, c'est que, tandis que celle-ci appartient au droit primitif de Rome, la dévolution au fisc était, suivant Cicéron, inconnue sous la république; elle commença à paraître dans la législation romaine sous Sylla, dans la loi *Cornelia*, *De proscriptis*, et bientôt elle devint générale pour les condamnations à mort, à la servitude et à la déportation. Elle n'existait pour la relégation que si elle avait été spécialement prononcée (3). Succédant au condamné *in universum*, le fisc se trouvait par là même investi de toutes ses créances et grevé de toutes ses dettes.

L'effet de cette peine est de frapper des inno-

---

(1) ff. Ulpien, De publicis judiciis, loi 5, § 1.
(2) ff. Venuleius, De testibus, loi 20.
(3) ff. Ulpien, De interdictis, loi 14, § 1.

cents, les fils du condamné qui se trouvent ainsi privés de tous les biens auxquels ils auraient pu prétendre dans la succession de leur père, effet odieux que les jurisconsultes s'étaient efforcés d'atténuer, tout en conservant la cause du mal. Reconnaissant le droit naturel que les enfants ont sur la succession de leurs parents, droit qui leur a fait donner le nom d'héritiers siens, reconnaissant en même temps l'injustice qu'il y avait à faire peser sur eux la responsabilité de la faute de leur père en les écartant de sa succession, ils avaient admis qu'une certaine portion des biens du condamné devait être réservée à ses enfants, « ne alieno « admisso, graviorem pœnam tuerent, quos nulla con- « tingeret culpa (1). »

Il est évident que l'on ne pouvait faire entrer dans le calcul de la portion qui était réservée aux enfants les biens provenant d'un crime.

Pour avoir droit à cette réserve sur les biens de leur père condamné, il fallait que les enfants fussent issus de justes noces et qu'il eussent été conçus avant la condamnation (2). Les enfants adoptifs jouissaient, eux aussi, des mêmes priviléges, à moins que leur adoption ne fût frauduleuse. Elle était considérée comme telle, non-seulement quand elle était faite par un accusé, mais encore par quelqu'un qui devait se croire sous le coup d'une accusation imminente (3).

La quotité des biens ainsi retirés au fisc varia sous

---

(1) ff. Paul, De bonis damnatorum, loi 7, § 1.
(2) Callistrate, De bonis damnatorum, loi 1, § 2.
(3) Paul, De bonis damnatorum, loi 7, § 2.

les différents empereurs, qui quelquefois, par une faveur spéciale, firent une remise entière de la confiscation.

Une constitution de Théodose et de Valentinien régla cette quotité, et tout en maintenant la confiscation lorsque le condamné n'avait pas de descendants, elle la réduisit à la moitié des biens dans le cas contraire.

Enfin Justinien, dans sa novelle 134, voulant adoucir les condamnations pécuniaires, décida que les biens des condamnés ne viendraient plus enrichir le fisc, mais qu'ils seraient laissés aux descendants du condamné et à ses ascendants jusqu'au troisième degré. Toutefois la confiscation subsistait encore en cas de mariage incestueux, s'il n'existait pas d'enfants nés d'un précédent mariage, et lorsqu'il s'agissait de lèse-majesté. Pour ce dernier crime, en effet, telles étaient les idées des Romains, que les fils auraient dû périr du même supplice que leur père; ce n'était que par faveur que la vie leur était conservée; écartés de la succession de leur mère et de tous leurs proches, incapables de rien recevoir par testament, ils devaient toujours être dans la misère, porter toujours au front l'infamie de leur père. « Sint postremo tales, ut his « perpetua egestate sordentibus, sit et mors solatium, « et vita supplicium (1). »

Quant aux filles du condamné pour crime de lèse-majesté, il leur était accordé, quel que fût leur nombre,

---

(1) Code, Ad. legem Juliam majestatis, Arcadius et Honorius, 5, § 1.

le quart de la succession à titre d'aliments (1).

La condamnation de l'un des époux à une peine entraînant la *maxima capitis deminutio* était, nous l'avons dit, une cause de dissolution du mariage. Lorsque le mari devenait ainsi esclave de la peine, la femme reprenait sa dot ainsi que la donation anténuptiale qui lui avait été faite. Si elle n'avait pas apporté de dot, elle prélevait sur la fortune du condamné la portion déterminée par la loi (2). Cette portion de la femme était d'un quart en toute propriété, dans le cas où il n'existait pas d'enfants du mariage, et dans le cas contraire d'une part d'enfant en usufruit, sans que cet usufruit pût jamais excéder le tiers de la succession (3).

Lorsque c'était la femme qui était condamnée, si le crime qu'elle avait commis était un crime de lèse-majesté, de violence publique, d'empoisonnement ou d'homicide, le fisc s'emparait de la dot (4), mais le mari conservait contre lui tous les droits qu'il aurait eu contre sa femme (5).

Mais quand il s'agissait de tout autre crime emportant la perte de la liberté, la dot n'était pas confisquée et profitait au mari, la femme étant considérée comme morte (6).

Enfin si le père qui avait constitué une dot à sa fille venait à être condamné, le fisc ne pouvait récla-

---

(1) Code, Ad legem Juliam Majestatis, Arcadius et Honorius, 5, § 3.
(2) Justinien, nov., 17, chap. 12.
(3) Justinien, nov. 117, chap. 5.
(4) ff. Ulpien, De bonis damnatorum, loi 3.
(5) ff. Papinien, Debonis damnatorum, loi 4.
(6) ff. Ulpien, De bonis damnatorum, loi 5, princ.

mer la dot même profectice, qui en cas de prédécès de la femme restait au mari (1). Bien plus, lorsqu'un père, frappé plus tard d'une condamnation, avait promis une dot à sa fille, le fisc demeurait tenu de fournir cette dot (2), à moins qu'il ne prouvât qu'il y avait eu fraude de la part du père (3).

Lorsqu'un affranchi subissait une condamnation capitale, son patron reueillait dans sa succession la part qui lui était attribuée, d'après le droit commun ; le surplus était dévolu au fisc (4). Les fils du patron conservaient également dans leur intégrité tous les droits de patronage (5).

Telles furent pendant longtemps les conséquences fatales de la condamnation à mort et aux travaux des mines, tel fut cet esclavage de la peine, ce châtiment si redouté. Il naquit avec Rome et tomba presque avec elle, car il ne fut aboli que par une novelle de Justinien, qui assimila, quant à leurs effets, les peines les plus graves à la déportation.

« Nous voulons, par notre clémence, adoucir les « rigueurs des anciennes lois. Autrefois, lorsqu'un « coupable était condamné à la peine des mines, cette « peine même entraînait après elle la servitude, « comme conséquence du jugement. Le mariage se « trouvait dissous, le supplice possédant en quelque « sorte le criminel, et en ayant fait son esclave. Nous

---

(1) ff. Marcien, De bonis damnatorum, loi 8, § 4.
(2) ff. Marcien, De bonis damnatorum, loi 10, princ.
(3) ff. Callistrate, De bonis damnatorum, loi 9.
(4) ff. Paul, De bonis damnatorum, loi 7, § 1.
(5) ff. Marcien, De bonis damnatorum, loi 8.

« ne voulons pas laisser subsister une pareille institu-
« tion, et nous défendons qu'à l'avenir un homme
« libre puisse ainsi devenir esclave. Nous ne pouvons,
« en effet, permettre pareille chose alors que nous
« nous efforçons de multiplier les affranchissements.
« Ainsi donc, que la condamnation ne porte plus au-
« cune atteinte au mariage, puisque désormais les
« deux conjoints resteront libres (1). »

Ainsi, ce qui, dans la servitude de la peine, frappait Justinien, ce qui le décidait à la supprimer, c'était l'atteinte portée à l'inviolabilité du mariage, et cette même considération ne put arrêter les rédacteurs de notre Code, qui ne craignirent pas de prononcer la dissolution du mariage du condamné à une peine perpétuelle.

CHAPITRE IV.

DE LA MEDIA CAPITIS DEMINUTIO.

L'interdiction de l'eau et du feu, la déportation, la condamnation aux travaux publics à perpétuité, et, depuis la novelle de Justinien que nous citions en terminant le chapitre précédent, toutes les peines capitales, quelles qu'elles fussent, entraînaient avec elles la *media capitis deminutio*, c'est-à-dire la perte des droits de cité.

Parmi les prérogatives que conférait le titre de ci-

(1) Just., nouvelle 22, chap. 8.

toyen romain, les unes étaient relatives au droit public, les autres au droit privé.

Nous passerons rapidement sur les premières, dont une étude approfondie nous entraînerait trop loin.

L'inscription sur les tables du cens, dont l'institution remontait à Servius Tullius, était devenue une preuve de la possession du titre de citoyen, et même un moyen d'acquérir ce titre; aussi, dès que quelqu'un venait à perdre soit la liberté, soit la cité, son nom devait-il être à l'instant rayé de ces tables. En même temps il perdait le droit de voter dans l'assemblée du peuple, car ce droit n'appartenait qu'à ceux qui étaient inscrits au cens; en même temps aussi lui était fermée la voie des honneurs et des magistratures; il ne pouvait même servir dans les légions, le service militaire étant considéré non-seulement comme un devoir, mais encore comme un privilége. Enfin il ne lui était plus permis d'invoquer toutes ces garanties, dont la république avait entouré la personne du citoyen romain.

Quant au droit privé, les effets de la *media capitis deminutio* étaient moins absolus, et si les actes du droit civil, du *jus civile Romanorum*, étaient interdits au condamné, au moins, comme les pérégrins, auxquels il se trouvait assimilé, pouvait-il continuer à invoquer le droit des gens, *jus gentium*.

Ce droit des gens, inconnu dans les premiers siècles de Rome, alors qu'un patriotisme jaloux faisait traiter les étrangers en ennemis, comme l'indique le nom même qui leur était donné, *hostes*, naquit peu à peu avec les conquêtes. La civilisation et le commerce se

développant de jour en jour et multipliant les rapports des citoyens avec les peuples voisins, on comprit l'impossibilité de continuer à appliquer des lois, faites pour un temps qui n'était plus. Mais, pleins de respect pour les vieilles institutions, les jurisconsultes n'abrogeront pas le droit ancien ; à côté ils élèveront un droit nouveau, capable de satisfaire aux besoins d'une société plus avancée.

Toutefois, même au point de vue du droit privé, la qualité de citoyen, jusqu'au moment où ce titre fut étendu à tous les sujets de l'empire, conféra de précieuses prérogatives.

Deux mots techniques, *connubium* et *commercium*, correspondant, le premier à la capacité pour la famille, le second à la capacité pour les biens, embrassaient presque toutes les prérogatives du citoyen romain.

Le *connubium*, qu'Ulpien définit *uxoris jure ducendæ facultas* (1), est la capacité, tant absolue que relative, de contracter un mariage romain, un *justum matrimonium ;* seuls, les enfants nés d'un semblable mariage étaient soumis à la puissance paternelle, et de cette puissance dérivait la parenté romaine, qui, elle-même, servait de base au système de l'ancienne succession ab intestat.

Le *justum matrimonium* était encore nécessaire pour que la femme pût tomber *in manu mariti ;* et enfin, longtemps il assura au chef de la famille la propriété

---

(1) Ulpien, reg. 5, § 5.

de tous les biens acquis par les enfants placés sous sa dépendance.

Le *commercium*, qui dans le sens romain signifie la capacité d'acheter et de vendre suivant les modes du droit civil, *jus emendi et vendendi modis civilibus*, permettait seul d'acquérir et de transférer, par la forme symbolique de la mancipation, la propriété romaine, le *dominium ex jure Quiritium* (1) et les servitudes qui en dépendaient.

A la mancipation se rattachait la propriété parfaite, et ceux-là qui ne pouvaient en prononcer les paroles solennelles, ne pouvaient non plus acquérir par la *cessio in jure*, par la loi, par l'usucapion et par l'adjudication.

C'était au moyen de cette aliénation solennelle que le *paterfamilias* vendait ceux qui étaient soumis à sa puissance, qu'il émancipait ses enfants ou les donnait en adoption, ou bien aussi que, mari, il acquérait le domaine de sa femme.

Du *jus commercii* dérivaient encore, comme conséquences plus éloignées, la faculté de contracter certaines obligations dans certaines formes (2), et enfin la *testamenti factio*, c'est-à-dire la capacité de faire un testament ou un codicille, d'être institué héritier, légataire ou fidéicommissaire.

Tant qu'il ne fut reconnu à Rome que le seul domaine quiritaire, les *peregrini*, ainsi que ceux qu'une condamnation avait dépouillés du droit de cité, ne

---

(1) Ulpien, reg. 19, §§ 4 et 5.
(2) Gaius, com. 3, §§ 93 et 94.

pouvaient devenir propriétaires. « Aut enim ex jure « Quiritium unusquisque dominus erat, aut non in- « telligebatur dominus (1). Mais il n'en fut pas toujours ainsi, et, comme nous l'avons déjà dit, un droit nouveau s'éleva peu à peu, un nouveau genre de propriété s'établit, auquel tout homme libre put aspirer sans que pour cela il eût besoin d'être citoyen romain. Toutefois la distinction entre ces deux genres de propriété subsista longtemps; leur nom n'était pas le même ; tandis que celui de propriété est réservé au domaine romain qui continue à se nommer *dominium ex jure Quiritium*, on ne désigne l'autre propriété qu'en exprimant le fait, en disant de celui qui l'a acquise qu'il a la chose dans ses biens (*habere rem in bonis*).

Mais, sous Justinien, ces distinctions n'existaient déjà plus que de nom, et une constitution impériale les supprima, en ne reconnaissant plus qu'une seule propriété dépouillée du caractère exclusif et spécial qu'elle avait eu d'abord, et semblable à celle de tous les autres peuples.

Ces préliminaires une fois posés, nous allons arriver au sujet même de ce chapitre, et étudier quelle était, quant au droit privé, la condition de ceux qui avaient subi la *media capitis deminutio*. Ce que nous venons de dire domine toute cette partie de notre travail.

Pour les biens possédés par des condamnés antérieurement à la condamnation, nous n'avons qu'à ré-

---

(1) Gaius, com. 2, § 40.

péter ici ce que nous avons dit déjà en traitant de la *maxima capitis deminutio.*

La confiscation, qui n'était pas une conséquence nécessaire des peines capitales, avait, nous le savons, pris naissance dans les dernières années de la république. Poussée d'abord jusqu'à ses dernières limites et produisant les effets les plus rigoureux et les plus injustes, nous l'avons vue successivement tempérée par des constitutions impériales et disparaissant enfin avec Justinien, qui, par une de ses novelles, appelait à la succession du condamné ses descendants et ascendants jusqu'au troisième degré.

Nous savons aussi, que lorsque la confiscation avait lieu, les créanciers du condamné passaient avant le fisc, et n'avaient aucun recours sur les biens acquis postérieurement à la condamnation.

Ce dernier point est d'une plus grande importance quant aux effets de la *media capitis deminutio.* Pour supposer en effet que l'esclave de la peine pût acquérir de nouveaux biens, il fallait supposer que la liberté lui fût rendue, ce qui n'arrivait que rarement ; pour le déporté, au contraire, et depuis Justinien pour tous les condamnés à une peine capitale, il en était autrement, puisque restant libres, il est certain qu'ils pouvaient devenir propriétaires.

Du reste, au temps même où la confiscation était généralement appliquée dans toute sa rigueur, la condition des déportés avait fait introduire une exception en leur faveur. L'empereur pouvait leur laisser la propriété de tout ou de partie des biens qui auraient dû être attribués au fisc, et dans ce cas, le condamné

était tenu d'actions utiles envers ses créanciers (1). Comme la perte de la liberté, la *media capitis deminutio* mettait fin à l'usufruit (2), mais à la différence de l'esclavage de la peine, elle ne donnait pas ouverture à la substitution. Si, par exemple, un fidéicommis était laissé à un père, à charge par lui de rendre à celui de ses fils qu'il voudrait choisir, et que plus tard ce père vînt à être déporté, il n'en conservait pas moins le droit d'option qu'il avait auparavant, et ainsi continuait à pouvoir désigner celui qui devait profiter du bénéfice de la substitution (3).

Vers la fin de la république s'était établie la prohibition des donations entre époux ; le but de cette prohibition était la crainte qu'un époux cupide n'abusât de la faiblesse de son conjoint pour le dépouiller et le répudier ensuite : « Ne mutuato amore, invicem « spoliarentur, donationibus non temperantes, sed « profusa erga se facilitate (4)... ne concordia pretio « conciliari videretur ; neve melior in paupertatem « incideret, deterior ditior fieret (5). »

Des exceptions furent apportées à cette prohibition, dans le cas où n'existaient pas les motifs que nous venons de rappeler. C'est ainsi que furent permises les donations *divortii causa*, car il n'était pas à craindre qu'en ce moment un des époux, par faiblesse, se dé-

---

(1) Dig., De interdictis et relegatis, loi 14, § 3.

(2) Inst. Just , De usufructu, liv. 2, tit. 4, § 3.

(3) ff. Ad sen.-cons. Trebellianum, loi 17, § 6 ; De legatis et fideicom., loi 77, § 4.

(4) ff. Ulpien, De donat. inter vir et uxor., loi 1.

(5) ff. Ulpien, De donat. inter vir et uxor., loi 3, princ.

pouillât au profit de l'autre. Étaient aussi permises les donations faites *exilii causa* (1), et enfin celles qui étaient faites à cause de mort, ces dernières révocables à volonté. Ces dernières donations ne se trouvaient pas confirmées par la condamnation de l'un des époux à la déportation, et celui-ci conservait jusqu'à sa mort naturelle le droit de les révoquer (2).

Nous savons que la *maxima capitis deminutio*, rendant esclave celui qui en subissait les effets, entraînait avec elle la dissolution forcée du mariage, nous savons aussi que ce fut là une de ces conséquences odieuses qui frappèrent Justinien, et le firent décider qu'à l'avenir toutes les peines capitales seraient seulement suivies de la *media capitis deminutio*.

La perte des droits de cité laissait en effet subsister le mariage, comme union du droit des gens (3), et ne donnait par conséquent pas lieu à la restitution de la dot, sauf toutefois le cas où le divorce intervenait, et alors on devait suivre les règles du droit commun.

Le contrat de société, dans lequel on a toujours en vue la personne même des associés, se trouve dissous aussi bien par la *media* que par la *maxima capitis deminutio* (4). Mais le déporté reste capable de former une nouvelle société, comme il reste capable de vendre, d'acheter, de prendre ou de donner à bail, de faire en un mot tous les contrats du droit des gens (5). Il

---

(1) ff. Paul, De donat. inter vir et uxor., loi 43.

(2) ff. Ulpien, De donat. inter vir et uxor., loi 13, § 1. — Code, Constant, De donat. inter vir et uxor., loi 24.

(3) ff. Ulpien, De bonis damnatorum, loi 5, § 1.

(4) Gaius, com. 3, § 153.

(5) Marcien, De interdictis et relegatis, loi 15, princ.

pouvait même donner entre-vifs, aucun texte ne lui enlevant cette faculté ; c'est là, en effet, un acte du pur droit des gens soumis aux règles générales. Il avait donc la libre disposition de ses biens, qu'il pouvait aliéner, tant à titre onéreux qu'à titre gratuit. Nous trouverons pourtant une exception à cette règle : privé du droit de cité, il ne pouvait élever ses esclaves au rang dont il était déchu ; aussi un texte formel le déclarait-il incapable de les affranchir (1).

Si par suite de la confiscation, toutes les obligations régulièrement contractées par le condamné antérieurement à sa condamnation s'éteignaient pour lui et passaient tant activement que passivement, soit à ses héritiers, soit au fisc, dans le cas où tous ses biens avaient été confisqués, il demeurait capable de s'obliger et d'obliger des autres envers lui.

Dans l'origine, il ne put en aucune façon s'engager par la stipulation, forme d'engagement éminemment civile; mais plus tard, tout en réservant exclusivement pour les seuls citoyens romains la première formule, *spondes-ne ? spondeo*, on en imagina d'autres que l'on fit entrer dans le droit des gens, et que par conséquent les déportés pouvaient prononcer. Enfin cette distinction perdit toute importance avec une constitution de l'empereur Léon qui affranchit la stipulation de la nécessité des formules, de telle sorte qu'une demande et une réponse suffirent seules à former une obligation (2).

---

(1) Marcien, De interdictis et relegatis, loi 2.

(2) Code, Leon, De contrahenda et committenda, loi 10.

Pouvant être propriétaire, pouvant s'obliger et obliger les autres envers lui, le déporté pouvait-il faire valoir ses droits en justice? Tant que se maintint seule la procédure des actions de la loi, alors que les *perigrini* n'y pouvaient figurer, il est certain que les condamnés ne purent avoir plus de droits qu'eux; mais jouirent-ils des mêmes avantages alors que le système formulaire vint remplacer l'antique procédure? L'affirmative ne nous paraît pas douteuse : des textes positifs nous montrent le condamné jouant dans une instance civile le rôle de défendeur. C'est d'abord un texte d'Ulpien que nous avons déjà cité, qui supposant que la confiscation n'a point eu lieu, et que le déporté, par suite de la faveur du prince, est resté en possession de ses biens, décide qu'il sera tenu d'actions utiles envers ses créanciers (1). C'est encore un autre texte d'Ulpien qui, prévoyant le cas où un patron a subi la *media capitis deminutio*, cette peine lui faisant perdre les droits de patronage avec la qualité de citoyen, ses affranchis peuvent désormais le poursuivre en justice, sans qu'ils aient besoin d'obtenir l'autorisation préalable du préteur (2); mais s'il est vrai qu'aucun texte ne nous le représente jouant le rôle de demandeur, aucun texte non plus ne lui interdit ce droit : ce silence même de la législation est en notre faveur, puisque notre décision est de tous points conforme aux principes généraux. Refuser, en effet, à celui que l'on reconnaît capable d'avoir des

---

(1) ff. Ulpien, De interd. et releg., loi 14, § 3.

(2) ff. Ulpien, De in jus vocando, loi 10, § 6.

droits, la faculté de les faire valoir en justice, serait une disposition tellement extraordinaire, qu'alors même que nous la rencontrerions, nous hésiterions à l'admettre. Enfin, si la cause que nous soutenons avait besoin d'autres arguments, nous en trouverions un dans cette règle, qui tout en défendant aux condamnés à une peine capitale d'intenter une action criminelle (1), leur permettait cependant de continuer celle qu'ils pouvaient avoir commencée avant leur condamnation (2).

On ne donne en effet d'autre raison de cette prohibition que la crainte qu'une idée de vengeance ne les poussât à de fausses accusations, alors que la peine même qu'ils subissaient les rendait insensibles à de nouvelles condamnations.

Mais s'il pouvait agir en son nom, le condamné à une peine capitale ne pouvait agir au nom d'autrui; la loi ne fait à ce sujet aucune distinction entre la *maxima* et la *media capitis deminutio* (3).

Enfin, il ne pouvait être appelé à témoigner en justice (4).

La perte du droit de cité n'annulait pas, comme nous l'avons déjà dit, le mariage du condamné; elle le laissait subsister en tant qu'union du droit des gens, si l'affection de l'époux survivait au crime de son conjoint (5). Toutefois, nous devons remarquer

---

(1) ff. Ulpien, De publicis judiciis, loi 5, § 1.
(2) ff. Ulpien, De publicis judiciis, loi 5, § 2.
(3) ff. Ulpien, De postulando, loi 1, § 6.
(4) ff. Venuleius, De testibus, loi 20.
(5) Code Alexander, De repudiis, loi 1.

qu'en cette matière une exception aux règles générales avait été admise en faveur du condamné : ces mêmes textes qui nous avertissent que le mariage ne continuait à valoir que comme union du droit des gens, laissent subsister le régime dotal, quoique en droit romain la dot implique toujours l'existence d'un mariage civil.

Le déporté ne pouvait plus à l'avenir contracter de justes noces, car il avait perdu le *connubium* : il pouvait toutefois se marier, mais cette union ne produisait d'autre effet que la communauté de domicile : comme il perdait la puissance paternelle sur les enfants nés antérieurement à sa condamnation, il ne pouvait l'acquérir sur ceux qui naissaient après, et qui devaient suivre la condition qu'avait leur mère au moment de leur naissance, à laquelle ils se rattachaient par les liens de la cognation.

Ces enfants, quoique n'étant pas *in potestate*, avaient un père certain; d'où il suit qu'ils lui devaient des aliments, et pouvaient en exiger de lui ; entre eux et leur père il n'y avait pas lieu aux actions infamantes.

Toute agnation du déporté se trouvait rompue, car sans le titre de citoyen il n'y a pas d'agnation possible : aussi il cessait d'être soumis à la puissance de son père. Toutefois les textes vont plus loin, et Justinien, dans ses Instituts, décide que la cognation était également détruite (1).

Mais ceci ne doit s'entendre qu'en distinguant la cognation elle-même des effets qu'elle peut produire :

---

(1) Just., De capitis demin., tit. 16, § 6.

résultat d'un fait, qui est la naissance d'une souche commune, la cognation proprement dite est indestructible, et la loi est sans empire sur elle ; mais si on la considère au point de vue des droits qu'elle confère, au point de vue des droits de succession par exemple, on comprend que ces droits accordés par la loi civile puissent être enlevés par elle. Ainsi le déporté ne pourra recueillir une succession à titre de cognat, il ne pourra exclure des parents plus éloignés, car il est considéré comme mort : « Deportatos enim mortuorum loco la- « bendos (1). »

Toutefois la cognation elle-même pouvait produire certains effets ; on y avait égard pour prononcer certaines prohibitions de mariage (2). Cette exception était sans doute fondée, comme le fait remarquer M. de Savigny, sur ce que, pour les prohibitions de mariage, la parenté est plutôt considérée comme un rapport moral que comme un droit (3).

Le droit de patronage s'éteignait avec la *media capitis deminutio* (4), de même qu'elle mettait fin à la tutelle, soit que le condamné en exerçât une, soit que lui-même y fût soumis.

Nous venons de dire que les droits de patronage s'éteignaient en la personne du condamné, mais passaient-ils à ses enfants ? Le texte d'Alphenus, que nous citions tout à l'heure, range ces droits parmi ceux que les enfants ne peuvent recueillir que dans la suc-

---

(1) Ulpien, De bon. pos. cont. tab., loi 1, § 8.
(2) ff. Paul, De ritu nuptiarum, loi 8 ; loi 14, § 2, 3.
(3) M. de Savigny, chap. 11, § 65.
(4) ff. Alphen, De int. et relig., loi 3.

cession de leur père et qui, par conséquent, sont perdus pour eux, lorsque celui-ci subit une condamnation capitale. Toutefois, nous trouvons plusieurs autres textes qui contredisent cette solution (1). Pothier, après avoir essayé de concilier ces textes en disant que le premier cité s'applique aux affranchis du condamné lui-même, tandis que les autres ont trait aux affranchis du père ou de l'aïeul du condamné, finit plus tard (Pandectes, liv. XLVIII, n° 16, note 5) par renoncer à cette conciliation, déclarant qu'il ne faut voir là qu'une antinomie dont ne s'est pas aperçu Tribonien.

Cette antinomie nous paraît, du reste, facile à expliquer. Alphenus, dont la solution est la plus rigoureuse, vivait sous Auguste, au moment où la déportation venait d'être établie et était appliquée dans toute sa sévérité. Ce n'est que plus tard, et dans un esprit de clémence, que Sévère admit les enfants à succéder à des droits qui, dans le principe, étaient perdus pour eux.

Nous avons dit, au chapitre précédent, que le condamné à une peine entraînant la *maxima capitis deminutio*, ne pouvait recevoir ni par testament, ni par legs, ni par fidéicommis, si ce n'est, et par une exception aux principes, à titre d'aliments.

Il en est de même pour le déporté ; quoique, à la différence de l'esclave de la peine, il reste capable d'acquérir et d'être propriétaire ; un testament ne peut

---

(1) ff. Paul, De bonis libertorum, loi 4, § 2. — Marcien, De jure patron., loi 4. — ff. Hermogenien, loi 9, Ad leg. Juliam Maj.

cependant être fait en sa faveur ; car avec le titre de citoyen, il a perdu la capacité spéciale, nécessaire à ce genre d'acquisition, la *testamenti factio*.

Ici pourtant nous devons signaler une exception : il pouvait recueillir une hérédité, un legs, un fidéicommis, à la condition que le testateur fût un militaire (1).

C'était, en effet, là un des nombreux priviléges dont Rome avait été si prodigue envers les soldats. Il leur était permis d'instituer héritier qui bon leur semblait, et devant leur volonté s'abaissaient ces barrières que le génie romain avait élevées entre les citoyens et les étrangers.

Les mêmes raisons qui rendaient le déporté incapable, en principe, d'être institué héritier, l'empêchaient aussi de disposer par testament des biens qu'il avait pu acquérir depuis sa condamnation.

Il n'était plus citoyen, il n'avait plus la *testamenti factio;* le testament fait antérieurement à sa condamnation était devenu *irritum*, et il ne lui était plus permis d'en faire un nouveau. Mais d'un autre côté, une mort civile avait précédé la mort naturelle, sa succession s'était ouverte une fois déjà, ses héritiers naturels y avaient été appelés, ou bien le fisc les avait écartés, et pour lui il n'existait plus de famille.

Il n'avait qu'un héritier possible, et cet héritier c'était le fisc, dont le pouvoir était si grand, qu'il allait jusqu'à faire annuler les actes que de son vivant le déporté avait pu faire en fraude de ses droits (2).

---

(1) ff. Ulpien, De testamento militis, loi 15, § 2.

(2) ff. Marcien, De interd. et relig., loi 15, princ.

Tels étaient les principes dans toute leur rigueur ; mais il arriva parfois que les empereurs les firent fléchir en faveur des parents du condamné auxquels ils abandonnaient une partie des biens.

Rappelons en terminant que les condamnés pour délit militaire jouissaient du privilége de pouvoir disposer par testament de leur pécule castrans qui, dans le cas où ils mouraient intestat, passait à leurs héritiers ou cognats jusqu'au cinquième degré et seulement à leur défaut au fisc (1).

CHAPITRE V.

DE L'INFAMIE CONSIDÉRÉE COMME RÉSULTANT DES CONDAMNATIONS.

Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer les cas où les condamnations pénales rendaient infâme celui qu'elles frappaient ; nous avons vu qu'il fallait une de ces deux circonstances, ou que l'instance fût un *judicium publicum*, ou que, s'il s'agissait d'une procédure extraordinaire, la condamnation civile fût également infamante.

On devenait aussi infâme dans divers autres cas, mais sans qu'une condamnation fût intervenue. Nous n'avons pas à entrer dans l'examen détaillé de ces différents cas, et il nous suffira de renvoyer aux termes mêmes de l'édit du préteur.

---

(1) ff. Papinien, De veter. et milit. succ., loi 2.

Ces conditions indiquent suffisamment que l'infamie dont nous parlons n'est point ce sentiment de réprobation et de mépris que l'opinion publique inflige ; peu importe, en effet, la procédure qui a été suivie, peu importent les peines qui ont été appliquées, l'immoralité d'un acte est dans l'acte lui-même et non dans le châtiment, et souvent, il faut bien le reconnaître, tel fait qui, qualifié par la loi pénale crime ou délit, entraînera contre son auteur les rigueurs de cette loi, sera plus tard, s'il ne l'est déjà, considéré comme une noble et courageuse action, et le criminel se changera en héros ou en martyr. Et puis, cette flétrissure, dont les effets peuvent être immenses dans les rapports sociaux, cette flétrissure, qui par l'imperfection forcée de la loi pénale, sera souvent la seule punition infligée ici-bas, ne diminue en rien la capacité civile.

Il n'en est pas de même de l'infamie romaine, qui véritablement était, comme nous allons le voir, une sorte de *capitis deminutio*.

L'infamie était un état juridique formel, c'était la perte de l'*existimatio* qui était chez les Romains « *dignitatis integræ status, moribus ac legibus comprobatus, « qui ex delicto nostro auctoritate legum, aut minuitur « aut consumitur.* »

Cette infamie, comme l'a fort bien démontré M. de Savigny dans son savant *Traité de droit romain*, n'a point été introduite dans la législation romaine par l'édit du préteur dont les termes mêmes se trouvent au Digeste (L. 1, *De his qui notantur infamia*). Ce n'est pas, comme on avait pu le croire d'après l'ordre

des titres du Digeste (le titre *De his qui notantur infamia*, suivant immédiatement celui *De postulando*), ce n'est pas, disons-nous, pour empêcher certaines personnes de paraître comme procureurs devant son tribunal, que le préteur les déclare infâmes ; mais c'est que, conduit par son sujet même à énumérer ceux qui pouvant postuler pour eux-mêmes ne le peuvent pour autrui, il arrive à citer les infâmes et saisit l'occasion de préciser ceux qui vont ainsi se trouver frappés de cette incapacité. « Si les anciens jurisconsultes, dit M. de « Savigny en parlant de l'infamie, semblent rappor- « ter son origine à l'édit, cela n'implique aucune con- « tradiction. En effet, l'édit était certainement le « premier document écrit qui fît mention des infâmes, « et les jurisconsultes, pour déterminer l'idée juridi- « que de l'infamie, devaient naturellement renvoyer « à ce document, et pour donner à leur exposition « plus de certitude et de clarté, ils devaient prendre « pour point de départ plutôt le nouveau droit écrit « que l'ancien droit non écrit (1). »

L'infamie, avons-nous dit, est une sorte de *capitis deminutio*, dont les effets sont beaucoup moins rigoureux que ceux qui sont produits par la *media capitis deminutio*. Le Romain qui est noté d'infamie conserve sa qualité de citoyen, conserve sa capacité presque entière dans le domaine du droit civil, mais il perd complétement ses droits politiques (2).

---

(1) M. de Savigny, *Traité de droit romain*, trad. de M. Guenoux, chap. 2, § 78, in fine.

(2) M. de Savigny, chap. 11, § 79.

Ainsi, celui qui est déclaré infâme est déchu de toutes les dignités dont il jouissait, et, de plus, il est désormais incapable d'en acquérir de nouvelles: « Turpi « judicio damnati, in perpetuum omni honore ac di- « gnitate privantur. »

Il perd le droit de suffrage, il n'appartient plus à aucune tribu, et, relégué parmi les *ærarii*, il est déclaré incapable de servir dans les légions. Ces effets de l'infamie nous sont révélés par Tite-Live et Valère-Maxime, parlant des acteurs représentant les Atellanes, genre de comédie emprunté aux Osques.

Nous reproduisons les passages de ces deux auteurs, Tite-Live, VII, 2 « Quod genus ludorum ab « Oscis acceptum tenuit juventus, nec ab histrioni- « bus pollui passa est. Eo institutum manet, ut acto- « res atellanarum nec tribu moveantur, et stipendia, « tanquam expertis artis ludicræ, faciant. » Et Valère-Maxime, II, 4, § 4, ajoute dans le même sens : « Nam « neque tribu movetur, neque in militum stipendiis « repellitur. »

Mais si l'infamie rendait indigne d'aspirer aux honneurs, elle ne devait en rien profiter à celui qu'elle atteignait. C'est ainsi que le décurion qui encourait cette peine, s'il perdait les priviléges attachés à son titre, n'en continuait pas moins à supporter les charges de la curie.

Cette peine, qui par l'atteinte qu'elle portait aux droits politiques, et par l'importance même qu'avaient ces droits sous la république, alors que toutes les grandes affaires étaient discutées devant le peuple et décidées par lui, devait être considérée comme une

peine capitale, perdit ce caractère avec l'empire. Modestin, à la loi 103, *De verborum significatione*, fait voir le changement des idées à ce sujet : « Licet ca-
« pitalis latine loquentibus, causa existimationis vi-
« deatur, tamen appellatio capitalis, mortis vel amis-
« sionis civitatis intelligenda est. »

Les effets de l'infamie, quant au droit privé, étaient, comme nous l'avons déjà dit, beaucoup plus restreints. Peine toute politique, ce n'est que par exception qu'elle venait atteindre le condamné jusque dans l'exercice de ces derniers droits. Cependant, au commencement même de ce chapitre, nous avons eu l'occasion d'indiquer une de ces exceptions. Nous avons vu que le préteur n'admettait pas l'infâme à postuler pour autrui, si ce n'est pour ses proches parents et son patron (1). Il lui interdisait aussi de se faire représenter par un *procurator* ou un *cognitor*, et à plus forte raison de remplir ces fonctions, même du consentement de l'adversaire. De là résulta longtemps un effet important : tant que la cession d'actions ne put s'opérer qu'en nommant le cessionnaire *procurator in rem suam*, ce contrat fut inaccessible à l'infâme ; car celui-là seul pouvait être nommé *procurator in rem suam*, qui eût pu l'être pour autrui (2).

Mais cette incapacité disparut lorsque l'usage des actions utiles permit d'effectuer les cessions d'actions sans être obligé de recourir à la nomination d'un *pro-*

---

(1) ff. Ulpien, De postulando, loi 1, §§ 8 et 11.

(2) Paul, Sentences, liv. 1, tit. 2, §§ 1 et 3.

curator. Agissant alors en son propre nom, l'infâme, cessionnaire de l'action, ne pouvait plus être écarté par le préteur (1).

L'infâme ne pouvait non plus intenter une accusation criminelle, à moins qu'il ne s'agît pour lui soit de venger la mort de ses enfants ou de son patron, soit de recouvrer sa propre chose (2); le juge enfin avait le droit de repousser son témoignage (3).

Le second effet de l'infamie dans le domaine du droit privé est la restriction de la capacité du condamné quant au mariage.

La loi *Julia* avait défendu les mariages entre les sénateurs et certaines personnes viles; elle les avait aussi défendus entre les hommes nés libres et certaines femmes déshonorées; dans chacun de ces cas, la loi avait limitativement énuméré les personnes qu'elle voulait atteindre, et les deux listes n'étaient pas complétement pareilles.

Les jurisconsultes romains partirent du principe posé par la loi *Julia* et défendirent d'une manière générale à tout homme libre, sans distinction de rang, d'épouser une des personnes déclarées infâmes par l'édit.

Remarquons que cette prohibition de mariage était presque le seul effet produit par l'infamie lorsqu'elle venait à frapper une femme, que son sexe seul privait de tout droit politique, ainsi que du droit de postuler pour autrui. Notons toutefois que la femme qui n'é-

---

(1) Just., Code, De her vel act. vend., loi 9.
(2) ff. Ulpien, De accusat., loi 4.
(3) ff. Venuleius, De testibus, loi 20.

tait pas notée d'infamie pouvait être constituée *cognitor in rem suam* (1).

La défense portée par la loi *Julia* était simplement prohibitive. Les mariages faits contrairement à ses prescriptions n'étaient pas annulés; seulement ceux qui les avaient contractés ne les pouvaient invoquer, et subissaient les peines du célibat. Cependant un décret rendu sous Marc-Aurèle prononçait la nullité du mariage; mais ce décret ne concernait que les sénateurs qui avaient épousé certaines personnes exerçant des professions déshonorantes; il fut abrogé par Justinien, qui d'abord maintint le mariage s'il avait précédé la nomination au sénat : « *Nos igitur Dei se-* « *quentes judicium, non patimur in uno eodemque con-* « *nubio mariti felicitatem, uxori fieri infortunium : ut* « *quantum vir in altum tollatur, tantum et conjux ejus* « *decrescat, uno magis penitus depereat* (2), » et qui, plus tard, permit aux sénateurs d'épouser des comédiennes, si celles-ci renonçaient à leur profession (3). Du reste, la loi *Julia*, quant aux peines relatives au célibat, disparut elle-même sous les premiers empereurs chrétiens, et une constitution de Constantin, Constance et Constant, insérée au Code, en prononce l'abrogation formelle (4).

Longtemps, à Rome, le père de famille fut libre de disposer de ses biens selon sa volonté, sans qu'aucune condition vînt limiter l'exercice de ce droit; puis

---

(1) Paul, Sentences, liv. 1, tit. 2, § 5.
(2) Code, Justinien, De nuptiis, 28.
(3) Code, Justinien, De nuptiis 29.
(4) Code, Constantin, De infirmandis pœnis, 1.

on commença à exiger que dans le cas où il laissait après lui des héritiers siens, qu'il n'avait point institués dans son testament, il eût le soin de les exhéréder. Quant à la mère et aux autres ascendants maternels, leur silence valait exhérédation. Il y eut encore dans la législation un nouvel adoucissement; frappés de voir des enfants injustement dépouillés par leur père, les jurisconsultes donnèrent à ces enfants, sous le nom de *querela inofficiosi testamenti*, lorsqu'ils n'avaient aucun autre moyen pour arriver à l'hérédité, une action pour faire tomber le testament, et recueillir ainsi, comme héritiers *ab intestat*, les biens qui leur avaient été enlevés. Ce même privilége fut plus tard étendu aux frères et sœurs du défunt, mais seulement lorsque les héritiers institués étaient des *personæ turpes* (1).

Il est certain que les infâmes étaient nécessairement compris parmi les personnes viles dont il est ici question (2).

CHAPITRE VI.

DES CONDAMNATIONS PÉNALES DES ESCLAVES.

Nous ne nous sommes occupé jusqu'à présent que des condamnations qui venaient frapper des hommes libres; il nous reste à dire quelques mots sur celles qui étaient infligées aux esclaves.

---

(1) Inst. Just., De inofficioso test , liv. 2, tit. 28, prin. § 1.

(2) Code, De inofficioso test., loi 27.

Deux peines leur sont communes avec les hommes libres : la peine de mort et la condamnation aux mines entraînant avec elles l'esclavage de la peine. Nous n'avons pas à revenir sur cette institution ; ce que nous en avons déjà dit suffit pour faire comprendre en quoi ce nouvel esclavage était plus rigoureux que le premier. Tandis que le maître pouvait affranchir, le supplice ne pardonnait pas, et les chaînes du condamné étaient rivées à jamais.

Quant aux autres peines que subissaient les esclaves tout en restant chez leurs maîtres, il semble qu'elles ne devaient avoir aucune influence sur la capacité des esclaves, puisque ceux-ci n'en avaient aucune. Elles produisaient cependant des effets importants dans le cas où l'esclave qui avait subi une condamnation venait à être affranchi.

Sous Auguste avait paru la loi *Ælia Sentia*, qui avait décidé que lorsqu'un esclave avait été condamné aux bêtes, enchaîné, marqué d'un fer chaud, ou soumis à la torture et reconnu coupable, il ne pouvait jamais, dans le cas où il viendrait à être affranchi, devenir citoyen romain, ou même latin-junien. Sa condition devait être celle des déditices (1). On nommait ainsi les peuples qui, ayant pris les armes contre Rome, avaient dû se rendre à discrétion.

Pour les affranchis déditices, il n'est aucun moyen d'arriver à la cité romaine, et leur liberté n'est, suivant l'expression de Cujas, qu'une ombre de liberté. Il leur est interdit de paraître à Rome ou dans un rayon

---

(1) Gaius, com. 1, § 13.

de cent milles, sous peine d'être vendus publiquement eux et leurs biens, sans jamais pouvoir être affranchis dans la suite. Si l'affranchissement avait lieu, ils devenaient esclaves du peuple romain (1).

Il est inutile de dire qu'ils n'avaient ni le *connubium* ni le *commercium*. Pour eux, point de puissance paternelle, pas de possibilité d'acquérir par testament; les seuls contrats du droit des gens leur sont permis.

A leur mort, leurs biens retournent au patron qui les a affranchis, par droit de patronage, si le mode d'affranchissement employé était un des modes solennels qui eût dû les rendre citoyens romains; par droit de pécule, au contraire, s'ils n'eussent dû être que latins-juniens (2).

Cette institution était déjà tombée en désuétude au temps de Justinien, qui, par des constitutions, supprima toute différence entre les affranchis, qui, dès lors, furent tous citoyens romains (3).

---

(1) Gaius, com. 1, §§ 26 et 27.
(2) Gaius, com. 3, §§ 75 et 76.
(3) Inst. Just., liv. 1, tit. 5.

CHAPITRE VII.

Il nous semble que le sujet que nous nous sommes proposé d'étudier ne serait qu'incomplétement traité si, après avoir montré quelles étaient les incapacités qui résultaient des condamnations pénales, nous n'indiquions rapidement quelles étaient aussi les circonstances où ces incapacités pouvaient cesser.

En principe ces incapacités duraient autant que la vie de celui qu'elles étaient venues frapper, survivant ainsi à la peine même qui leur avait donné naissance, lorsque celle-ci était temporaire : « Ad tempus in opus « publicum damnati, damno infamiæ post impletum « tempus subjiciuntur (1). »

Il faut, du reste, remarquer que quand il s'agissait d'une peine perpétuelle, et les peines capitales avaient toujours ce caractère, les incapacités ne s'en distinguaient pas et n'avaient, pour ainsi dire, pas d'existence à part.

Les Romains connurent sous le nom de *restitutio in integrum* une sorte de réhabilitation.

Nous ne nous proposons point ici de faire connaître d'une manière complète l'histoire et les caractères de cette institution ; cette étude nous entraînerait trop loin. Nous voulons seulement en donner une idée générale.

Sous la république, le peuple réuni dans ses comi-

---

(1) Code, loi 6, ex. quib. caus. inf.

ces et exerçant la puissance législative pouvait par une loi réhabiliter un condamné en arrêtant ainsi les effets de la sentence prononcée contre lui. L'histoire nous offre de fréquents exemples de ces lois de réhabilitation, et la plus ancienne est celle qui, pendant que les Gaulois assiégaient le capitole, rappela Camille exilé. Ces actes avaient le plus souvent un caractère politique.

Sous l'empire, ce fut le prince qui avait hérité de la souveraineté du peuple qui, seul, put réhabiliter.

Mais alors il fallait distinguer la *restitutio in integrum* ou réhabilitation proprement dite de la grâce dont les effets pouvaient être plus ou moins étendus.

La *restitutio in integrum* rétablit le condamné « per omnia : » nous en trouvons la formule insérée au Code (Loi 1, *De sent. pas*) : « Restituo te in integrum, ut « autem scias quid sit in integrum restituere, ho- « noribus et ordini tuo et in omnibus cæteris te « restituo. » Le condamné recouvre tous les droits qu'il avait perdus, il peut de nouveau aspirer aux honneurs, et il doit subir les charges du citoyen. Le droit de patronage et la puissance paternelle renaissaient ainsi que les liens civils de parenté.

Nous savons que la servitude ou la peine entraînait la dissolution du mariage, la réhabilitation ne suffisait pas pour le rétablir. On décidait qu'il fallait, comme au cas de *postliminium*, un nouveau consentement.

Le testament fait avant la condamnation redevenait valable ; il n'en était pas de même de celui qui avait été fait pendant la durée de la peine. Ce n'est là, du reste, qu'une application des principes généraux en cette matière.

Toutefois la *restitutio in integrum* ne devait pas nuire aux droits acquis par des tiers. Le fisc doit rendre les biens confisqués, mais il en garde les fruits échus ; et s'il a vendu ces biens, ceux qui les ont achetés ne peuvent être inquiétés, de même que ceux qui par suite de l'incapacité du condamné ont été appelés à une succession ne sont pas forcés de la rendre. Enfin, une constitution de Constantin avait décidé que le testament fait par un fils de famille avant la réhabilitation de son père devait être respecté (1).

Mais à côté de la *restitutio in integrum*, existait une restitution simple, dont les formes pouvaient être aussi variées que peuvent l'être les effets d'une condamnation. La condition du condamné était alors réglée par les termes mêmes dans lesquels était prononcée la *restitutio*.

Enfin, il y avait encore l'*indulgentia specialis*, grâce individuelle dont le seul effet était de libérer de la peine sans effacer les incapacités produites par la condamnation, et qui, par conséquent, n'est pour nous d'aucun intérêt.

---

(1) Code, Const. 9, 51, 13, § 1.

DEUXIÈME PARTIE.

DROIT FRANÇAIS.

DEUXIÈME PARTIE.

DROIT FRANÇAIS.

PRÉLIMINAIRES.

Nous venons de rechercher quelles étaient, en droit romain, les incapacités civiles résultant des condamnations pénales. Poursuivant la même étude, nous allons tour à tour nous occuper de notre droit ancien et du droit intermédiaire, de la législation telle que l'avait organisée le Code Napoléon, et enfin arrivant à la loi du 31 mai 1854, nous chercherons à en expliquer les dispositions et à résoudre toutes les questions nouvelles que peut faire naître son application.

Nous passerons rapidement sur toute la partie purement historique de cette étude, sur le droit ancien et le droit intermédiaire. Il serait sans doute fort intéressant de faire l'histoire de la législation criminelle avant 1789, de rechercher, quant au point spécial qui nous doit occuper, quelle a été l'influence des grands événements qui se sont succédé, et de suivre ainsi, aidé de nos vieux jurisconsultes, toutes les transforma-

tions qu'a subies la pénalité avant de se présenter à nous, telle que nous la voyons réglementée dans le Code de 1810.

L'histoire du droit pénal d'un peuple se confond presque avec son histoire politique, et, « il serait aisé « de prouver, dit Montesquieu, que dans tous ou pres- « que tous les États politiques d'Europe, les peines ont « diminué ou augmenté à mesure qu'on s'est plus ap- « proché ou plus éloigné de la liberté (1). » Mais cette étude, qui pourrait, seule, faire la matière d'un ouvrage considérable, nous entraînerait trop loin; nous nous bornerons donc à donner quelques notions générales sur le caractère et les effets des peines avant la rédaction du Code pénal.

Nous arriverons ensuite à l'étude des dispositions du Code Napoléon et du Code pénal, quant à la privation des droits civils par suite de condamnations judiciaires; nous analyserons ces dispositions en suivant la distinction que les textes eux-mêmes nous présentent, nous traiterons d'abord des conséquences des condamnations à des peines perpétuelles, puis de celles à des peines temporaires.

Nous rencontrerons d'abord une institution ancienne et tristement célèbre. Quoique aujourd'hui supprimée, la mort civile a joué un si grand rôle dans l'histoire de notre droit, exercé pendant tant de siècles une si grande influence dans notre législation, que nous n'en devrons pas moins nous y arrêter, en étudier sérieusement les dispositions avant d'arriver à

---

(1) Montesq., *Esprit des lois*, liv. 6, chap. 9.

l'examen de la situation nouvelle faite aux condamnés à des peines perpétuelles et afflictives par la loi du 31 mai 1854.

Il nous restera enfin, comme conséquence des peines afflictives temporaires, à traiter de la dégradation civique, de l'interdiction légale, de la surveillance de la haute police.

Et de même que nous avons terminé notre étude sur la législation romaine par quelques lignes sur la réhabilitation et la grâce, de même aussi, après avoir montré comment la loi sait frapper le coupable, nous la ferons voir tendant une main secourable et toujours ouverte à celui qui se repent et sait mériter le pardon et l'oubli.

CHAPITRE PREMIER.

DROIT ANCIEN ET DROIT INTERMÉDIAIRE.

Le principe de la législation pénale à Rome était un principe d'utilité : les peines étaient créées dans l'intérêt de la société, leur but unique était le salut de la république. C'était, du reste, le même principe que chez les Grecs, et Sénèque répétait les paroles de Platon : « Nam ut Plato ait : Homo prudens punit non quia « peccatum est, sed ne peccetur ; revocari enim præ- « terita non possunt, futura prohibentur ; et quos volet « nequitiæ mali cedentes exempla fieri, palam occidet, « non tantum ut pereant ipsi, sed ut alios pereundo « deterreant. » On trouve, il est vrai, dans un fragment de Paul et dans certaines constitutions impériales le germe d'un autre principe : Paul (ff., loi 20, *De pœnis*, voulant établir que la peine ne passe pas aux héritiers du condamné, pose en principe que celle ci a pour but l'amendement des coupables : « Pœna con- « stituitur in emendationem hominum. » Sévère et Antonin vont plus loin encore, et déclarent qu'en commettant une faute, le coupable s'est soumis à une peine : « ipse te huic pœnæ subdidisti (ff., loi 34, *De jure fisci*). Mais ce n'est point là la doctrine romaine primitive, et nous croyons avec M. Faustin-Hélie qu'il ne faut voir dans ces derniers textes qu'une consé-

quence de la religion nouvelle. Saint Augustin définissait la peine, une souffrance qui punit et expie la faute.

Si nous recherchons quel était chez les Germains le principe du droit de punir, c'est encore un principe d'utilité que nous allons rencontrer, mais il va se présenter à nous sous des formes nouvelles. Tandis que l'empire romain nous présentait le tableau d'une société fortement constituée, les Germains, au contraire, ignoraient complétement ce qu'est un État. Chez eux il n'y avait pas d'ordre social, il n'y avait que des individus, ou plutôt des familles, qui s'étaient réunies dans un besoin de sûreté commune. Mais ces familles n'avaient pas abdiqué leur droit de défense personnelle ; si un membre de la famille venait à être attaqué, il appelait à son secours ses parents, ses alliés ; de là des guerres interminables, qui troublaient au plus haut degré la paix publique : « Chez les Germains, dit Tacite, c'est un « devoir pour tout homme libre de s'associer aux ini- « mitiés comme aux affections de son père et de ses « parents. Mais les haines ne sont pas implacables : « l'homicide lui-même s'expie en donnant un certain « nombre de bestiaux, et cette satisfaction est reçue « par la famille entière. Cet usage s'est établi dans « l'intérêt public, car là où il y a plus de liberté, les « inimitiés sont plus dangereuses. » Toutefois, il est probable que le payement d'une composition ne fut pas la première peine usitée chez les Germains : la loi islandaise, qui conserva jusqu'au XII^e^ siècle dans toute leur pureté les mœurs primitives, ne condamnait par le coupable à payer une certaine somme à la

partie lésée, mais elle le proscrivait. Les effets de la proscription étaient terribles; le proscrit était retranché de la société, il était considéré comme mort : son mariage était dissous, et les enfants nés depuis sa condamnation étaient des bâtards ; enfin ses biens étaient partagés entre la famille qu'il avait offensée et la tribu à laquelle il appartenait.

De plus la tête du proscrit était mise à prix, et il semble que la proscription n'avait d'autre but que de livrer sans défense le coupable à la vengeance de ceux qu'il avait offensés.

La loi islandaise proscrivait non-seulement le condamné pour meurtre, mais encore ceux qui étaient condamnés pour coups et blessures graves, incendie, viol, adultère, vol et même pour de simples injures.

Mais la proscription pouvait toujours cesser lorsque la famille, qui avait obtenu la condamnation, y consentait. Ce fut là l'origine des compositions telles que nous les rencontrons chez les tribus franques après leur établissement en Gaule. De facultatives, les compositions étaient devenues forcées : le taux en était d'abord fixé dans des assemblées, dans des assises solennelles, désignées sous le nom de *mallberg;* ces assises étaient tenues par le chef de la tribu, le gravion, qui, plusieurs fois par an, parcourait les villages soumis à son commandement. Dans chaque endroit où il s'arrêtait, il convoquait les anciens du lieu, les *reichen in burg*, ou *rachinburgii*, dont il formait une sorte de jury, recevait la plainte de l'offensé, entendait les explications de l'accusé, et fixait le montant de la somme qui devait être payée.

Le tarif des compositions fut d'abord arbitrairement fixé, puis une sorte de jurisprudence dut s'établir propre à chaque tribu, et enfin la loi salique posa une règle uniforme.

Il semble que rien n'est plus doux qu'un tel système pénal, qui ne prononce aucune peine afflictive. Mais le taux auquel étaient fixées les compositions était assez élevé pour que l'on puisse dire que le payement de la composition devait être un cas exceptionnel, et que l'insolvabilité du coupable était le fait qui se présentait le plus souvent.

Les conséquences de cette insolvabilité étaient terribles. La loi salique déterminait ainsi le sort du condamné qui ne pouvait payer : « Qu'il ne lui soit plus « permis, dit-elle, d'approcher les hommes ; quiconque « le recevra sous son toit ou lui donnera du pain, « fût-ce sa femme elle-même, payera une amende de « 600 deniers ou 15 sous d'or. » C'est là le bannissement tel que nous l'avons déjà vu organisé dans la loi islandaise. Le banni est en état de guerre, *in faïda*, avec tous les hommes : de là le nom de *faidosus* qui lui est alors donné. Partout où il est rencontré, il peut être tué impunément.

Le bannissement était encore prononcé dans deux autres cas : d'abord contre le violateur des tombeaux que la loi salique n'admettait pas à racheter sa vie par une composition payée aux parents de celui dont la tombe avait été violée, à moins que ceux-ci n'y consentissent : « Si quis corpus jam sepultum effodierit et « expoliaverit, wargus sit usque in diem qua cum parentibus ipsius defuncti, convenerit. » (Lex sal.,

t. LVIII, art. 1.) Le second cas dans lequel était prononcé le bannissement était celui où l'accusé refusait de comparaître, et cherchait par la fuite à se soustraire à l'exécution de la loi. La loi salique, au titre *De despectionibus*, après avoir déterminé une série de formalités à remplir pour bien constater la contumace, le déclarait proscrit, et attribuait ses biens au fisc qui demeurait libre d'en disposer à son gré.

Rappelons-nous les dispositions de la loi romaine à l'égard du contumax, et nous verrons combien nous sommes loin de ce système de protection qui voulait qu'aucune peine ne pût être prononcée contre un absent. Il faut, du reste, pour se faire une juste idée du bannissement, ne point oublier que ce n'est pas là une peine proprement dite. D'après les principes germaniques, l'offensé seul a le droit d'exiger une satisfaction, mais cette satisfaction il ne la peut prendre sans donner à son adversaire et à sa famille le choix d'en exiger une à leur tour : de là, comme nous l'avons montré, des guerres interminables. Le but du bannissement était de séparer le banni de tous les siens; isolé dans le monde, il ne pouvait léguer à personne le soin de sa vengeance. On comprend ainsi comment le bannissement fut le premier moyen inventé par les Germains pour arrêter les guerres privées.

Le nombre de ces bannis ou bandits était très-considérable, et dit M. de Pétigny dans ses *Études sur l'époque mérovingienne*, « si le témoignage de l'histoire « ne venait confirmer celui des lois, on aurait peine à « croire au nombre immense de proscrits ou d'hommes

« en état de guerre privée, *faidosi*, qui erraient dans « les forêts de la Germanie. La plupart s'empressaient « de quitter le pays où ils avaient commis un crime, « sans même attendre le jugement du mallberg. Il n'y « avait pas de jour où il n'y eût, parmi les Germains, « des rixes et du sang versé, et chaque rixe, chaque « meurtre faisait un proscrit de plus. De là les bandes « si nombreuses de bannis ou warègues que les con- « trées germaniques vomissaient sans cesse sur les « pays voisins, et qui s'accroissaient jusqu'à devenir « des armées. A Constantinople, les empereurs avaient « formé un corps de warègues qui faisaient partie de « leur garde, et pour les recruter, ils n'avaient que « l'embarras de choisir parmi cette foule de proscrits « que leur envoyait le nord de l'Europe. Les warègues « scandinaves, au IX^e^ siècle, ont donné naissance à « l'empire de Russie, et cette vaste domination qui « embrasse aujourd'hui près de la moitié du globe eut « pour premiers fondateurs des bandits exilés de leur « patrie. Rome elle même n'a-t-elle pas eu une origine « semblable ? Enfin c'étaient des bandes de warègues « que portaient ces innombrables flottes des hommes « du Nord ou Normands, qui, pendant trois cents ans, « dévastèrent l'Europe, la couvrirent de ruines, ache- « vèrent de détruire la société antique, et firent sortir « de ses débris la féodalité, germe d'un monde nou- « veau (1). »

Ces proscrits, s'ils ne s'expatriaient pour recommencer dans des pays lointains une vie nouvelle,

(1) M. de Pétigny, liv. III, p. 476.

devaient nécessairement vivre de rapines et de pillage; leur existence était un danger perpétuel. Aussi après la fondation de la dynastie mérovingienne cessa-t-on de proscrire ceux qui ne pouvaient payer la composition, pour les mettre à mort ou les livrer comme esclaves à la famille offensée. « Si le meurtrier n'a pas « d'or, dit la loi des Bavarois, au titre de l'assassinat « des prêtres, qu'il donne d'autre monnaie; s'il n'en « a pas, qu'il livre des esclaves, des bestiaux, des « terres, des maisons, tout ce qu'il possède pour ac- « quitter sa dette, et si tous ses biens ne peuvent y « suffire, qu'il se livre lui même à l'Église avec sa « femme et ses enfants pour y servir comme esclave « jusqu'à ce qu'il puisse se racheter. »

C'était déjà un progrès, et à la place de la vengeance privée, des compositions, allait bientôt apparaître la vengeance publique, au nom de laquelle seront prononcés contre les coupables de véritables peines. Les coutumes, en effet, se modifièrent peu à peu à mesure que l'État gagnait du terrain, et finirent par enlever la vengeance des offenses des mains de la partie offensée pour la remettre aux mains du pouvoir public. La renaissance des études du droit romain, au XIII^e^ siècle, dont les théories furent alors enseignées avec tant d'éclat, contribua puissamment à donner au pouvoir royal une force de plus en plus grande. Toutefois, le droit de vindicte publique n'est qu'une forme nouvelle de ce qui existait auparavant. C'est toujours le principe de l'utilité qui forme le fondement du droit de punir, mais l'utilité locale a remplacé l'utilité privée. « Bonne coze, dit Beaumanoir, et que on

« courre au devant des malféteurs et qu'ils soient si « rudement pusnis et justiciés selon lor meffet, que li « autre en spreugnent exemple, si que ils se gardent de « meffere. »

Nos anciens criminalistes divisaient les peines en cinq classes; suivant eux, elles étaient capitales, corporelles, afflictives, infamantes ou légères.

Les peines capitales étaient la peine de mort avec ses différents genres de supplice : l'écartellement, le feu, la roue; la décollation, peine des nobles, et la potence, réservée aux vilains. Puis venaient les galères à perpétuité, le bannissement perpétuel hors du royaume, et la reclusion dans une maison de force, remplaçant pour les femmes les deux peines précédentes.

Les peines corporelles, qui atteignaient physiquement le corps du condamné, étaient le fouet, la flétrissure, le carcan, le pilori, la privation d'un membre. La question n'était pas une peine, mais seulement un moyen de preuve. Nous ne pousserons pas plus avant cette énumération de peines, qui presque toutes disparurent avec la monarchie absolue. Ce que nous en avons dit suffit à prouver quelle était en cette matière la richesse de notre ancien droit.

Les peines, relativement à leur influence sur l'état et la capacité des condamnés, se divisaient en trois classes : les premières entraînaient la mort civile, les secondes l'infamie, les troisièmes laissaient au condamné la jouissance et l'exercice de tous ses droits.

Les peines capitales seules entraînaient la mort civile.

Cette expression de *mort civile* n'est pas nouvelle pour nous, nous l'avons déjà rencontrée dans certains

textes de droit romain, et nous l'avons trouvée ainsi définie : *Mors civilis æquiparatur naturali.*

Jurisconsultes et législateurs s'emparèrent de cette maxime, et s'efforçant d'en tirer les plus rigoureuses conséquences, ils en arrivèrent à créer une fiction destinée à remplacer la servitude de la peine qui, retranchant de la société civile le condamné à une peine perpétuelle, le frappait d'une mort anticipée.

La mort civile ne pouvait résulter, comme nous l'avons déjà dit, que d'une condamnation capitale, mais encore fallait-il que cette condamnation fût prononcée en justice réglée; aussi l'on s'était demandé si la sentence d'un conseil de guerre pouvait emporter mort civile.

Pothier décidait négativement la question : dans l'opinion contraire, on s'appuyait sur l'autorité du droit romain et sur l'art. 6 de l'ordonnance du 17 janvier 1730 qui prononçait formellement la mort civile au cas de désertion. Nous aurons du reste à examiner de nouveau cette question, qui se représente aujourd'hui dans les mêmes termes qu'au temps de Pothier, comme se représentera aussi la question de savoir quel est l'effet d'un jugement entraînant la mort civile prononcée par un tribunal étranger contre un Français.

La mort civile ne remontait pas, quant à ses effets, au jour où le crime avait été commis. Une exception pourtant était admise. Comme les jurisconsultes romains, nos légistes avaient qualifié certains crimes de crimes atroces, et alors l'incapacité du condamné datait du jour même du crime.

Comme en droit romain, il fallait distinguer entre les condamnations contradictoires et celles qui étaient prononcées par contumace.

Dans le premier cas, Pothier et quelques auteurs, suivant les règles établies par le droit romain, déclaraient la mort civile encourue du moment où la sentence avait été prononcée : ils respectaient toutefois l'effet suspensif de l'appel ; de telle sorte que si le condamné qui avait appelé de la sentence qui le frappait venait à mourir avant qu'un second arrêt eût été rendu, il décédait *integri status*.

Richer soutenait une autre opinion : s'attachant surtout à l'intérêt immense qu'ont les tiers à connaître le moment précis où commencent à courir les incapacités qui frappent le mort civilement, et faisant remarquer l'immense différence qui séparait la procédure romaine, qui était publique, de la procédure française, qui était secrète, il décidait que la mort civile ne devait commencer qu'après l'exécution de la sentence. Un arrêt du parlement de Paris fut rendu en ce sens en juillet 1746, sur les conclusions de l'avocat général Gilbert.

Nous avons vu, que, d'après les coutumes germaniques, celui qui ne se présentait pas à l'assemblée du mallberg devait être banni, c'est-à-dire livré à la vengeance de l'offensé. Lorsque la vengeance passa des mains des particuliers à celles de la société, il n'en fut plus de même, les capitulaires de Charlemagne ne permettent pas de prononcer par contumace une peine capitale.

Mais on remarqua bientôt que s'il fallait agir avec

prudence contre le contumax qui n'avait pu être entendu en sa défense, il était de l'intérêt public que les crimes ne restassent pas impunis, et que, lorsque la preuve de la culpabilité d'un absent était démontrée, il pouvait être condamné même à la peine de mort.

Le premier exemple que l'on ait d'une condamnation à mort par contumace est de la fin du XIV^e^ siècle. Au XVI^e^ siècle, différentes ordonnances se succédèrent, réglant la procédure par contumace ; elles s'attachent principalement à donner une grande publicité aux poursuites et à la condamnation.

Dans le cas d'une condamnation par contumace, la mort civile, et c'est là le point qui nous doit occuper, n'était encourue que du jour de l'exécution par effigie. On exécutait par effigie le contumax condamné à mort en attachant à une potence, sur la place publique, une peinture représentant le genre de supplice qui avait été prononcé. L'exécution se faisait encore par affiches publiques sur la potence et enfin pour les peines les moins graves, par simple signification au domicile de l'accusé, si ce domicile était connu, sinon par une affiche à la porte de l'auditoire (ordonn. de 1670, tit. 17, art. 16).

La mort civile, avons-nous dit, était encourue du jour de l'exécution par effigie, mais l'était-elle irrévocablement ?

Trois périodes se présentent : la première qui se termine à l'ordonnance de Moulins, en 1566 ; la seconde de 1566 à l'ordonnance criminelle de 1670 ; la troisième, enfin, de 1670 à la révolution.

Durant les deux premières périodes aucun délai

n'était donné au condamné pour se représenter, et celui-ci devait, pour être admis à se faire juger de nouveau, obtenir des lettres de chancellerie. La mort civile encourue du jour de l'exécution n'était pas irrévocable. Les textes parlent d'un délai d'un an, porté plus tard à cinq ans par l'ordonnance de 1566, passé lequel la confiscation des biens du condamné devenait définitive. Cette confiscation n'était pas une conséquence de la mort civile, mais bien une peine spéciale de la coutumace.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1670, lorsque le décret de prise de corps ne pouvait être exécuté contre l'accusé, celui-ci ayant été inutilement recherché, ses biens étaient saisis et annotés « sans que pour raison de ce il soit obtenu aucun jugement (1), » et la mort civile était, comme autrefois, encourue du jour de l'exécution par effigie.

Mais ces deux peines n'existaient encore que sous condition résolutoire. La représentation volontaire ou forcée du condamné dans les cinq ans, son décès durant le même délai, anéantissaient la mort civile. Le condamné mourant dans l'intégrité de ses droits, sa veuve et ses parents étaient reçus à purger sa mémoire, et même à obtenir des dommages et intérêts contre l'accusateur, s'il y avait lieu.

Mais, si ceux qui avaient été condamnés ne se représentaient pas ou n'étaient constitués prisonniers qu'après les cinq ans de l'exécution de la sentence de coutumace, il leur fallait des lettres d'ester à droit

(1) Ordon. de 1670, tit, 17, art. 1.

pour se purger de la condamnation prononcée contre eux.

Après trente ans la mort civile était irrévocablement encourue, et le contumax ne pouvait plus obtenir un jugement contradictoire.

Quant à la confiscation, si les condamnés se représentaient dans la première année, leurs biens leur étaient rendus ainsi que les fruits qu'ils avaient produits; s'ils se représentaient dans les cinq ans, les biens leur étaient encore remis, mais les confiscataires gardaient les fruits; si enfin, ils laissaient écouler ce dernier délai, la confiscation était réputée contradictoire et valait comme ordonnée par arrêt. Le roi se réservait néanmoins la faculté de les recevoir à ester à droit, et leur accordait des lettres pour se purger : si le jugement qui intervenait portait absolution, ou n'emportait point de confiscation, les meubles et immeubles sur eux confisqués leur étaient rendus en l'état qu'ils se trouvaient. » (Ord. de 1670, tit. XVII, art. 28.)

Quand le condamné, qui s'était représenté dans les cinq ans, était acquitté, il était censé n'avoir jamais été mort civilement : mais en était-il de même alors qu'il était acquitté, ne s'étant représenté que passé ce délai, ou bien, la mort civile, cessant pour l'avenir, ne demeurait-elle pas définitivement encourue pour le passé ? Cette question était vivement discutée par nos anciens auteurs, Pothier suivait la première opinion, tandis que le plus grand nombre de criminalistes se rangeaient à la seconde. Nous verrons, lorsque nous en serons arrivés à étudier la mort civile telle que l'avait organisée notre

Code, comment, contrairement à Pothier, la question avait été résolue ; nous verrons aussi que c'était, entre tant d'autres, un des plus justes reproches faits à cette institution qui permettait ainsi de frapper sans retour celui qui plus tard pouvait être reconnu innocent.

Quant aux effets produits par la mort civile, cette maxime romaine que nous avons déjà eu l'occasion de citer : *mors civilis æquiparatur naturali*, les résume tous ou plutôt semble être l'idéal que les jurisconsultes se sont toujours efforcés d'atteindre, lorsqu'ils ont dû déterminer l'état du mort civilement. L'idée était grande en elle-même. L'Église offrait l'exemple d'une institution analogue, et l'on se plut à donner à la loi le pouvoir de rompre tous les liens entre la société et l'homme qui s'était révolté contre elle, le frappant ainsi d'une sorte d'excommunication civile. Mais la fiction faisait violence à la réalité pour les condamnés contumax, évadés, et pour ceux qui avaient encouru une peine capitale, autre que la peine de mort; aussi le législateur dut-il s'arrêter devant les droits de l'humanité et de la religion.

Le mort civilement était, sans exception, privé de tous droits politiques : la noblesse et ses priviléges étaient perdus pour lui. Il était dégradé des ordres royaux et ne pouvait posséder ni charges ni bénéfices : les fonctions de tuteur, de curateur, de témoin, et d'une manière générale, toutes les fonctions publiques lui étaient interdites. Ainsi, au point de vue du droit public, l'assimilation du condamné à un mort était complète (1).

(1) Richer, part. 2, liv. 3, art. 3.

La mort civile ouvrait la succession du condamné et ses biens étaient attribués, soit au fisc, soit aux héritiers du sang, suivant qu'il y avait ou non confiscation.

Nous avons vu comment la confiscation, généralement admise d'abord par le droit romain, avait fini par disparaître peu à peu, ne restant plus attachée qu'aux crimes de lèse-majesté et d'hérésie : inconnue des Germains, elle s'introduisit en France lorsque les peines prirent la place du rachat en argent : on chercha ainsi à continuer à frapper le coupable dans ses biens. La confiscation, du reste, variait avec les différentes coutumes, et les pays de droit écrit ne la reconnaissaient que dans les limites du droit romain.

Les biens confisqués, primitivement attribués au roi, furent longtemps un des principaux revenus de la royauté; mais bientôt les seigneurs justiciers se saisirent de ces biens, et trop faibles pour les revendiquer, les rois les leur abandonnèrent comme compensation des frais de justice.

Nous ne nous occuperons pas plus longtemps de la confiscation, qui, nous l'avons dit, était une peine spéciale et non une conséquence de la mort civile.

L'usufruit constitué sur la tête du condamné s'éteignait; il en était autrement de la rente viagère, dont les arrérages continuaient même à être perçus par le mort civilement si cette rente avait le caractère de rente alimentaire.

La mort civile du grevé donnait immédiatement ouverture à la substitution. L'art. 1 du titre 24 de l'ordonnance de 1747 le décidait formellement, tran-

chant ainsi une controverse ancienne. La mort civile du donataire ne donnait pas au contraire ouverture au droit de retour du donateur (1). Tels étaient les principaux effets produits par l'ouverture de la succession du mort civilement; mais si nous supposons le cas où le condamné a conservé la vie naturelle, nous devons rechercher quelle allait être sa condition. Son existence même lui crée des besoins, vivant au milieu de cette société qui le rejette, il est impossible qu'il ne naisse pas de cette situation des rapports nouveaux que la loi est impuissante à méconnaître. C'est ici que la difficulté a commencé, et que les jurisconsultes ont compris que leur maxime, en apparence simple, était impossible à appliquer dans une société qui n'admettait plus l'esclavage. De là une multitude de systèmes qui divisaient encore les auteurs au moment où a été abolie la mort civile. Pothier disait : « Non-seulement les morts « civilement ne peuvent ni tester, ni recevoir par testa- « ment, ni succéder, ni transmettre par succession ; ils « ne peuvent encore ni contracter, ni acquérir, ni « posséder ; ils peuvent cependant recevoir des ali- « ments, parce que tous ceux qui ont la vie naturelle « en sont capables. » (*Traité des personnes*, tit. III, p. 2.) Mais moins rigoureux que Pothier, la plupart des auteurs avaient admis une distinction entre les facultés qui dérivent du droit des gens et celles qui dérivent du droit civil; accordant les premières au mort civilement, ils le déclaraient capable de faire le

(1) Richer, part. 2, liv. 3, art. 2.

commerce, d'acheter, de vendre, de faire tous les contrats, et partant d'être propriétaire.

Mais même parmi les auteurs qui reconnaissaient au mort civilement la capacité nécessaire pour faire les contrats dérivant du droit des gens, il était fort controversé de savoir s'il pouvait donner entre-vifs. Cette question, qui pouvait s'élever jusqu'à la rédaction du Code Napoléon, les lois de la révolution n'ayant à cet égard apporté aucun changement aux anciennes ordonnances, nous paraît devoir être résolue en faveur du condamné.

« La faculté de donner entre-vifs, disait Merlin « dans un réquisitoire prononcé devant la Cour de « cassation le 1er août 1811, est un des effets de la « propriété : elle dérive immédiatement du *jus utendi et* « *abutendi* qui constitue la propriété même, et sans « lequel la propriété n'est qu'imparfaite ; or ce n'est « pas dans le droit civil qu'est le fondement de la « propriété ; le droit civil la présuppose, elle n'a pu « être établie que par le droit des gens. » M. Merlin repoussant à l'avance l'assimilation qu'on pourrait être tenté de faire entre la donation entre-vifs et le testament, ajoutait : « Sans doute, c'est au droit civil « que nous devons la faculté de transmettre la pro- « priété par testament ; mais pourquoi ? Parce que, « dans l'ordre de la nature, la mort, en nous dépouil- « lant de tous les biens que nous possédons, nous ôte « avec eux le droit d'en disposer pour un temps où « nous ne serons plus (1). »

---

(1) Merlin, Rép. Mort civile, § 1, art. 2.

Une autre question fort controversée était celle de savoir si le mort civilement pouvait paraître en justice soit comme demandeur, soit comme défendeur. La majorité des auteurs lui accordaient cette faculté que quelques-uns, du reste, ne lui permettaient d'exercer que par l'entremise d'un curateur.

Les effets de la mort civile, relativement aux droits de famille, étaient immenses.

Le mariage cessait de produire ses effets civils, et les enfants nés postérieurement à la condamnation, quoique légitimes aux yeux de l'Église, étaient considérés comme bâtards par la loi. La communauté se trouvait dissoute, et il fallait procéder à son partage : le mort civilement cessait d'exercer sur ses enfants la puissance paternelle ; il ne pouvait plus habiliter sa femme à faire les actes pour lesquels son autorisation eût été autrefois nécessaire.

Il pouvait toutefois, avant la révolution, postérieurement à la condamnation emportant mort civile, recevoir le sacrement du mariage, car ce sacrement n'était interdit à personne, pas même aux esclaves ; mais un lien religieux se trouvait seul formé, et ce mariage ne produisait pas plus d'effets civils que celui qui, contracté antérieurement à la condamnation, avait été rompu par elle.

Enfin tous les liens de parenté civile étaient rompus par la mort civile.

A côté de cette institution, dont nous venons de voir les effets si profonds sur la capacité du condamné, se plaçait, comme conséquence de certaines peines moins graves, l'infamie.

L'infâme demeurait, en général, capable de tous les actes du droit civil ; les droits politiques, au contraire, lui étaient refusés.

C'est ainsi qu'il devenait incapable de recevoir les ordres sacrés, de posséder des bénéfices, d'être admis à aucune fonction publique, de faire partie de l'ordre de Saint-Louis, de servir dans les armées françaises. Il ne pouvait non plus, comme nous l'avons vu. en étudiant la condition de l'infâme en droit romain, postuler pour autrui, ni même être témoin soit dans un acte, soit en justice. La condamnation prononcée contre lui suffisait à faire suspecter son témoignage.

La plupart des supplices, dont nous ne donnions qu'une liste bien abrégée au commencement de ce chapitre, disparurent de la législation avec la révolution française. Le Code pénal du 25 septembre 1791 mit un terme à l'arbitraire en proclamant ce grand principe que le juge ne pouvait appliquer que des peines déterminées par la loi. Les peines criminelles furent alors la mort, les fers qui remplacèrent les galères, la reclusion, la gêne, la détention, le carcan, la déportation, la dégradation civique.

Les peines correctionnelles furent l'emprisonnement et l'amende.

La prison perpétuelle et le bannissement avaient donc disparu de la liste des condamnations à des peines infamantes. La Constituante, dans son Code pénal, ne reconnaissait qu'une seule peine perpétuelle, la déportation, et encore n'eut-elle forcément ce caractère que depuis la loi du 5 frimaire an II.

La peine de mort avait été maintenue, mais sa lé-

gitimité, son utilité même avaient fait l'objet de longues discussions, et l'on put croire un moment qu'elle allait être abolie.

La peine de mort et celle de la déportation entraînaient-elles à leur suite la mort civile ?

La question a été fort discutée : la jurisprudence s'est décidée pour l'affirmative ; des auteurs considérables partagent aussi cette opinion. Ce système s'appuie sur le silence gardé par la loi de 1791. S'il est vrai, dit-on, que le juge ne puisse appliquer une peine qu'autant qu'elle a été spécialement déterminée par la loi, la mort civile n'étant pas une peine, mais la conséquence d'une autre peine, il n'était pas besoin, pour qu'elle continuât d'être encourue, qu'elle fît l'objet d'une disposition expresse du législateur ; son silence même prouve qu'il a voulu maintenir la peine de mort telle qu'elle existait avant lui.

Toutefois, nous ne partageons pas cette opinion, et nous croyons qu'on y a répondu avec raison que s'il est vrai que la mort civile n'est point une peine, en ce sens qu'elle n'est pas l'objet direct de la condamnation, que les magistrats n'ont pas besoin de la prononcer, qu'elle résulte de plein droit de certaines condamnations auxquelles la loi a attaché cet effet, elle est une véritable peine, la plus grave peut-être après la peine de mort, si l'on considère toutes les incapacités, toutes les déchéances qu'elle accumule sur la tête du condamné ; qu'ensuite en matière pénale tout est de droit strict, et qu'il n'y est jamais permis d'étendre par voie d'interprétation ou d'analogie les dispositions du législateur.

Cette opinion s'appuie encore sur le texte même de la loi de 1791.

Nous avons vu que sous l'ancien régime, lorsque la condamnation était prononcée par contumace, la mort civile était encourue et les biens confisqués du jour de l'exécution par effigie. Seulement un délai de cinq ans était accordé au condamné pour se représenter, et durant ce délai la mort civile n'était encourue que sous condition résolutoire. Eh bien ! dans le même cas de contumace, la loi de 1791 accordait aux héritiers l'envoi en possession provisoire du condamné moyennant caution, et la succession n'était ouverte que par la mort naturelle du contumace, ou lorsque cinquante années s'étaient écoulées depuis sa condamnation. Dispositions qui excluent toute idée de mort civile antérieure.

Faisons aussi remarquer combien le maintien de la mort civile semble peu conforme à l'esprit de l'Assemblée constituante, qui, nous l'avons dit, hésita longtemps à admettre la peine de mort.

Quant à la déportation, la controverse n'est pas possible. Cette peine, dont nous trouvons l'origine dans la loi romaine, était nouvelle en France, et l'art. 8 du tit. 4 de la loi de 1791 renvoyait pour en déterminer les effets à un règlement qui devait être fait sur la formation des établissements destinés à recevoir les déportés ; et quoique cette peine fût devenue toujours perpétuelle depuis la loi du 5 frimaire an II, la mort civile n'y fut point attachée.

Il est vrai que la loi du 28 mars 1793 contre les émigrés les frappa de mort civile, et que la loi du

17 septembre suivant assimila aux émigrés les déportés pour cause politique.

Mais il ne faut voir là que des mesures extraordinaires, prises par le législateur dans des circonstances exceptionnelles.

Le Code des délits et des peines du 5 brumaire an IV conserva presque toutes les dispositions du Code de 1791, et rien ne fut changé quant au point qui nous occupe.

Nous dirons donc que sous la législation intermédiaire, la mort civile n'existait pas dans le droit commun.

Notons, toutefois, que tel n'est pas le système de la jurisprudence. La Cour de cassation, dans un arrêt du 2 avril 1844, a formellement décidé que, sous l'empire du Code de brumaire, la mort civile était la conséquence nécessaire de la condamnation à la mort naturelle. La mort civile, dit l'arrêt, était moins une peine civile et indépendante qu'une suite et une suite nécessaire de la condamnation à la mort naturelle; elle a donc été virtuellement et nécessairement maintenue par la législation intermédiaire, par cela seul qu'en conservant la condamnation à la mort naturelle, elle ne l'a pas expressément abolie.

Nous avons vu quelles étaient, dans l'ancien droit, les conséquences des peines criminelles non capitales, nous avons vu que ces peines entraînaient l'infamie.

C'était là un souvenir du droit romain, et les effets de l'infamie se rapprochaient beaucoup de ceux qui étaient produits à Rome par la perte de l'*existimatio.*

On pouvait dire que pour les droits civils, la ca-

pacité de l'infâme était la règle, l'incapacité l'exception. Cette matière, du reste, n'avait été nulle part réglementée, et demeurait abandonnée à l'arbitraire des tribunaux.

Sous l'empire du Code pénal de 1791, le nom d'infâme subsiste encore, mais il cesse d'être appliqué au condamné pour s'attacher à la peine qui le frappe. Certaines peines sont dites infamantes, et cette dénomination se retrouve dans le Code pénal de 1810.

La situation du condamné à cette peine était à peu près identique à celle des infâmes de l'ancien droit.

Le condamné à une peine afflictive et infamante, ou à une peine infamante seulement, était déchu de tous ses droits politiques. Il était privé du droit de vote; il ne pouvait être ni juré, ni expert, ni remplir aucune fonction politique. Il était aussi privé du droit de port d'armes, et déclaré incapable de servir dans les armées françaises, ou d'être membre de la Légion d'honneur.

Il ne pouvait non plus être membre d'un conseil de famille, tuteur ou curateur, si ce n'est de ses propres enfants (1).

Le condamné conservait la jouissance de ses droits civils, mais il en perdait l'exercice par suite de l'interdiction légale qui le frappait tant que durait sa peine. Cette interdiction ne s'appliquait pas dans le cas où la condamnation était infamante seulement.

Un curateur était nommé par le tribunal, et chargé d'administrer les biens du condamné; il lui rendait compte à sa libération.

---

(1) Merlin, Rép., Infamie.

CHAPITRE II.

CONSÉQUENCE DES CONDAMNATIONS A DES PEINES AFFLICTIVES PERPÉTUELLES.

SECTION I.

SYSTÈME DU CODE NAPOLÉON.

Mort civile.

Au moment où fut promulgué le Code Napoléon, la France, quant au droit pénal, se trouvait encore sous l'empire des lois de l'Assemblée constituante et de la Convention.

Au titre premier du nouveau Code, traitant de la jouissance et de la privation des droits civils, le législateur fut amené à s'occuper des conséquences des condamnations judiciaires relativement à l'état des personnes. Si la privation des droits civils était une source féconde de pénalités, si sa légitimité et son efficacité ne pouvaient être contestées, de nombreuses et difficiles questions s'élevaient sur la manière dont elle devait être réglementée. Et d'abord la mort civile devait-elle être maintenue? Devant la vive opposition du tribunat, dont les orateurs proclamaient éloquemment tout ce que cette peine avait d'odieux, l'on put croire un moment qu'elle allait disparaître; mais les rédacteurs du Code, imbus des anciennes maximes, y

voyant une conséquence nécessaire et forcée de certaines peines, finirent par l'emporter, et la mort civile prit définitivement place dans notre Code.

Art. 23. La condamnation à la mort naturelle emportera la mort civile.

Art. 24. Les autres peines afflictives perpétuelles n'emporteront la mort civile qu'autant que la loi y aura attaché cet effet.

Ce dernier article était, on le voit, fait dans l'attente d'une législation nouvelle.

Ce fut le Code pénal de 1810 qui détermina, dans son art. 18, les peines perpétuelles qui devaient emporter la mort civile. Cet article est ainsi conçu : « Les « condamnations aux travaux forcés à perpétuité et à « la déportation emporteront mort civile.

« Néanmoins, le gouvernement pourra accorder au « condamné à la déportation l'exercice de ses droits « civils ou de quelques-uns de ces droits. »

Ainsi donc la mort civile était la conséquence forcée de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la déportation. Elle résultait de plein droit de la condamnation à l'une de ces peines, sans que le magistrat dût la prononcer. Aussi a-t-on souvent répété que la mort civile n'était pas une peine, mais bien la conséquence d'une autre peine, et à l'appui de cette opinion on invoquait aussi l'art. 32 du Code Napoléon, qui décide que « en aucun cas la prescription de « la peine ne réintégrera le condamné dans ses droits « civils pour l'avenir. »

Nous ne saurions admettre cette opinion. Le Code pénal donne formellement le nom de *peine* à la dégra-

dation civique, dont les effets, beaucoup moins graves que ceux de la mort civile, sont, eux aussi, la suite nécessaire de certaines condamnations. Si la mort civile est imprescriptible, c'est qu'encourue du jour de l'exécution, soit réelle, soit par effigie, elle reçoit au même instant tout son effet, et ne pourrait par conséquent être couverte par la prescription qui ne se fonde que sur l'inexécution prolongée des peines.

La mort civile était-elle encourue par suite de condamnations prononcées par les tribunaux militaires?

Cette question, qui se présentait déjà sous notre ancienne législation, était fort controversée. Cependant, quelque rigoureuse que pût paraître cette décision, alors que la peine de mort est tant de fois inscrite dans le Code militaire, nous eussions admis l'affirmative. Le Code Napoléon, qui détermine pour tous les Français la jouissance et la privation des droits civils, ne faisait aucune distinction; les Codes militaires ne distinguaient pas non plus; il fallait donc rester dans le droit commun. C'est, du reste, ce qui avait été formellement reconnu devant la chambre des pairs (*Moniteur* du 21 avril 1829). Mais le nouveau Code pénal militaire semble avoir introduit, quant aux effets produits par les condamnations, la distinction déjà faite pour la récidive par l'art. 56 du Code pénal. L'art. 188 de la loi du 9 juin 1857, porte que « lorsque la « condamnation à la peine de mort est prononcée « contre un militaire, en vertu des lois pénales ordi- « naires, elle entraîne de plein droit la dégradation « militaire. »

Si la peine de mort n'entraîne pour le condamné la

dégradation militaire que lorsqu'elle est prononcée en vertu des lois pénales ordinaires, à plus forte raison faut-il le décider ainsi, lorsqu'il s'agit de la dégradation civique et des autres incapacités créées par la loi du 31 mai 1854,

Nous avons cherché à établir que la mort civile était une peine ; mais en même temps nous devons reconnaître qu'elle constituait pour le condamné son état personnel.

Ce double caractère de la mort civile a fait naître la question de savoir quel pouvait être, en France, l'effet d'une condamnation emportant mort civile prononcée à l'étranger contre un étranger.

Cet étranger, par exemple, peut-il se marier, peut-il recueillir en France les successions qui s'ouvriraient à son profit ?

Il est généralement admis comme règle de droit international que de même que les règles qui concernent l'état et la capacité des Français les suivent en pays étranger, de même en France les étrangers sont, quant à leur état et leur capacité, régis par la loi de leur pays. Partant de ce principe, on a dit qu'il n'y avait pas à distinguer pour quel motif l'état et la capacité étaient affectés ; qu'il n'y avait pas à distinguer non plus s'ils avaient été affectés immédiatement en vertu d'une disposition générale de la loi, ou seulement à la suite d'une déclaration judiciaire ; qu'il y avait seulement à voir si le jugement était régulier d'après la loi des juges qui l'avaient rendu ; que, par conséquent, l'étranger frappé dans son pays de mort civile, devait, même en France, subir des effets de cette

condamnation. MM. Demante, Demangeat et Berthault professaient ce système antérieurement à la loi de 1854.

Quant à nous, nous rejetons cette opinion qui méconnaît complétement le caractère pénal de la mort civile. C'est une peine qui affecte l'état du condamné, qui même lui constitue un nouvel état, nous ne le contestons pas, mais aussi c'est une peine. Or il est de principe qu'aucun État n'autorise l'exécution, sur son territoire, de peines prononcées par les tribunaux étrangers.

A plus forte raison devait-on décider que le Français, condamné en pays étranger à une peine emportant mort civile, n'était pas en France mort civilement.

Ces questions ne peuvent, du reste, plus s'élever depuis la loi du 31 mai 1854, la mort civile étant considérée aujourd'hui comme contraire à l'ordre public.

Nous avons dit que la mort civile n'était jamais qu'une peine accessoire; cependant les décrets du 6 avril 1809 et du 26 août 1811 la prononçaient comme peine principale contre les Français qui exerçaient des fonctions publiques dans un pays étranger en guerre avec la France, et qui n'étaient pas revenus dans les trois mois qui avaient suivi les premières hostilités ; contre le militaire qui, rappelé, n'était pas revenu dans le même délai, alors même que la guerre n'eût pas éclaté ; contre le Français enfin qui, sans exercer de fonctions publiques, était saisi à l'étranger, quoique nominativement compris dans le décret de rappel (décret du 5 avril 1809, art. 26, 28, 29).

Nous ne nous arrêterons pas à l'inconstitutionnalité de ces décrets, la jurisprudence ayant dû, dans un intérêt général et pour prévenir des lacunes trop considérables dans la législation, considérer ces actes de la toute-puissance impériale comme ayant force de loi (1); mais il nous semble que ces décrets ont été abrogés par les dispositions du Code pénal de 1810 relatives aux crimes et délits contre la sûreté de l'État.

§ 1.

Du moment où la mort civile était encourue.

Il faut, pour résoudre cette question, distinguer les condamnations contradictoires des condamnations par contumace.

Pour les premières, dont nous nous occuperons d'abord, l'art. 26 du Code Napoléon pose le principe : « Les condamnations contradictoires n'emportent la « mort civile qu'à compter du jour de leur exécution, « soit réelle, soit par effigie. »

On a donné deux motifs de cette décision.

Le premier tiré de l'intérêt que les tiers ont à connaître le moment où vont prendre naissance toutes les incapacités produites par la mort civile. Ce premier motif qui, sous l'ancienne législation criminelle, qui était secrète, avait dicté un arrêt du parlement de Paris, n'avait plus, sous l'empire du Code de 1810, où les débats sont publics, la même importance.

---

(1) Cassation 8 et 22 avril 1834.

La seconde raison que l'on invoque à l'appui de ce système est, suivant les expressions de M. Demolombe, « que la mort civile étant l'effet d'une peine ne pou- « vait dériver que de la peine elle-même qui est la « cause : or la peine résulte, non pas de la condam- « nation qui ne fait que la prononcer, mais de l'exécu- « tion seule qui l'applique. »

Remarquons toutefois que l'art. 26 du Code Napoléon n'est pas en harmonie avec l'art. 27 du Code pénal qui fait, au cas de condamnation contradictoire, dater la dégradation civique du jour où la condamnation est devenue définitive.

La mort civile, avons-nous dit, était encourue à compter du jour de l'exécution, soit réelle, soit par effigie. Les mots « du jour de l'exécution » avaient donné lieu à une difficulté. Quel était le moment précis qu'avait voulu fixer le législateur? Trois opinions étaient en présence : la première faisait commencer la mort civile avec le jour de l'exécution ; la seconde, au contraire, ne la faisait commencer qu'à l'expiration de ce même jour. Ces deux systèmes nous semblent devoir être également repoussés; l'intention du législateur nous paraît tellement évidente que nous avons peine à comprendre comment la question a pu s'élever. Le jour de l'exécution est, comme le fait remarquer M. Valette, opposé au jour de la condamnation, c'est le moment même où la peine est exécutée.

Dans le cas de condamnation à la mort naturelle, l'exécution a eu lieu lorsque l'art. 12 du Code pénal a reçu son application, lorsque le condamné a eu la tête tranchée par l'exécuteur des arrêts criminels. Si donc

le condamné mourrait en montant sur l'échafaud, il mourait dans l'intégrité de ses droits. Le résultat d'un pareil système était de pousser les condamnés au suicide. L'observation en fut faite au conseil d'État, qui se contenta de cette singulière réponse de M. Portalis : « Quoique le suicide puisse être un crime dans certaines « occasions, celui du condamné n'a rien de dangereux; « il débarrasse la société, il ne profite qu'aux héritiers, « et il a pour cause la conservation de l'honneur ou « l'intérêt des enfants. »

Mais si la mort civile n'était encourue que par l'exécution même de la peine, on peut se demander quel intérêt il y avait à décider que la mort naturelle emportait mort civile. Nous mettons de côté les cas d'une condamnation par contumace ou même d'une condamnation contradictoire, lorsque l'exécution par suite de la fuite du condamné, ne peut avoir lieu qu'en effigie; nous supposons le cas d'une condamnation à mort réellement exécutée. Tant que le condamné vit, il n'est pas mort civilement, puisque la peine n'est pas encore exécutée, et dès qu'elle le sera, le condamné n'existera plus. Un effet pourtant est produit, le testament du condamné à mort ne peut recevoir son exécution. Mais nous croyons, avec M. Demolombe, que c'est là l'effet d'une indignité prononcée par la loi plutôt qu'un effet de la mort civile qui rigoureusement n'a pu être encourue.

Revenons au mode d'exécution des peines.

Le moment où commence l'exécution de la peine des travaux forcés à perpétuité ne peut plus aujourd'hui soulever des difficultés. Une opinion très-répandue plaçait le commencement de l'exécution au moment où

le condamné subissait l'exposition prescrite par l'art. 22 du Code pénal; mais cet art. 22 a été abrogé par le décret du 12 avril 1848, et il faut dire aujourd'hui que l'exécution de la peine date du jour où le condamné est écroué au bagne où il doit la subir.

Quant à ceux qui avaient été condamnés à la déportation, peine qui devait consister à « être transporté et « demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par la « loi hors du territoire continental de l'empire » (art. 17 C. p.), on décidait généralement jusqu'en 1832 qu'ils n'étaient pas morts civilement, aucun lieu de déportation n'ayant été déterminé par la loi. L'ordonnance du 2 avril 1817, qui avait réservé pour les condamnés à la déportation la maison du mont Saint-Michel, n'était qu'une simple mesure administrative, et la peine demeurait toujours sans exécution. Il n'en fut plus de même lorsqu'une disposition formelle de la loi de 1832 décida que les condamnés subiraient provisoirement la détention perpétuelle tant qu'il n'aurait pas été établi un lieu de déportation. Depuis cette époque, il fallait décider que la mort civile était encourue du jour où le condamné était entré dans une maison de force. Ce fut seulement la loi du 8 juin 1850 qui détermina les lieux de déportation, mais en même temps cette loi décidait, dans son art. 3, qu'en aucun cas la condamnation à la déportation n'emporterait mort civile. Nous aurons plus tard à nous occuper de cette loi, et à étudier le système d'incapacité qu'elle avait organisé.

L'art. 472 du Code d'instruction criminelle réglait la manière dont il devait être procédé à l'égard de

celui qui, condamné contradictoirement à une peine emportant mort civile, s'était enfui avant l'exécution de la sentence. Cet article ordonnait qu'un extrait du jugement de condamnation serait affiché sur un poteau planté sur la place publique. Mais l'exposition publique fut abolie par un décret du gouvernement provisoire, du 12 avril 1848, et quelques personnes soutinrent que l'art. 472 se trouvait en même temps abrogé. Cependant, quelque regrettable que soit cette lacune, il nous paraît certain que le décret de 1848 ne s'était pas occupé de la question qui nous occupe : cette lacune fut, du reste, comblée par la loi des 2-9 janvier 1850, qui modifia ainsi qu'il suit l'art. 472 du Code d'instruction criminelle : « Extrait du juge-
« ment de condamnation sera, dans les huit jours de
« la prononciation, à la diligence du procureur géné-
« ral ou de son substitut, inséré dans l'un des jour-
« naux du département du dernier domicile du con-
« damné. Il sera affiché, en outre : 1° à la porte de ce
« dernier domicile; 2° de la maison commune du chef-
« lieu d'arrondissement où le crime a été commis;
« 3° du prétoire de la Cour d'assises. Pareil extrait
« sera dans le même délai adressé au directeur de
« l'administration de l'enregistrement et des domai-
« nes du domicile du contumax. Les effets que la loi
« attache à l'exécution par effigie seront produits à
« partir de la date du dernier procès-verbal consta-
« tant l'accomplissement de la formalité de l'affiche
« prescrite par le présent article. »

La mort civile n'était donc jamais encourue que par l'exécution de la sentence, soit réelle, soit par effigie.

Mais quelle était la capacité du condamné pendant le temps qui s'écoulait entre la condamnation et l'exécution? Nous croyons qu'en l'absence de dispositions spéciales, il fallait le considérer comme capable de faire tous actes d'aliénation tant à titre onéreux qu'à titre gratuit (1).

Nous avons supposé jusqu'à présent la sentence prononcée à la suite d'un débat contradictoire ; nous allons maintenant nous occuper des condamnations prononcées par contumace.

Le contumax se met, par son absence même, en état de rébellion envers la loi; il faut donc le punir sans toutefois déployer contre lui une trop grande rigueur, car il peut avoir de légitimes motifs de ne pas se représenter.

Les art. 465, 466 et 467 du Code d'instruction criminelle organisent les mesures coercitives qui doivent être prises contre le contumax avant que la condamnation soit prononcée :

465. « Lorsque, après un arrêt de mise en accusation, « l'accusé n'aura pu être saisi, ou ne se présentera « pas dans les dix jours de la notification, qui en aura « été faite à son domicile, ou lorsque après s'être pré- « senté et avoir été saisi, il se sera évadé, le président « de la Cour d'assises, ou, en son absence, le prési- « dent du tribunal de première instance, et, à défaut « de l'un et de l'autre, le plus ancien juge de ce tri- « bunal, rendra une ordonnance portant qu'il sera

---

(1) Humbert, *Conséquences des condamnations pénales*, n° 232. — Demolombe, *Code Napoléon*, liv. 1, n° 220.

« tenu de se représenter dans un nouveau délai de dix « jours (sinon il sera déclaré rebelle à la loi), qu'il « sera suspendu de l'exercice des droits de citoyen, « que ses biens seront séquestrés pendant l'instruction « de la contumace, que toute action en justice lui « sera interdite pendant le même temps, qu'il sera « procédé contre lui, et que toute personne est tenue « d'indiquer le lieu où il se trouve.

« Cette ordonnance fera, de plus, mention du crime et de l'ordonnance de prise de corps. »

466. « Cette ordonnance sera publiée à son de trompe « ou de caisse le dimanche suivant, et affichée à la « porte du domicile de l'accusé, à celle de la mairie, « et à celle de l'auditoire de la Cour d'assises.

« Le procureur général ou son substitut adressera « aussi cette ordonnance au directeur des domaines « et droits d'enregistrement du domicile du con- « tumax. »

467. « Après un délai de dix jours il sera procédé « au jugement du contumax. »

Si la condamnation qui a suivi le jugement est une de celles qui emportent la mort civile, ses effets sont réglés par les art. 27, 28, 29, 30 et 31 du Code Nap.

Trois périodes sont alors à distinguer :

La première qui, dure cinq ans, depuis l'exécution par effigie ;

La seconde, qui prend naissance à l'expiration de ce délai de cinq ans et qui se termine lorsque vingt ans se sont écoulés depuis la date de l'arrêt de condamnation ;

La troisième enfin, qui ne se termine qu'avec la mort naturelle du condamné.

Première période. — La mort civile n'est pas encore encourue. L'art. 27 du Code Napoléon est formel : « Les condamnations par contumace n'emporteront « la mort civile qu'après les cinq années qui suivront « l'exécution du jugement par effigie, et pendant les- « quelles le condamné peut se représenter. »

Le conseil d'État s'était d'abord prononcé en faveur d'un autre système, dans lequel la mort civile était immédiatement encourue, mais seulement sous condition résolutoire, en ce sens que, si le condamné mourait, se constituait ou était fait prisonnier dans les cinq ans de l'exécution par effigie, il était considéré comme n'ayant jamais été frappé de mort civile. Ce système, qui était celui de l'ancion droit, fut, avec raison, repoussé par le tribunat.

Le condamné ne sera donc pas mort civilement, mais quelle sera alors sa situation ? L'art. 28 du Code Napoléon la détermine ainsi : « Les condamnés « par contumace seront, pendant les cinq ans, ou jus- « qu'à ce qu'ils se représentent, ou qu'ils soient arrêtés « pendant ce délai, privés de l'exercice de leurs droits « civils. Leurs biens seront administrés et leurs droits « exercés de même que ceux des absents. »

Nous avons vu, qu'avant la condamnation, le contumax était déjà frappé de certaines incapacités ; qu'ainsi il était suspendu de ses droits politiques, que ses biens étaient séquestrés, et que toute action en justice lui était interdite ; mais une fois la condamnation exécutée, ces incapacités vont s'étendre, il va être

privé de l'exercice de ses droits civils, tout en en conservant la jouissance ; mais nous pensons que cette interdiction n'est pas générale, qu'elle ne comprend que les actes relatifs à l'administration et à l'aliénation des biens, actes pour lesquels la régie peut remplacer le condamné, et non pas ceux que seul il peut faire, et qu'ainsi il lui est permis de se marier et de tester.

Quant aux biens que possédait le contumax, l'art. 28 décide qu'ils seront administrés de même que ceux des absents. Il ne faut pas conclure de ce texte que la régie des domaines cessera d'administrer les biens du condamné et que les héritiers présomptifs seront envoyés en possession.

A l'époque où fut rédigé l'art. 28, on se trouvait encore sous l'empire du Code de brumaire qui, par son art. 475, établissait une véritable confiscation, en ordonnant que les biens du contumax seraient régis par l'administration des domaines, et que les revenus n'en seraient restitués ni au condamné ni à ses héritiers. Les rédacteurs du Code Napoléon voulurent réagir contre cette rigueur, et furent ainsi conduits à attribuer l'administration des biens aux héritiers présomptifs. Mais l'art. 471 du Code d'instruction criminelle modifia ce système, et si nous y retrouvons ces mots, que les biens du condamné doivent être régis comme biens d'absents, ils se réfèrent seulement au mode d'administration et non à la personne qui doit administrer. L'État conservera donc l'administration de ces biens, et la fin même de l'article le prouve en déclarant que le compte du séquestre ne sera rendu que

lorsque la condamnation sera devenue irrévocable par l'expiration du délai donné au condamné pour purger sa contumace.

Mais il était possible qu'avant l'expiration du délai de cinq ans le condamné se représentât ou fût constitué prisonnier, ou vînt à décéder. Quelle était alors sa position? Elle aussi était réglée par les art. 29 et 31 du Code Napoléon.

Art. 29. « Lorsque le condamné par contumace se « présentera volontairement dans les cinq années, à « compter du jour de l'exécution, ou lorsqu'il aura été « saisi et constitué prisonnier dans ce délai, le juge- « ment sera anéanti de plein droit ; l'accusé sera remis « en possession de ses biens : il sera jugé de nouveau, « et si par ce nouveau jugement il est condamné à la « même peine ou à une peine différente, emportant « également la mort civile, elle n'aura lieu qu'à « compter du jour de l'exécution du second juge- « ment. »

Art. 31 : « Si le condamné meurt dans le délai de « grâce des cinq années sans s'être représenté ou sans « avoir été saisi ou arrêté, il sera réputé mort dans « l'intégrité de ses droits; le jugement de contumace « sera anéanti de plein droit, sans préjudice néan- « moins de l'action de la partie civile, laquelle ne « pourra être intentée contre les héritiers du con- « damné que par la voie civile. »

Ainsi donc, la représentation volontaire ou forcée du condamné et son décès durant cette première période anéantissaient de plein droit la condamnation prononcée contre lui; aussi, quoique la question fût

vivement controversée, n'eussions-nous pas hésité à déclarer valables les actes par lui faits pendant le temps qui s'était écoulé depuis l'exécution de l'arrêt prononcé contre lui jusqu'à sa représentation ou son décès.

Deuxième période. — Le délai de grâce accordé au contumax est expiré, la mort civile est encourue, sans que toutefois la condamnation prononcée contre lui soit irrévocable. Le mort civilement peut se représenter, il peut être saisi, et il sera soumis à un nouveau jugement tant que vingt années ne se seront pas écoulées depuis la prononciation de l'arrêt.

L'art. 30 prévoit ce cas et est ainsi conçu : « Lorsque « le condamné par contumace qui ne se sera repré- « senté ou qui n'aura été constitué prisonnier qu'après « les cinq ans, sera absous par le nouveau jugement, « ou n'aura été condamné qu'à une peine n'emportant « pas mort civile, il rentrera dans la plénitude de ses « droits civils pour l'avenir, et à compter du jour où « il aura reparu en justice ; mais le premier jugement « conservera, pour le passé, les effets que la mort ci- « vile avait produits dans l'intervalle écoulé depuis « l'époque de l'expiration des cinq ans jusqu'au jour « de sa comparution en justice. »

De cet article on pouvait conclure que le condamné qui se représentait après l'expiration du délai de cinq ans ne recouvrait la vie civile qu'à la condition qu'il serait absous par le nouveau jugement ou qu'il ne serait condamné qu'à une peine n'emportant pas mort civile. Mais ce système, qui dérogeait au principe qui veut que l'accusé, lorsqu'il est déféré à la justice, pa-

raisse devant elle dans la plénitude de ses droits, nous paraît avoir été modifié par l'art. 476 du Code d'instruction criminelle dont les termes sont généraux et qui s'applique à toutes les condamnations prononcées par contumace. « Si l'accusé se constitue prisonnier, « ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par « prescription, le jugement rendu par contumace et « les procédures faites contre lui depuis l'ordonnance « de prise de corps, ou de se représenter, seront « anéantis de plein droit, et il sera procédé à son « égard dans la forme ordinaire.

« Si cependant la condamnation par contumace était « de nature à emporter la mort civile, et si l'accusé « n'a été arrêté ou ne s'est représenté qu'après les « cinq ans qui ont suivi l'éxécution du jugement de « contumace, ce jugement, conformément à l'art. 30 « du Code civil, conservera pour le passé les effets que « la mort civile aurait produits dans l'intervalle écoulé « depuis l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de la « comparution en justice. »

Aussi croyons-nous que si l'accusé décédait pendant les débats, il décédait dans l'intégrité de ses droits ; que s'il était de nouveau condamné à une peine emportant mort civile, il était une seconde fois frappé de mort civile ; que si enfin il s'échappait pendant les débats, il n'était plus mort civilement. Ces deux dernières conséquences, résultat d'un oubli du législateur, sont sans doute regrettables, mais elles nous paraissent résulter forcément du principe que nous avons trouvé posé dans l'art. 476 du Code d'instruction criminelle à savoir, que la présence du condamné anéantissait de

plein droit le jugement prononcé contre lui. (Voir M. Demolombe, liv. I, n° 229.)

Mais les effets produits par la mort civile depuis l'expiration du délai de grâce, jusqu'au jour de la représentation du contumax, subsistaient, quelle que fût, du reste, l'issue du jugement. Le mariage avait été dissous, et si un acquittement venait rendre au condamné ses droits civils, il fallait que son conjoint, s'il était resté libre, consentît à une nouvelle union. Le condamné rentrait pour l'avenir dans la vie civile; les liens de la parenté qui avaient été rompus se renouaient, ses enfants retombaient sous sa puissance, et il recouvrait sur leurs biens l'usufruit légal.

Troisième période. — « Les peines portées par les « arrêts ou jugements rendus en matière criminelle se « prescriront par vingt années révolues à compter de « la date des arrêts ou jugements. (635 C. inst. crim.)

« En aucun cas, les condamnés par défaut ou par « contumace, dont la peine est prescrite, ne pourront « être admis à se présenter pour purger le défaut ou « la contumace. » (641 C. inst. crim.)

La peine est prescrite, mais la mort civile ne l'est pas et ne pouvait pas l'être, puisqu'elle avait produit tous ses effets du jour où expira le délai de grâce accordé au condamné; pendant cette troisième période, le condamné peut vivre libre au milieu de la société, et c'est alors surtout que s'appliquent les incapacités prononcées par l'art. 25 du Code Napoéon, incapacités que nous allons maintenant rapidement examiner.

§ 2.

Effets de la mort civile.

« Par la mort civile, le condamné perd la propriété « de tous les biens qu'il possédait : sa succession est « ouverte au profit de ses héritiers, auxquels ses biens « sont dévolus de la même manière que s'il était mort « naturellement et sans testament.

« Il ne peut plus recueillir aucune succession, ni « transmettre à ce titre les biens qu'il a acquis par la « suite.

« Il ne peut disposer de ses biens en tout ou en par- « tie, soit par donations entre-vifs, soit par testament, « ni recevoir à ce titre, si ce n'est pour cause d'ali- « ments.

« Il ne peut être nommé tuteur ni concourir aux « opérations relatives à la tutelle.

« Il ne peut être témoin dans un acte solennel et « authentique, ni être admis à porter témoignage en « justice.

« Il ne peut procéder en justice ni en défendant ni « en demandant, que sous le nom et par le ministère « d'un curateur spécial qui lui est nommé par le tri- « bunal où l'action est portée.

« Il est incapable de contracter un mariage qui pro- « duise aucun effet civil.

« Le mariage qu'il avait contracté précédemment « est dissous quant à tous ses effets civils.

« Son époux et ses héritiers peuvent exercer respec-

« tivement tous les droits et actions auxquels sa mort « naturelle donnerait ouverture. » (C. Nap., art. 25.)

Cet article avait donné naissance à de nombreuses difficultés qui n'étaient pas encore résolues au moment où fut supprimée la mort civile. On se demandait d'abord si l'art. 25 du Code Napoléon était limitatif, si le mort civilement n'était déchu que des droits énumérés dans cet article.

On décidait généralement qu'il ne fallait pas s'arrêter à l'art. 25 ; que la pensée du législateur se traduisait par les expressions dont il s'était servi ; qu'il avait appelé *mort civile* l'état où se trouvait le condamné à une peine perpétuelle ; que c'était là le mot le plus absolu qu'il pût employer ; que le mort civilement n'existant plus aux yeux de la loi, ne pouvait par conséquent avoir des droits civils. On ajoutait que si l'on voulait considérer comme limitatif l'art. 25 du Code Napoléon, on arriverait à des impossibilités ; que, par exemple, l'art. 25 ne le déclarant pas déchu de ses droits politiques, il faudrait le considérer comme capable de les exercer, alors que la dégradation civique en privait des condamnés à une peine moins forte.

Enfin, on ajoutait que le mort civilement ne pouvait invoquer que le droit naturel et le droit des gens, et que les seuls actes qui lui fussent permis étaient ceux qui pouvaient se passer des formes civiles (1).

Toutefois, M. Demolombe ne s'était pas rangé à ce

---

(1) Demol., liv. 1, 208, Cassation, Dal. 1827, 1, 272. —Troplong, *Hypothèques*, liv. 1, n° 453 ; *Vente*, liv. 1, n° 175.

système, et en avait proposé un autre qu'il avait développé avec beaucoup de force, et qui n'enlevait au mort civilement que les droits dont un texte prononçait la déchéance.

On s'était aussi demandé si la mort civile laissait subsister la nationalité. La question devait être résolue affirmativement : les intitulés des chapitres du Code civil prouvent que le mort civilement ne perdait pas la qualité de Français, et par conséquent il n'eût pu être astreint à fournir la caution *judicatum solvi* dans les cas où elle est exigée de l'étranger.

Les effets de la mort civile peuvent se ranger en trois classes, suivant qu'ils touchent au droit public, au droit de famille ou au droit privé.

Droit public. — Quoique nous ne trouvions ni dans le Code civil ni dans le Code pénal aucune disposition expresse sur les effets de la mort civile relativement au droit public, il est certain que le condamné subissait à cet égard une déchéance complète. On tirait un argument *à fortiori* de l'art. 34 du Code pénal, qui frappe d'une incapacité absolue, quant au point qui nous occupe, des individus coupables de crimes beaucoup moins graves. Du reste, l'art. 25 du Code Napoléon nous offre lui-même une application de cette idée, en ne permettant pas au mort civilement d'être témoin dans un acte solennel ou authentique, et en ne l'admettant pas à porter témoignage en justice.

On pouvait toutefois recevoir sa déclaration, mais seulement à titre de renseignements : disposition étrange, dont le seul effet était d'enlever la garantie du serment à la déposition du condamné !

Droit de famille. — La mort civile entraînait la dissolution du mariage civil du condamné, et l'empêchait de contracter à l'avenir un nouveau mariage produisant aucun effet civil : elle le rendait de plus incapable de succéder et de transmettre ses biens par succession. Cependant les liens de famille entre le condamné et ses parents n'étaient pas complétement rompus, ils subsistaient tout au moins comme liens naturels ; c'est ainsi que le mort civilement pouvait réclamer des aliments à ses enfants ou à ses ascendants, de même qu'il pouvait être tenu de leur en fournir, suivant les art. 205 et suivants du Code Nap.

Le condamné était dépouillé de tous les droits que la loi attache à la parenté. Il ne pouvait être tuteur, ni curateur, ni subrogé tuteur, ni conseil judiciaire (C. Nap. 25, 440, 444, 445 ; C. pr. 34, 42). Il perdait également la puissance paternelle et ses prérogatives, comme le droit d'usufruit légal, de correction, d'émancipation, etc.

Le mariage du condamné se trouvait rompu, et c'était là un des effets les plus déplorables de la mort civile. Si la femme du condamné continuait à vivre avec son ancien mari, la loi ne voyait en elle qu'une concubine, et les enfants, conçus postérieurement à la condamnation, étaient des enfants naturels. Enfin il était incapable de contracter à l'avenir un mariage qui produisît aucun effet civil.

Droit privé. — Le mort civilement perdait immédiatement la propriété de ses biens, et tout son patrimoine passait à ses héritiers les plus proches. C'était là, il est vrai, un résultat bien rigoureux ; mais enfin

un grand pas avait été fait, la peine injuste de la confiscation avait disparu. Il est vrai qu'elle fut rétablie par les art. 37, 39 du Code pénal, dans certains cas déterminés; mais bientôt elle fut abolie, définitivement cette fois, par la charte de 1814 (art. 66).

La mort civile était un cas de succession *in universum jus*, et les héritiers recueillant tous les biens, restaient seuls tenus de toutes les dettes du condamné. Cette solution ne présentait aucune difficulté dans le cas où l'actif de la succession était supérieur ou égal au passif, ou même dans le cas où il lui était inférieur, si le condamné avait subi la peine de mort; mais que fallait-il décider lorsque, par exemple, ayant prescrit sa peine, le mort civilement rentrait dans la société et acquérait de nouveaux biens? Fallait-il, s'en tenant à la rigueur des principes, dire que des créanciers antérieurs à la condamnation ne pourraient pas poursuivre, sur les biens acquis plus tard par le condamné, le recouvrement de créances qui n'avaient pu être soldées au moment de l'ouverture de la succession? La jurisprudence ne le pensa pas, un tel résultat était trop injuste, et un arrêt de cassation, du 15 avril 1828, avait reconnu aux créanciers le droit d'agir jusqu'à parfait désintéressement contre leur débiteur primitif.

La mort civile mettait fin aux droits d'usufruit, d'usage et d'habitation. Il en était autrement pour la rente viagère constituée sur la tête du mort civilement, dont les arrérages devaient continuer à être payés durant toute la vie naturelle du condamné, non à lui-même, mais à ses héritiers, et cela alors même qu'elle eût été purement alimentaire.

La succession du mort civilement s'ouvrait, avons-nous dit, mais seulement au profit de ses héritiers *ab intestat*. Le testament qu'il avait pu faire avant la mort civile encourue demeurait sans effet, et il était incapable pour l'avenir de régler lui-même sa succession. Ces dispositions de l'art. 15 du Code Napoléon ont été reproduites par la loi du 31 mai 1854 ; aussi ne faisons-nous ici que les indiquer, nous réservant d'examiner les difficultés auxquelles leur application peut donner naissance lorsque nous étudierons l'état actuel de la législation.

La mort civile du donataire donnait lieu, comme la mort naturelle, au droit de retour, soit légal, soit conventionnel.

Le mariage était dissous, et avec lui cessait d'exister le régime matrimonial sous lequel le condamné se trouvait placé quant aux biens, et les avantages stipulés au profit du survivant étaient acquis à celui qui n'avait pas été condamné.

Lorsque le mort civilement conservait la vie naturelle et rentrait dans la société après avoir prescrit sa peine, il fallait bien lui laisser les moyens de soutenir son existence. Aussi lui reconnaissait-on la capacité de devenir propriétaire, d'acquérir à titre onéreux, d'échanger, d'exercer un commerce, et enfin de faire la plupart des contrats. Mais il était frappé d'une incapacité absolue à l'égard des contrats à titre gratuit. Il ne pouvait disposer de tout ou partie de ses biens par donation entre-vifs ni recevoir à ce titre, si ce n'est pour cause d'aliments. Nous reviendrons aussi plus tard sur cette incapacité, reproduite par la loi nouvelle.

Le mort civilement pouvait donc se créer par son industrie et son travail une nouvelle fortune ; à qui devait-elle appartenir à son décès?

« Les biens acquis par le condamné depuis la mort « civile encourue, et dont il se trouve en possession au « jour de la mort naturelle, appartiendront à l'État « par droit de déshérence. Néanmoins il est loisible à « l'empereur de faire au profit de la veuve, des en- « fants ou parents du condamné, telles dispositions « que l'humanité lui suggérera. » (Art. 33 C. Nap.)

Cette disposition, qui n'était autre chose qu'une confiscation déguisée, avait été vivement attaquée au sein du conseil d'État et du tribunat. Mais aux objections sérieuses qui étaient présentées, on avait répondu en disant, que si l'on comprenait qu'au moment où la mort civile venait frapper un condamné, celui-ci pût transmettre ses biens à ses plus proches parents, c'est qu'alors les liens de parenté n'étaient point encore rompus, mais que, depuis la mort civile encourue, le condamné n'ayant pas de famille, et d'un autre côté ne pouvant régler lui-même sa succession, l'État se trouvait naturellement et nécessairement son unique héritier. Quelque peu satisfaisante que fût cette réponse, on passa outre, et l'art. 33 fut maintenu.

Depuis l'abolition de la peine de la confiscation par la charte de 1814, abolition renouvelée par la charte de 1830 et la constitution de 1848, des jurisconsultes célèbres soutinrent que l'art. 33 se trouvait implicitement abrogé (1). Cependant la jurisprudence

(1) Carnot, *Inst. criminelle*, art. 76.

s'est refusée à suivre ce système et a toujours continué à appliquer l'art. 33. La loi, en reconnaissant au mort civilement la faculté de devenir propriétaire, de s'obliger envers les autres et d'obliger les autres envers lui, avait dû lui reconnaître également la faculté d'agir en justice pour faire respecter ses droits. Il pouvait ester en justice, mais en procédant sous le nom et par le ministère d'un curateur spécial nommé par le tribunal où l'action était portée.

L'inobservation de cette formalité constituait une nullité radicale et d'ordre public (1).

Il en était, du reste, de même pour tous les actes faits par le condamné contrairement aux prohibitions de la loi. Ils étaient atteints d'une nullité radicale et invocable par le mort civilement lui-même. Cette doctrine a été consacrée par la jurisprudence constante de la Cour de cassation (2).

Nous avons supposé que le mort civilement rentrait dans la société après avoir prescrit sa peine, et c'est en le considérant ainsi que nous avons recherché quels droits il avait conservés, quels droits il avait perdus. Mais devait-on appliquer l'art. 25 du Cod. Nap. au condamné aux travaux forcés à perpétuité pendant qu'il subissait sa peine, lui laissant ainsi l'exercice de droits dont est privé celui qui, condamné à une peine moins grave, est interdit légalement? Devait-on, en suivant le même système, appliquer au condamné par contumace l'art. 25 après l'expiration du délai de

(1) Cassation, 23 nov. 1808.

(2) Cass., 23 nov. 1808, 14 juin 1817, 8 mai 1839.

grâce, lui rendant ainsi l'exercice de certains droits, par cela seul que la mort civile venait le frapper. Il y avait là d'étranges résultats, des anomalies présentant de graves inconvénients. Cependant il nous semble qu'il n'était pas permis d'étendre arbitrairement à la mort civile l'interdiction légale limitée à certaines peines par l'art. 29 du Code pénal.

SECTION II.

CRITIQUE DE LA MORT CIVILE.

Nous venons d'exposer les principaux effets de la mort civile, et avant d'arriver à étudier les dispositions de la loi du 31 mai 1854, il nous faut jeter un coup d'œil en arrière et juger cette institution maintenant que nous la connaissons.

On sait que, lors de la discussion du Code Napoléon au conseil d'État, le maintien de la mort civile avait soulevé de nombreuses réclamations. On sait avec quelle énergie, avec quelle éloquence le premier consul s'était élevé contre ce projet, et combien il rencontra d'opposition au tribunat. Cependant les partisans de la mort civile triomphèrent, et imbus des vieilles maximes du droit la replacèrent dans nos lois.

Quoique condamnée dès lors par l'opinion publique, près d'un demi siècle devait encore s'écouler avant que la mort civile fût abolie. Et cependant, constamment combattue, elle était, en 1829, ainsi appréciée

par un illustre publiciste, M. Rossi, dans son *Traité de droit pénal :*

« Nous n'insisterons pas, disait-il, sur l'immoralité « de la peine qu'on appelle *mort civile ;* de cette peine « qui frappe directement et essentiellement les non- « coupables, qui attache à une fiction les conséquen- « ces les plus déplorables, et par laquelle on décide « qu'a cessé d'être père, fils, mari, parent, celui qui, « en dépit de toutes les aberrations humaines, n'en « est pas moins père, fils, mari, parent, ayant « comme tel des liens naturels, des devoirs et des « droits qu'aucune puissance ne saurait détruire ni « légitimement paralyser. La mort civile est dans les « législations modernes un de ces anachronismes qui « doivent mettre les critiques en grande défiance « d'eux-mêmes, lorsqu'ils essayent de déterminer la « date d'une loi d'après la nature de ses dispositions. « Qui pourrait croire que le titre I du Code civil fran- « çais a été promulgué au commencement du dix- « neuvième siècle, quinze ans après 1789? »

C'est qu'en effet la mort civile n'était pas seulement une peine immorale et monstrueuse, mais encore une peine inégale, qui pour quelques condamnés équivalait à la mort même, qui pour d'autres n'ajoutait à leur état ni privation ni infamie. Elle reposait entièrement sur une fiction, et lorsqu'il s'était agi d'en tirer les conséquences, on avait dû reculer devant leur rigueur. Ainsi Treilhard disait devant le Corps législatif que le condamné était mort à la société, que la société n'existait plus pour lui, et cependant tous les jurisconsultes avaient reconnu que le condamné, soit

qu'il eût prescrit sa peine, soit qu'il fût gracié, alors qu'il se retrouvait au milieu de cette société, pouvait exiger des aliments de ceux que la loi déclarait en vain n'être plus ses parents; qu'il pouvait acheter, vendre, faire le commerce, devenir propriétaire, et cependant, mort de par la loi, sa succession s'était ouverte, son mariage avait été dissous. On le proclamait mort, la mort est éternelle, et pourtant dans le cas de condamnation par contumace, si ayant laissé passer le délai de grâce, il se représentait et était acquitté ou condamné à une peine temporaire seulement, il n'en restait pas moins mort dans le passé; mais la loi, dans sa toute-puissance, le ressuscitait pour l'avenir. On le proclamait mort, mais le législateur de 1810 s'était réservé de lui rendre la vie dans un autre hémisphère; le déporté pouvait recouvrer la vie civile dans le lieu de la déportation (1).

Étranges et tristes anomalies, déplorables résultats qui ne montrent que trop dans quelles inextricables difficultés se plonge le législateur quand il ne cherche pas dans une étude approfondie de la société le remède propre au mal qu'il veut guérir : il se laisse séduire par une idée grande et exemplaire peut-être, et, sans rechercher si elle peut être applicable, il en fait découler un système qui sort ainsi tout organisé de son cerveau.

Parmi les effets de la mort civile, deux surtout avaient soulevé de justes et incessantes réclamations : « c'est d'abord l'ouverture immédiate de la succession

---

(1) M. Riché, au Corps législatif, 1854.

« et l'incapacité de transmettre les biens acquis de-
« puis la mort civile ; c'est surtout la disposition qui,
« au mépris de la loi morale et religieuse, n'enlève pas
« seulement au condamné la capacité de contracter
« mariage, mais qui dissout de plein droit le mariage
« antérieurement contracté (1). »

La succession du mort civilement était ouverte. C'était là une disposition tout à la fois immorale et inefficace.

Quand, dans notre ancienne législation, les biens du condamné étaient confisqués, c'était là sans doute une peine sévère et qui frappait des innocents, les enfants du coupable, mais enfin l'on comprenait que la société privât ainsi de tous ses biens celui dont le crime avait été si grand, qu'il avait dû perdre à jamais la vie ou la liberté. Mais le système adopté par les rédacteurs du Code était tout autre : non-seulement les parents du condamné n'étaient pas privés de ses biens, mais encore, et c'est là ce qui était souverainement immoral, ils profitaient du crime de leur parent, en recueillant des biens qui n'eussent dû leur revenir qu'à son décès. Nous avons dit que cette ouverture de la succession serait une pénalité souvent inefficace. En effet, la loi a beau déclarer que la mort civile rompt tous les liens de parenté, les liens n'en subsistent pas moins dans les âmes honnêtes, et avec eux subsistent des devoirs moraux contraires au but que s'était proposé le législateur.

S'il arrivait parfois que des parents avides s'empres-

---

(1) M. Demante, rapport 1851.

saient de s'emparer des biens dont les investissait le malheur de leur parent, si l'on a vu des enfants refuser à leur père, général condamné par contumace, en 1815 pour faits politiques, gracié seulement en 1825, si l'on a vu, disions nous, ces enfants refuser de lui rendre ses biens, de lui laisser recueillir la succession de sa mère, et les magistrats forcés par la loi à leur donner gain de cause (1), il devait arriver souvent, il faut l'espérer pour l'honneur de l'humanité, que les héritiers ne voyaient qu'un dépôt dans les biens qui leur étaient ainsi dévolus, les employant par suite à améliorer autant que possible la situation du condamné. Combien un tel résultat, résultat forcé pourtant, est contraire à l'esprit de la loi qui, pour des crimes moins graves, défend que pendant la durée de sa peine, il soit remis à l'interdit légalement aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus (31, C. pén.).

La succession s'était ouverte, et nous venons d'en voir les funestes conséquences; mais ce n'est pas tout encore. La mort civile est faite, a-t-on dit, à l'image de la mort naturelle. L'homme ne meurt qu'une fois, une fois seulement s'ouvre sa succession; par suite, si le mort civilement prescrit sa peine, s'il rentre dans la société, s'il acquiert une nouvelle fortune, et l'on avait été forcé de lui en reconnaître le droit, lorsque la mort naturelle viendra le frapper, l'État s'emparera de ses biens par droit de déshérence. Malgré la subtilité de ce raisonnement, il n'y avait pas là autre chose qu'une confiscation déguisée : aussi avons-nous vu que lorsque

---

(1) Rapport de M. Riché en 1854.

la charte de 1814 eut aboli la confiscation, de nombreux auteurs avaient soutenu que cet effet de la mort civile était implicitement aboli. Mais cette opinion n'avait pas été admise par la jurisprudence.

Il y avait là un grand préjudice causé à des innocents, aux enfants du condamné ; il y avait aussi une grande faute politique. « Plus l'homme travaille, « moins il est dangereux, » disait un orateur du tribunat, et c'est un grand encouragement au travail que de transmettre à ses héritiers le fruit de ses sueurs.

Ce n'était pas là, du reste, le seul préjudice pécuniaire que la mort civile pût causer aux enfants du condamné. Ainsi ils se trouvaient privés des successions, que plus tard ils eussent dû recueillir dans l'héritage de leur père dans tous les cas où la représentation n'étant pas admise, ils se trouvaient primés par des collatéraux plus proches.

Telles étaient les conséquences de la mort civile quant aux biens ; « mais les effets de cette triste fiction sont « encore bien plus révoltants quand on les applique « au mariage, à cette sainte institution fondée par « Dieu lui-même à l'origine du monde, que le légis- « lateur humain peut bien réglementer, mais dont il « ne peut, sans scandale, altérer le principe et les « conditions essentielles (1). »

La loi avait décidé deux choses : 1° que le mort civilement ne pouvait à l'avenir contracter un mariage valable ; cela était bien dur, mais enfin on comprend que le législateur puisse avoir, dans certains cas, le

---

(1) Rapport de M Demante en 1851.

droit d'interdire le mariage; 2° que le mariage antérieurement contracté serait dissous, de telle sorte que la femme du condamné qui resterait fidèle à son mari dans le malheur n'était qu'une concubine, et les enfants conçus postérieurement à la mort civile encourue, des bâtards ; disposition odieuse qui blessait tous sentiments de morale et de religion et qui frappait celui qui accomplissait son devoir.

C'est contre ce résultat surtout que s'était élevé le premier consul : « Faut-il, disait-il au conseil d'État, « étendre la peine jusqu'à la femme et l'arracher avec « violence à une union qui identifie son existence à celle « de son époux? Vous voulez qu'il vive, mais vous ne « voulez pas que je le console!... Si elle cède à sa « conviction et à son devoir, elle ne serait plus qu'une « concubine! » Et plus tard, revenant sur ce point à propos de la déportation, il avait proposé d'obliger la femme à déclarer, dans un délai donné, si elle voulait que le mariage fût révoqué. Lorsqu'elle déclarerait vouloir maintenir son mariage, elle serait tenue de suivre son mari.

Mais ces sages et éloquentes paroles n'empêchèrent point la dissolution du mariage d'être insérée dans notre Code comme effet nécessaire de la mort civile.

Nous avons supposé jusqu'à présent la mort civile définitivement encourue à la suite d'un débat contradictoire. Si maintenant nous nous plaçons dans le cas d'une condamnation par contumace, nous allons trouver consacrée la plus flagrante iniquité. Nous avons déjà montré quelle était la procédure de contumace, comment un délai de grâce de cinq ans était accordé

au condamné pour se représenter, comment enfin la mort civile était encourue à l'expiration de ce délai de cinq ans. Eh bien ! la mort civile, qui est dès lors encourue définitivement et irrévocablement pour le passé, ne l'est pas pour l'avenir. Pendant un long temps encore, vingt ans à dater du jour de l'arrêt, la contumace peut être purgée, le condamné peut être acquitté, et cependant tous les monstrueux effets de la mort civile se seront produits, et seront venus frapper un homme légalement reconnu innocent ; ainsi sa succession restait acquise à ses héritiers, les héritages qu'il n'avait pu recueillir demeuraient dévolus à ceux qui étaient venus à sa place, son mariage était dissous, et son conjoint avait pu contracter une nouvelle union; celle que lui-même avait contractée depuis l'expiration des cinq ans était nulle !

On comprend sans peine les attaques de tous côtés dirigées contre la mort civile ; et une seule chose nous étonne, c'est que cette institution ait duré aussi longtemps.

Lorsque, en 1832, fut agitée la réforme de notre Code pénal, de toutes parts on demanda l'abolition de la mort civile, et le projet préparatoire qui fut communiqué aux Cours royales donnait satisfaction à ces vœux légitimes; cependant cette peine fut maintenue dans le projet définitif.

Voici les explications que donna à cet égard M. Dumon, rapporteur de la Chambre des députés. Après avoir rapidement énuméré les vices de la mort civile, il ajouta : « Ces raisons eussent déterminé votre com-« mission à vous proposer l'abolition de la mort ci-

« vile, si cette abolition n'eût entraîné après elle des « conséquences nombreuses, sur la plupart desquelles « il n'appartient guère à une loi pénale de statuer. « Affranchi de la mort civile, le condamné tombera « sous l'interdiction que le Code pénal prononce ; « mais les incapacités qui résultent de cette interdiction sont-elles suffisantes ?.....

« Il est évident que la loi qui supprimera la mort « civile devra statuer par des règles nouvelles sur l'é- « tat du condamné, sur la possession de ses biens et « sur les droits des tiers. Tout en déclarant ce travail « comme trop étranger à celui dont vous l'avez « chargée, votre commission appelle spécialement « sur cette matière l'attention du gouvernement (1). »

Et à la chambre des pairs, M. le garde des sceaux Barthe déclarait qu'il y avait nécessité de modifier la législation sur la mort civile ; « mais, disait-il, la « commission a parfaitement senti, comme le gou- « vernement, que ce n'était pas à l'occasion d'une loi « sur le Code pénal qu'il fallait porter atteinte aux « dispositions du Code civil. Dans une session pro- « chaine, une loi sera présentée aux chambres sur « cette grave question (2). » En effet, l'abolition de la mort civile devait entraîner trop de difficultés pour qu'elle pût ainsi s'opérer accidentellement, et une loi spéciale devait réglementer cette matière si importante.

Le projet de loi annoncé ne fut pas présenté, et en 1850 seulement, une première atteinte fut portée

---

(1) Code pénal progressif, p. 111.
(2) Code pénal progressif, p. 122.

à la mort civile, qui dès lors cessa d'être la conséquence de la peine de la déportation.

Nous nous sommes déjà occupé de la déportation, et nous avons vu que l'on pouvait soutenir que jusqu'en **1832** cette peine n'avait jamais entraîné la mort civile, parce que jusqu'à cette époque, aucun lieu n'ayant été législativement déterminé pour recevoir les déportés, ni aucun autre mode provisoire d'exécution fixé, la condamnation n'était jamais exécutée.

Lors de la réforme du Code pénal, en **1832**, on décida que jusqu'à la fixation d'un lieu pour l'exécution de la déportation, les individus condamnés à cette peine subiraient celle de la détention à perpétuité.

Une loi du 9 septembre **1835** modifia la loi de **1832**, en déclarant que la détention pouvait avoir lieu soit dans une prison située dans le territoire continental de la France, soit au dehors, dans l'une des possessions françaises qui seraient déterminées par la loi, suivant que les juges l'auraient expressément ordonné dans l'arrêt de condamnation.

Cet état de choses donna lieu à de vives critiques que traduisait ainsi le rapporteur de la loi de **1850** : « Sous l'apparence d'un nouveau mode d'exé-
« cution de la déportation, la loi de **1835** créa une
« peine plus sévère, puisqu'elle ajoutait l'emprison-
« nement à l'expatriation. La déportation dans une
« prison est restée non-seulement sans exécution,
« comme la déportation simple, mais même sans ap-
« plication possible, parce que le lieu où elle aurait
« dû être subie n'a pas été indiqué. Voilà donc quel
« est l'état présent de la législation pénale en matière

« politique. Pour deux catégories de crimes essentiel-
« lement distincts, elle n'offre qu'un seul moyen de
« répression, dont la nature et les effets sont même
« profondément altérés par l'infidélité d'un mode
« d'exécution transitoire. Les inconvénients d'un pa-
« reil système sont évidents, il était urgent d'y porter
« remède. »

Aussi la loi du 8 juin 1850 distingua deux modes de déportation : la déportation dans une enceinte fortifiée, devant être prononcée dans le cas où cette peine remplacerait la peine de mort abolie; la déportation simple, appliquée dans les cas prévus par les art. 86, 96 et 97 du Code pénal.

La vallée de Vaïthau, aux îles Marquises, fut déclarée lieu de déportation pour ceux qui devaient subir cette peine dans une enceinte fortifiée. L'île de Noukahiva, l'une des Marquises, fut déclarée lieu de déportation pour l'exécution de l'art. 17 du Code pénal (4, 5, loi du 8 juin 1850).

L'innovation la plus importante faite par la loi de 1850 fut la suppression de la mort civile au profit des déportés. Au moment où se discutait cette loi, M. Wallon avait déjà demandé l'abolition complète de la mort civile, une commission avait été saisie de l'examen de ce projet et un rapport favorable venait d'être déposé au nom de la commission d'initiative parlementaire; toutefois on ne voulut pas attendre plus longtemps avant d'améliorer la situation des déportés, et le rapport que nous avons déjà cité s'exprimait ainsi à cet égard : « Il eût été souhaitable « que toutes les difficultés de ce double projet de ré-

« forme eussent pu être réservées pour la discussion « de la proposition la plus générale ; mais votre com- « mission qui n'avait pas le droit d'étendre son man- « dat, n'a pas cru qu'il lui fût permis non plus de le « restreindre, en exposant à un ajournement peut- « être indéfini une mesure favorable, et qui lui sem- « blait mériter son entière approbation. Elle a été « unanimement d'avis que, sans attendre la loi qui « pourra sortir de la proposition de M. Wallon, il y a « lieu de supprimer, au profit des déportés, la mort « civile, dont les rigueurs sont, à nos yeux, excessives « et même odieuses à certains égards. »

Et l'art. 3 de la loi du 8 juin 1850 est ainsi conçu :

« En aucun cas, la condamnation à la déportation « n'emporte la mort civile ; elle entraîne la dégrada- « tion civique. De plus, tant qu'une nouvelle loi n'aura « pas statué sur les effets civils des peines perpétuelles, « les condamnés seront en état d'interdiction, confor- « mément aux art. 29 et 31 du Code pénal.

« Néanmoins, hors le cas de déportation dans une « enceinte fortifiée, les condamnés auront l'exercice « des droits civils dans le lieu de la déportation.

« Il pourra leur être remis, avec l'autorisation du « gouvernement, tout ou partie de leurs biens. Sauf « l'effet de cette remise, les actes par eux faits dans « le lieu de leur déportation ne pourront engager ni « affecter les biens qu'ils possédaient au jour de leur « condamnation, ni ceux qui leur seront échus par « succession ou donation. »

La loi nouvelle, que cet article annonçait comme devant statuer sur les effets civils des peines perpé-

tuelles, cette loi si souvent réclamée, si longtemps attendue, est la loi du 31 mai 1854, que nous allons maintenant étudier.

SECTION III.

DROIT ACTUEL.

En 1848, M. Wallon soumit à l'Assemblée législative un projet de loi tendant à l'abolition de la mort civile. Ce projet de loi ne contenait que deux articles :

Art. 1. « La mort civile est abolie. »

Art. 2. « Les condamnés aux peines emportant « mort civile seront privés de l'exercice des droits « civils et assimilés, quant à la jouissance de ces droits, « aux condamnés aux travaux forcés à temps et à la « reclusion. »

M. Moulin déposa le 15 déc. 1849, au nom de la commission d'initiative parlementaire, un rapport favorable sur ce projet de loi, et en novembre 1851 le rapport définitif fut présenté à l'Assemblée par le savant et regrettable professeur de la Faculté de Paris, M. Demante. La commission avait ainsi complété le projet de M. Wallon :

Art. 1. La mort civile est abolie.

Art. 2. La dégradation civique et l'interdiction légale établies par les art. 28 et 29 du Code pénal s'ap-

pliqueront aux condamnés à des peines afflictives perpétuelles.

Art. 3. Les condamnés actuellement morts civilement recouvrent la vie civile et tous leurs droits de famille pour l'avenir, sans préjudice des droits acquis à des tiers. Les art. 28 et 29 leur sont applicables.

Art. 4. Le mariage dissous par la mort civile peut toujours, à moins qu'il n'en existe un nouveau, être réhabilité du consentement des deux parties. Tout autre mariage leur est respectivement interdit jusqu'à la mort de l'un d'eux.

Art. 5. La réhabilitation du mariage dissous s'opère par une déclaration que les deux parties font en commun devant l'officier de l'état civil qui en dresse acte. Cet acte est inscrit sur les registres à sa date. Il en est fait mention en marge de l'acte de la première célébration.

Les événements politiques qui suivirent amenèrent la dissolution de l'Assemblée, et il ne fut pas donné suite à ce projet de loi. Nous avons cru toutefois devoir le rappeler ici ; nous verrons en effet combien le système qu'il voulut introduire diffère de celui qui fut adopté en 1854, et nous aurons à nous demander quel est le plus satisfaisant des deux.

Un nouveau projet de loi abolissant la mort civile fut en effet proposé par le gouvernement impérial en 1853, mais il ne fut discuté que l'année suivante. Le 24 avril 1854, M. Riché, secrétaire de la commission, déposa son rapport et le projet de loi, soutenu devant le Corps législatif par MM. Rouher, vice-président du conseil d'État, Lacaze et le baron Sibert de Cornillon, conseillers d'É-

tat, fut voté le 2 mai 1854 : le 26 mai, le sénat déclara ne pas s'opposer à la promulgation de la loi nouvelle qui eut lieu le 31 du même mois.

Cette loi est ainsi conçue :

Art. 1. La mort civile est abolie.

Art. 2. Les condamnations à des peines afflictives perpétuelles emportent la dégradation civique et l'interdiction légale établies par les art. 28, 29 et 31 du Code pénal.

Art. 3. Le condamné à une peine afflictive perpétuelle ne peut disposer de ses biens en tout ou en partie, soit par donation entre-vifs, soit par testament, ni recevoir à ce titre, si ce n'est pour cause d'aliments.

Tout testament par lui fait antérieurement à sa condamnation contradictoire devenue définitive, est nul.

Le présent article n'est applicable au condamné par contumace que cinq ans après l'exécution par effigie.

Art. 4. Le gouvernement peut relever le condamné à une peine afflictive perpétuelle de tout ou partie des incapacités prononcées par l'article précédent.

Il peut lui accorder l'exercice, dans le lieu d'exécution de la peine, des droits civils ou de quelques-uns de ces droits dont il a été privé par son état d'interdiction légale.

Les actes faits par le condamné dans le lieu de l'exécution de la peine ne peuvent engager les biens qu'il possédait au jour de sa condamnation, ou qui lui sont échus à titre gratuit depuis cette époque.

Art. 5. Les effets de la mort civile cessent pour l'avenir, à l'égard des condamnés actuellement morts civilement, sauf les droits acquis aux tiers.

L'état de ces condamnés est régi par les dispositions qui précèdent.

Art. 6. La présente loi n'est pas applicable aux condamnations à la déportation pour crimes commis antérieurement à sa promulgation.

On voit immédiatement les différences profondes qui existent entre le projet de 1851 et la loi de 1854. Le point de départ est le même, la mort civile est abolie ; mais cette peine écartée, il fallait la remplacer, et c'est là que se présentaient de nombreuses difficultés. Devait-on créer un système nouveau, avec un nom qui lui fût propre, ou bien devait-on appliquer le système d'incapacités que l'on trouvait tout organisé dans le Code pénal pour les peines afflictives et infamantes temporaires? La dégradation civique et l'interdiction légale parurent au législateur de 1851 offrir à la société toutes les garanties nécessaires.

« Par l'effet de la dégradation civique, disait M. De-
« mante, le condamné n'est pas seulement privé de
« tous les droits politiques et conséquemment exclu de
« toute fonction publique, mais, dans l'ordre purement
« civil, dans la famille même, tout ministère de con-
« fiance, toute prérogative honorifique lui sont égale-
« ment refusés. Ainsi, l'infamie légale n'est pas un
« vain mot, et les bons citoyens sont à l'abri des soul-
« lures que leur imprimerait, dans l'exercice légitime
« de leurs droits, le contact impur des membres gan-
« grenés. Quant aux droits purement pécuniaires, la loi,
« qui ne confisque pas, les laisse entiers ; mais parce
« que leur exercice pourrait procurer aux condamnés
« les moyens d'adoucir et de rendre par là moins effi-

« cace l'action de la peine afflictive, il y est pourvu « par l'interdiction légale, qui tout en assurant à la « famille la conservation du patrimoine, ne permet « pas d'en appliquer la jouissance au coupable, de- « meuré propriétaire. Ce système, ajoutait le rap- « porteur, est suffisamment sévère, car il comprend « toutes les rigueurs conciliables avec la morale et avec « le caractère de pure personnalité que la justice et « l'humanité attribuent essentiellement aux peines. »

Nous croyons aussi que la dégradation civique et l'interdiction légale pouvaient parfaitement être appliquées aux condamnés à une peine perpétuelle, et nous ne nous arrêtons pas aux objections tirées de la durée indéfinie que l'on donnait ainsi à l'interdiction légale. Les lenteurs qu'elle peut entraîner dans l'expédition des affaires nous paraissent un bien faible inconvénient à côté des avantages nombreux que présente cette institution, qui sauvegarde tout à la fois les droits de la société et ceux de la famille du condamné. On a dit aussi que faire de l'interdiction légale la suite des peines perpétuelles, c'était aller contre la nature de cette institution essentiellement temporaire. Cet argument n'est pas sérieux : attachée seulement à des peines temporaires, et cessant avec elles, l'interdiction légale, sous l'empire du Code, n'était jamais perpétuelle. Cela est évident, mais cela ne prouve qu'une seule chose, c'est qu'elle suit le sort de la peine dont elle est la conséquence, et partant qu'elle sera perpétuelle lorsque la peine elle-même le sera. C'est, du reste, ce qui arrive pour l'interdiction judiciaire lorsqu'elle est prononcée dans le cas de démence incu-

rable. Mais fallait-il, comme le législateur de 1851, s'arrêter là dans la voie des incapacités ? Nous ne le croyons pas. C'était d'ailleurs une faute que de placer complétement sur la même ligne les condamnés à des peines perpétuelles et les condamnés à des peines temporaires. Le crime avait été plus grand, le châtiment devait être plus sévère ; aussi, malgré les imperfections de la loi de 1854, croyons-nous qu'elle se rapproche plus que le projet de 1851 du but que devait se proposer le législateur.

Cette loi en effet, après avoir déclaré la mort civile abolie et frappé les condamnés aux peines perpétuelles de la dégration civique et de l'interdiction légale, déchéances sur lesquelles nous reviendrons plus tard, mais dont, quant à présent, nous connaissons suffisamment les effets par les passages que nous avons cités du rapport de M. Demante, cette loi, dans son art. 3, reproduit presque textuellement certaines incapacités prononcées par l'art. 25 du Code Napoléon contre le mort civilement. Le condamné à une peine afflictive perpétuelle ne peut disposer de ses biens en tout ou en partie, soit par donations entre-vifs, soit par testament, ni recevoir à ce titre, si ce n'est pour cause d'aliments, et tout testament par lui fait antérieurement à la condamnation contradictoire devenue définitive est nul.

Cet art. 3 souleva au sein du Corps législatif une vive discussion : et d'abord on attaquait l'incapacité de recevoir qui frappait le condamné. Par l'interdiction légale, disait-on, il est déjà privé de l'exercice de ses droits, et quelque augmentation que subisse sa

fortune, son sort ne saurait en être amélioré; ce seront donc ses héritiers, des innocents, qui supporteront tout entier le poids d'une déchéance sans effet contre celui qu'elle devait atteindre. Et puis on ajoutait qu'on avait peine à comprendre cette différence introduite par la loi nouvelle, qui en même temps qu'elle reconnaissait un individu capable de recueillir une succession *ab intestat*, ne lui permettait pas d'être institué héritier.

Ces critiques, victorieusement combattues par M. Rouher devant le Corps législatif, nous paraissent faciles à réfuter; il était impossible, en effet, d'admettre que le criminel pût recevoir des libéralités, le prix peut-être du crime qu'il avait commis; et d'ailleurs, si tel n'est pas le but que s'est proposé le donateur, si c'est la famille du condamné qu'il a voulu gratifier, rien ne l'empêche de donner directement aux héritiers ce qu'il destinait à leur auteur.

Quant à cette distinction dont on s'étonne entre les successions *ab intestat* et les successions testamentaires, elle montre, ce nous semble, le véritable esprit de la loi. Ému des justes reproches adressés à la mort civile qui, en déclarant le mort civilement incapable de rien acquérir par succession, venait directement frapper les enfants du condamné toutes les fois que leur père, se trouvant en concours avec des collatéraux, ils ne pouvaient invoquer le bénéfice de la représentation, le législateur de 1854 a voulu tout concilier. Il n'a pas permis au condamné d'acquérir soit par donation, soit par testament, parce que, nous le répétons, c'eût été là une chose immorale; mais

aussi il a assuré aux enfants tous les biens que, selon l'ordre établi par la loi, ils devaient s'attendre à trouver dans la succession de leur père.

Si le condamné ne peut non plus disposer soit par donation, soit par testament, si même son testament antérieur se trouve annulé, ce n'est pas, comme on l'a prétendu, que le législateur ait voulu porter atteinte au respect que commande la propriété; ce n'est pas non plus qu'il ait admis que l'État ait le droit de disposer des biens d'un défunt (1); ces grands principes ne sont point en cause; mais c'est que, si sacré que soit le droit de propriété, il est permis à la loi pénale de le paralyser dans les mains qui sont indignes de l'exercer.

Et en effet, comme le disait M. Riché, « ce sont là « des indignités qui, associées aux peines afflictives « perpétuelles, sont moins un service rendu à l'exem- « plarité des châtiments, qu'un hommage rendu à la « dignité même des droits dont un condamné doit être « destitué.

« Est-ce à un homme que la justice avait voué à « l'échafaud, est-ce à une voix sortie du bagne ou d'une « île d'expiation perpétuelle qu'il doit être permis de « s'écrier : *dico, testator, et erit lex?* Est-ce là celui « qui exerce le droit patriarcal de faire la loi de la fa- « mille autrement que nos Codes ne l'ont faite? Est-ce « entre de telles mains que la loi doit abdiquer? N'a- « i-on pas d'ailleurs à redouter que les dispositions de « cet homme ne soient inspirées par des passions

(1) Humbert, n° 434.

« mauvaises, et que la crainte d'une vengeance testa-
« mentaire ne paralyse les témoignages d'héritiers
« présomptifs ? »

Il nous reste maintenant à déterminer l'étendue des dispositions de l'art. 3 de la loi du 31 mai 1854.

Et d'abord il n'est pas douteux que les donations entre-vifs faites soit par le condamné, soit à son profit, antérieurement à la condamnation, restent valables. Il était libre à cette époque soit d'acquérir, soit de disposer à titre gratuit, et nous savons que dans la donation le donataire se dépouille actuellement et irrévocablement des biens donnés. Mais la loi de 1854 non plus que l'art. 25 du Code Napoléon ne parlent des institutions contractuelles faites avant la condamnation, soit par le condamné, soit à son profit. Que devons-nous décider à cet égard? Il ne nous paraît pas douteux que ces institutions doivent être maintenues : au moment où la donation a été faite, un droit a été acquis sous condition, il est vrai, mais sous une condition qui n'est pas purement potestative de la part du donataire. Or, la loi de 1854 n'a pas voulu dépouiller le condamné de droits acquis, et du reste on ne saurait trouver ici les motifs que nous indiquions tout à l'heure, et qui ont provoqué l'incapacité de donner et de recevoir.

Nous aurions, du reste, donné la même solution, sous l'empire de la mort civile. Nous allons plus loin encore, et les mêmes motifs nous conduisent à décider que les donations faites par contrat de mariage, dans les termes de l'art. 1086, bien qu'elles ne présentent pas le même caractère d'irrévocabilité, ne doivent pour-

tant pas être annulées par suite d'une condamnation à une peine afflictive et infamante perpétuelle.

Seulement, il faut remarquer, avec M. Troplong, qu'aujourd'hui la peine qui remplace la mort civile n'ouvre plus la succession du condamné, et que « l'effet « de l'institution ou d'une donation de biens présents « et à venir que ce condamné a faite, doit être attendu « jusqu'à sa mort, et que tant que cet événement n'est « pas arrivé, le décès du donataire en entraîne la ca- « ducité (1). »

Mais en dehors de ces cas, et de celui qui a été expressément prévu par la loi de 1854, d'une donation ou d'un legs pour cause d'aliments, l'incapacité soit de disposer, soit de recevoir par donations entre-vifs ou par testament est absolue, et ainsi le condamné ne pourrait ni être compris dans un partage d'ascendant, ni en faire un.

Et ici, qu'il nous soit permis de nous associer aux justes reproches adressés par notre savant maître, M. Valette, à cette loi qui ne permet pas à un ascendant d'écarter le condamné de sa succession légitime, en lui léguant des valeurs égales ou même inférieures à sa part héréditaire. Le but d'un tel partage se conçoit aisément, et c'est du reste une mesure de convenance que le Code Napoléon lui-même, dans son art. 761, indique et facilite par rapport à l'enfant naturel (2).

Mais un reproche bien autrement grave peut être adressé au législateur de 1854.

---

(1) M. Troplong, Donat. et testaments, n° 2192.

(2) M. Valette, Expl. som. du liv. 1, p. 25 et 26.

On avait paru craindre, dans le sein de la commission chargée d'examiner la loi, que les enfants du condamné ne fussent atteints par l'incapacité de donner qui frappait leur père ; des observations avaient été présentées à ce sujet, et pour y donner satisfaction, M. Riché, dans son rapport, déclara que, en ce qui concernait l'établissement des enfants du condamné pendant l'interdiction, le conseil de famille aviserait aux termes de l'art. 511 du Code civil.

Cette explication fut acceptée et la loi rédigée telle que nous la connaissons.

Malheureusement M. Riché ne s'était pas aperçu et les commissaires du gouvernement et les membres du Corps législatif ne s'aperçurent pas plus que lui que l'art. 511 du Code civil était, à moins d'une exception formellement écrite dans la loi, complétement inapplicable aux enfants du condamné à une peine perpétuelle.

Quand le conseil de famille règle la dot et les conventions matrimoniales de l'enfant d'un interdit, il ne fait qu'exercer un droit dont le père a conservé la jouissance. Or, le condamné à une peine perpétuelle ayant par l'art. 3 de la loi de 1854, perdu tout à la fois la jouissance et l'exercice du droit de disposer à titre gratuit, personne ne peut donc exercer en son nom un droit qui ne lui appartient plus.

Et d'ailleurs, si l'on pouvait admettre l'explication fournie par le rapporteur, on arriverait à ce résultat absurde que les enfants ne pourraient plus être dotés, si leur père cesse d'être interdit.

Nous devons donc constater une omission regret-

table, mais aussi ajoutons que le gouvernement saura la réparer en usant de la faculté que lui accorde l'art. 4 de relever le condamné en tout ou en partie des incapacités prononcées contre lui.

Pour déterminer le point de départ des incapacités spéciales dont nous venons de parler, il faut comme toujours distinguer les condamnations contradictoires de celles qui ont été prononcées par contumace.

Pour les premières, on est revenu au droit commun, et l'incapacité de donner et de recevoir est encourue, non du jour de l'exécution de la condamnation, mais du jour où cette condamnation est devenue définitive, c'est-à-dire après l'expiration du délai donné pour se pourvoir en cassation, et s'il y a eu pourvoi, après qu'il a été rejeté.

Pour la condamnation par contumace, la question présente de grandes difficultés.

L'art. 3, nous le rappelons, se termine par cette phrase : « Le présent article n'est applicable au con-« damné par contumace que cinq ans après l'exécution « par effigie. » De là nous devons conclure que si le contumace vient à mourir, se représente ou est arrêté dans le délai de cinq ans, il est mort dans l'intégrité de ses droits et n'a jamais encouru les incapacités de l'art. 3.

C'était là la solution donnée par les art. 29, 30 et 31 du Code Nap. avant l'abolition de la mort civile. Ce délai de cinq ans est dans les deux cas une faveur accordée au condamné. Mais tandis que l'art. 30 développant le principe posé, déclarait que lorsque le condamné laissait expirer le délai de cinq ans, la mort

civile le frappait et produisait dès lors des effets que sa représentation, son acquittement même ne pouvaient effacer, la loi de 1854 est muette.

Faut-il donc décider qu'aujourd'hui encore le condamné par contumace à une peine perpétuelle encourt après l'expiration du délai de cinq ans des déchéances irrévocables, pour le passé du moins?

Tout en reconnaissant que l'affirmative peut être soutenue avec beaucoup de force, nous ne saurions, quant à nous, admettre un pareil système. L'art. 30 du Code Napoléon était celui peut-être qui avait soulevé les plus vives réclamations; nous comprenons, en effet, que le législateur ait le droit d'infliger les châtiments les plus sévères, mais à une condition, c'est que jamais il ne cessera d'être juste; or, nous savons quel était l'odieux effet de cet article qui frappait l'homme que la justice déclarait innocent. Il ne nous paraît donc pas possible que le législateur de 1854 ait voulu ressusciter une pareille institution: et d'ailleurs n'est-il pas élémentaire que les lois pénales doivent être interprétées le plus strictement possible, et qu'en pareille matière il n'est pas permis de raisonner par voie d'analogie ou de souvenir. Or, pour soutenir que le dernier paragraphe de l'art. 3 reproduit les prescriptions de l'art 30 du Code Napoléon, on va bien plus loin, on retourne contre le condamné une disposition introduite purement en sa faveur.

Nous dirons donc que si le contumax se représente dans les vingt ans, il sera soumis à la règle générale écrite dans l'an 476 du Code d instruction criminelle qui veut que le jugement rendu par contumace et les

procédures faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter soient anéanties de plein droit. Mais si le condamné vient à mourir après les cinq ans, ou s'il laisse prescrire sa peine sans se représenter ou sans être arrêté, les incapacités spéciales de l'art. 3 prendront naissance à l'expiration du délai de grâce.

Les déchéances édictées par notre art. 3 ne sont pas effacées par la cessation de la peine principale; la grâce elle-même ne peut les faire cesser, et par la réhabilitation seule, le condamné peut recouvrer pour l'avenir les droits qu'il a perdus.

Mais sans qu'il y ait réhabilitation, le premier alinéa de l'art. 4 de la loi de 1854 autorise le gouvernement à lever la prohibition de disposer et celle de recevoir; nous avons vu que ce sera dans certains cas le seul moyen de corriger ce que l'art. 3 a de trop absolu.

Ce droit ainsi conféré au gouvernement ne se confond pas avec le droit de grâce ou de commutation qui appartient à l'empereur. C'est un droit d'une nature particulière et dont les effets se rapprochent plutôt de ceux de la réhabilitation.

La restitution de la capacité peut être totale ou partielle: le gouvernement peut, en considérant les circonstances et la nature du crime, la conduite du condamné, la situation de sa famille, lever tout à la fois la prohibition de donner et de recevoir, ou lever l'une d'elles seulement, ou même enfin désigner les biens dont le condamné pourra disposer à titre gratuit.

En tous cas, cette restitution ne peut avoir aucun effet rétroactif, et par conséquent ne peut rendre la vie au testament du condamné fait antéricurement à sa condamnation. Cette solution paraîtra rigoureuse, et M. Duvergier se refuse à l'admettre en disant que « la « nullité du testament n'a lieu qu'autant que l'inca- « pacité du testateur persiste jusqu'au moment où « s'ouvre la succession. » Il en serait sans doute ainsi, si la loi s'était bornée à déclarer incapable de disposer par testament le condamné à une peine perpétuelle; lui faisant application des principes du droit commun nous eussions dit : Il fallait au testateur, au moment de la confection du testament, tout à la fois la jouissance et l'exercice du droit de tester, et à sa mort la jouissance seulement de ce même droit ; quant au temps qui s'est écoulé depuis la confection du testament, nous n'avons pas à nous en occuper, *media tempora non nocent ;* mais la loi de 1854 est allée plus loin, et elle a formellement déclaré que tout testament fait par le condamné, antérieurement à la condamnation contradictoire devenue définitive, est nul. Ce n'est pas là, à proprement parler, une incapacité qui frappe le testateur, mais bien une nullité qui s'attaque au testament lui-même.

Mais si cette restitution ne peut rétroagir, elle ne peut non plus être révoquée, le droit de faire remise d'une peine accessoire n'impliquant aucunement celui de la faire revivre ; une nouvelle condamnation à une peine perpétuelle pourrait donc seule frapper de nouveau le condamné des incapacités dont il a été relevé.

Ajoutons que ce droit ainsi conféré au gouver-

nement, quelque utile et quelque salutaire qu'il soit, est un droit exorbitant, et qu'on ne saurait par conséquent étendre en dehors des cas spécialement prévus. Ainsi, si nous supposons que la peine perpétuelle ait été commuée en une peine temporaire, et que celle-ci ait été subie, nous ne croyons pas que le gouvernement puisse user de sa prérogative pour relever le condamné des incapacités dont l'avait frappé sa condamnation, et qu'avait laissé subsister la commutation de peine. Nous ne croyons pas que le gouvernement ait ce droit, parce qu'alors le condamné peut demander et obtenir, s'il le mérite, sa réhabilitation (1).

Mais l'art. 4 autorise aussi le gouvernement à accorder au condamné, dans le lieu d'exécution de la peine, l'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits dont il a été privé par son état d'interdiction légale ; toutefois, la loi ajoute cette restriction « que les actes faits par le condamné dans le lieu « d'exécution de sa peine ne peuvent engager les « biens qu'il possédait au jour de sa condamnation, « ou qui lui sont échus à titre gratuit depuis cette « époque. »

Ces derniers mots s'appliquent aux acquisitions que le condamné a pu faire soit par donation, soit par testament, en vertu d'une autorisation du gouvernement.

L'art. 28 du Code pénal autorisait déjà le gouvernement à accorder au déporté l'exercice de tout ou partie des droits civils ; mais depuis 1832, il ne limitait pas cette faveur au lieu d'exécution de la peine.

(1) Voy. M. Bertauld, Quest. controv. sur la mort civile, p. 45 et suiv.

La loi du 8 juin 1850 avait créé un système nouveau. L'art. 3 de cette loi portait que « hors le cas « de déportation dans une enceinte fortifiée, les con- « damnés auront l'exercice des droits civils dans le « lieu de la déportation ; qu'il pourra leur être remis, « avec l'autorisation du gouvernement, tout ou partie « de leurs biens. »

Ainsi l'art. 28 du Code pénal et l'art. 5 de la loi du 8 juin 1850 se trouvent profondément modifiés par la loi nouvelle.

Les condamnés n'ont plus, même dans le lieu de l'exécution de la peine, l'exercice des droits civils ou de certains de ces droits, qu'autant que le gouvernement le leur a accordé.

Le gouvernement se trouve ainsi privé du droit que lui accordait la loi de 1850 de remettre au condamné tout ou partie de ses biens. Cela résulte clairement de l'historique même de la rédaction de l'art. 12 de la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés. Le projet proposait de donner au gouvernement le droit de remettre aux condamnés aux travaux forcés tout ou partie de leurs biens, sans distinguer entre les cas où la peine était perpétuelle de ceux où elle n'était que temporaire ; et c'est après l'adoption de l'art. 4 de la loi abolitive de la mort civile votée la veille que, dans la rédaction définitive de l'art. 12, il ne fut plus question que des condamnés aux travaux forcés à temps. C'est là une sévérité regrettable qu'on ne saurait expliquer ; car, ainsi qu'on l'a fait justement remarquer, l'amélioration du condamné par le travail et l'établissement colonial, ce

double but que se proposait le législateur, existe tout aussi bien pour les condamnés à perpétuité que pour ceux qui ont été condamnés à temps.

On comprend très-bien que la loi n'ait pas voulu permettre que le condamné pût, après avoir obtenu dans le lieu de l'exécution de la peine la mainlevée de l'interdiction légale, engager par ses actes les biens qu'il possédait au jour de sa condamnation, ou qui lui sont échus à titre gratuit depuis cette époque. Mais que décider si le condamné a acquis, en dehors de la colonie, des immeubles, fruit des économies qu'il y a faites ? Ces immeubles seront-ils le gage des obligations contractées au lieu d'exécution de la peine ? Seront-ils soumis à l'administration du tuteur? Il faut, nous le croyons, répondre affirmativement à ces deux questions. La seconde solution peut paraître bien rigoureuse, mais elle est conforme au texte de la loi qui ne permet au gouvernement d'accorder au condamné l'exercice des droits civils que dans *le lieu* d'exécution de la peine.

Enfin ce même art. 4 sonlève une question vivement controversée.

Le gouvernement, nous l'avons déjà dit, peut rendre aux condamnés à des peines perpétuelles le droit de disposer à titre gratuit des biens qu'ils possédaient au jour de leur condamnation, ou qu'ils ont recueillis depuis par donation ou testament; peut-il accorder, rendre aux condamnés le droit de disposer à titre onéreux de ces mêmes biens ?

MM. Aubry et Rau refusent au gouvernement cette faculté, et ils s'appuient sur l'art. 12 de la loi du 30

mai 1854, dont nous avons fait remarquer la rédaction restrictive; on ajoute, en faveur de ce système, que la faculté de tester présente peu de dangers pour l'ordre public, tandis que l'état d'expiation où se trouve le condamné est inconciliable avec les soins multiples d'une administration étendue.

Une pareille doctrine nous paraît inadmissible ; nous ne saurions comprendre comment un homme pourrait disposer de certains biens à titre gratuit, alors qu'il lui serait interdit d'aliéner ces mêmes biens à titre onéreux. Aussi dirons-nous, avec MM. Demolombe et Bertauld « que par cela seul que le con-
« damné a été relevé de l'incapacité de disposer à
« titre gratuit, la conséquence en est de plein droit
« que les actes à titre onéreux, souscrits par lui dans
« le lieu d'exécution de la peine, engagent les biens
« qu'il possédait avant sa condamnation, ou qui lui
« sont échus depuis à titre gratuit. »

Le législateur de 1854, qui avait aboli la mort civile comme une institution barbare et immorale, ne pouvait laisser soumis à ses conséquences les condamnés morts civilement au moment de la promulgation de la loi nouvelle ; aussi l'art. 5 de cette loi déclare-t-il que les effets de la mort civile cesseront pour l'avenir, sauf les droits acquis à des tiers.

Ces condamnés ne pourront donc réclamer ni les biens qui, composant, au moment de la condamnation, leur propre patrimoine, ont été dévolus à leurs héritiers, ni ceux qui ont été recueillis à leur défaut par les parents d'un degré subséquent ; ils ne recouvreront pas non plus les autres droits auxquels leur mort ci-

vile a pu donner ouverture au profit d'un tiers, par application des art. 617, 951, 1089 du Code Napoléon.

Mais aussi les liens de famille renaissent pour eux, ils redeviennent capables d'avoir des héritiers *ab intestat*, bien plus, d'hériter eux-mêmes; l'incapacité de procéder en justice, autrement que sous le nom et par le ministère d'un curateur spécial, cesse; ils sont interdits légalement, un tuteur leur est donné.

Nous avons vu que le projet de loi portant abolition de la mort civile et présenté à l'Assemblée législative en 1851, facilitait la réhabilitation du mariage dissous par la mort civile, en exigeant des deux parties une simple déclaration faite en commun devant l'officier de l'état civil qui devait en dresser acte. Ce même projet de loi interdisait de plus au condamné et à son conjoint, alors qu'ils ne voulaient pas recommencer la vie commune, tout nouveau mariage jusqu'à la mort de l'un d'eux.

« Sur le premier point, disait M. Demante, on ne « doit s'attendre à aucune contradiction; mais le se- « cond semble plus délicat puisqu'il tend à priver les « parties d'une liberté acquise sous l'empire de la loi « précédente. Quoi qu'il en soit, votre commission ne « voit là aucune atteinte portée au principe de non- « rétroactivité. Le droit acquis qu'une loi nouvelle ne « pourrait enlever, c'est l'affranchissement du premier « lien, au point de vue des devoirs qu'il imposait res- « pectivement aux époux; quant à la faculté, que les « parties devenues libres avaient de se remarier, leur « ôter cette faculté, c'est seulement changer leur ca-

« pacité, ce qui est toujours au pouvoir du législateur,
« pourvu qu'il respecte l'usage qui a été fait de la ca-
« pacité antérieure, tant qu'elle a duré. »

Quoi qu'il en soit, la loi de 1854 n'a pas reproduit ces dispositions, et un amendement présenté dans ce sens fut même repoussé, à cause des difficultés qu'aurait pu faire naître un tel système relativement au régime matrimonial, déjà dissous par la mort civile.

Ainsi donc, aujourd'hui, le mariage reste irrévocablement dissous ; chacun des conjoints, l'époux innocent tout au moins (nous verrons que la question est controversée à l'égard du condamné), conserve la faculté de contracter une nouvelle union (1), et si les anciens conjoints veulent se réunir, ils doivent contracter un second mariage avec les formalités ordinaires.

La loi de 1854 soumet ceux qu'elle libère de la mort civile au régime nouveau qu'elle introduit ; ils sont dès lors frappés de la dégradation civique, de l'interdiction légale et des incapacités de l'art. 3.

La position du condamné à une peine perpétuelle se trouve aussi aggravée, en ce qu'autrefois ils n'étaient pas frappés d'interdiction légale, et qu'ils conservaient ainsi l'exercice des droits dont la mort civile ne leur enlevait pas la jouissance ; mais cette aggravation de peine n'est réelle que pour les condamnés qui se seraient évadés après la sentence, et ils ne sont certes pas dignes d'une grande indulgence.

Si nous supposons des individus condamnés par

---

(1) Cass. 21 juin 1858 ; Dal., 1859, 1, 265.

contumace à une peine perpétuelle avant la loi de 1854, il faut distinguer s'ils se trouvaient encore dans le délai de cinq ans qui leur était accordé pour se représenter, ou s'ils avaient laissé passer le même délai.

Dans le premier cas ils encourent la dégradation civique outre les incapacités et le séquestre dont ils sont déjà frappés par les art. 465 et 471 du Code d'instruction criminelle.

Dans le second cas, la loi nouvelle leur rend la vie civile pour l'avenir, mais elle leur inflige, avec la dégradation civique, les incapacités de son art. 3. La même solution devrait être donnée s'il s'agissait d'un contumax ayant prescrit sa peine.

La loi du 8 juin 1850, qui avait aboli pour les déportés la mort civile, ne les frappait que de la dégradation civique et de l'interdiction légale, leur laissant en outre, dans le cas de déportation simple, l'exercice du droit civil au lieu d'exécution de leur peine.

Cette loi, beaucoup moins rigoureuse que celle de 1854, n'était qu'une loi transitoire, l'état de choses qu'elle créait ne devant durer que tant qu'une loi nouvelle n'aurait pas statué sur les effets civils des peines perpétuelles.

Le législateur ne voulut point, en se fondant sur les derniers mots, appliquer aux déportés la loi nouvelle, ajoutant ainsi de nouvelles sévérités à la peine qu'ils subissaient. De là l'art. 6 de notre loi : « La présente « loi n'est pas applicable aux condamnations à la dé- « portation pour crimes commis antérieurement à sa « promulgation. »

Malheureusement la loi du 8 juin 1850 se termine par une disposition analogue, et son art. 8 porte « que « la présente loi n'est applicable qu'aux crimes com- « mis postérieurement à sa promulgation. »

Ainsi, pour tous les crimes commis avant la loi du 8 juin 1850, la déportation a entraîné la mort civile.

Pour ceux qui ont été commis depuis le 8 juin 1850 jusqu'au 31 mai 1854, la déportation a entraîné la dégradation civique et l'interdiction légale.

Pour ceux enfin qui ont été commis depuis le 31 mai 1854, la déportation entraîne, outre la dégradation civique et l'interdiction légale, les incapacités de l'art. 3.

Or, en raisonnant rigoureusement d'après les textes mêmes, on arrive à ce résultat absurde, contraire à l'intention évidente du législateur, qu'aujourd'hui encore certains condamnés sont morts civilement, ni la loi du 8 juin 1850, ni celle du 31 mai 1854 n'ayant modifié la situation des déportés pour crimes commis antérieurement à 1850.

Certes c'est là, comme le dit M. Valette, une des fautes de rédaction les plus énormes que l'histoire de la législation puisse présenter; toutefois, en présence de la généralité des termes de l'art. 5, en présence du but évident de l'art. 6, nous dirons que les condamnés à la déportation qui, lors de la loi de 1854, étaient encore morts civilement, cessent de l'être pour l'avenir, et sont frappés des incapacités établies par cette loi.

CHAPITRE III.

CONSÉQUENCES DES CONDAMNATIONS A DES PEINES CRIMINELLES TEMPORAIRES.

Les peines en matière criminelle sont, d'après le Code pénal de 1810, afflictives et infamantes ou infamantes seulement. Nous avons déjà parlé de cette distinction en traitant des peines capitales, nous n'avons pas à y revenir; nous nous bornerons à rappeler les art. 7 et 8 du Code pénal, qui donnant une énumération des peines, rangent dans la première classe la mort, les travaux forcés à perpétuité, la déportation, les travaux forcés à temps, la détention, la reclusion, et dans la seconde, le bannissement et, depuis 1842, la dégradation civique.

Nous avons vu que la peine de mort, celle des travaux forcés et la déportation, entraînaient d'abord la mort civile; nous avons vu aussi qu'une loi de 1850 modifia les effets de la déportation, et qu'enfin la loi de 1854, en abolissant la mort civile, créa pour les condamnés une situation nouvelle.

Nous devons maintenant rechercher quelles sont aujourd'hui les incapacités qui viennent frapper celui qui a subi une condamnation criminelle temporaire. Cette étude, du reste, sera le complément de nos travaux antérieurs, le législateur de 1854 ayant étendu aux condamnés à des peines perpétuelles les déchéances qu'il trouvait prononcées dans le Code pénal contre les condamnés à des peines moins graves.

Toutes les peines criminelles non capitales entraînent la dégradation civique; et en outre, le condamné, tant que dure sa peine, est dans les liens de l'interdiction légale, et mis, quand celle-ci prend fin, sous la surveillance de la haute police.

Nous allons étudier successivement les effets de la dégradation civique, de l'interdiction légale, de la surveillance de la haute police.

I.

DÉGRADATION CIVIQUE.

La dégradation civique qui, d'après l'art. 28 du Code pénal, résultait des condamnations à la peine des travaux forcés à temps, à la reclusion, à la détention et au bannissement, résulte aujourd'hui, comme nous venons de le dire, de toutes les condamnations à des peines criminelles, qu'elles soient ou non perpétuelles.

Quelquefois aussi la dégradation civique est prononcée comme peine principale (art. 111, 114, 127, 130 C. pén.). Mais ses effets, quant à la capacité, restent les mêmes; seulement lorsqu'elle est peine principale, elle peut être accompagnée d'un emprisonnement dont la durée, fixée par l'arrêt de condamnation, ne peut pas excéder cinq ans. Cet emprisonnement doit même toujours être prononcé lorsque le condamné est un étranger ou un Français ayant perdu la qualité de citoyen (art. 35 C. pén.).

Cette institution était inconnue dans notre ancien

droit; il est vrai que certaines condamnations rendaient infâme celui qu'elles venaient frapper, mais nulle part on n'avait nettement déterminé quelles seraient les conséquences de cette infamie légale. Ce fut le Code pénal de 1791 qui introduisit la dégradation civique, et son art. 31 portait que le coupable serait conduit sur la place publique du lieu de la condamnation, et que là le greffier du tribunal lui adresserait les paroles suivantes : « Votre pays vous a trouvé convaincu d'une action infâme ; la loi et le tribunal vous dégradent de votre qualité de citoyen français. »

Maintenue par le Code de brumaire, la dégradation civique fut attaquée au sein du conseil d'État lors de la discussion du Code pénal de 1810. M. Bérenger disait « que les interdictions qu'elle créait deviendraient des exemptions au lieu d'être des peines ; » mais on ne s'arrêta pas à ces objections, dominé que l'on était par une idée vraie, et que traduit ainsi l'exposé des motifs du Code de 1810 : « Il est des délits « qui présentent avec l'exercice de ces droits une al- « liance offensante, et que repoussent le noble carac- « tère des uns, l'intérêt grave ou touchant des autres. « Les plus belles fonctions du citoyen ne doivent pas « être confiées à l'homme qui vient de porter atteinte « aux principes et aux vertus sans lesquels l'exercice « en devient dangereux. »

La dégradation civique fut donc inscrite dans le Code pénal, et lors de la révision de ce Code en 1832, nous verrons que l'on étendit et les incapacités qu'elle produisait, et le nombre des cas où elle devait être appliquée.

La dégradation civique est encourue du moment où la sentence contradictoire est devenue définitive ; si elle est la conséquence d'une condamnation par contumace, elle date de l'exécution par effigie.

Les déchéances qu'elle entraîne sont indéfinies. La Cour d'assises qui, du reste, ne la prononce pas lorsqu'elle n'est que peine accessoire, ne saurait en limiter la durée. Aussi elle est, comme était la mort civile, imprescriptible, et le ministère public n'a pas à s'occuper de son exécution. Il suffit de porter l'arrêt de condamnation à la connaissance de l'autorité supérieure, à qui appartiendra d'appliquer les incapacités énoncées par l'art. 34 du Code pénal.

La dégradation civique est indéfinie, avons-nous dit, mais elle n'est pas perpétuelle ; elle peut cesser par la réhabilitation.

La dégradation civique consiste dans la perte de certains droits civiques, civils et de famille, énoncés par l'art. 34 du Code pénal.

Et d'abord elle entraîne la perte de tous les droits politiques.

Le condamné est destitué et exclu de tout emploi, fonctions ou offices publics. Il est privé du droit de vote, d'élection, d'éligibilité, du droit de porter aucune décoration ; il ne peut non plus être juré expert, être employé comme témoin dans les actes, déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements.

Cette dernière incapacité est, sans contredit, l'une des plus incompréhensibles que la loi ait créées, et pourtant elle est bien ancienne dans l'histoire de la

législation. La loi romaine la prononçait formellement. « Lege Julia *De vi* cavetur, ne hac lege reum testimo- « nium dicere liceret, qui judicio publico damnatus « erit » (1). Et notre ancien droit déclarait également reprochables les personnes notées d'infamie.

« Il y a un mode de punition, disait Bentham, où « pour faire une égratignure au coupable on passe une « épée au travers du corps d'un innocent : je veux par- « ler de cette peine infamante qui rend inadmissible à « témoigner. »

En effet, il peut arriver souvent que le seul témoin d'un crime soit un homme flétri déjà par une condamnation infamante. Seul il peut désigner le coupable, et la loi refuserait de l'entendre, et cela parce qu'elle ne veut pas lui faire l'honneur de l'admettre à témoigner en justice.

Hâtons-nous d'ajouter que ce danger, qui existerait réellement si le législateur n'avait pas reculé devant l'application du principe qu'il posait, a été évité dans notre loi par la disposition finale du § 3 de l'art. 34. Le condamné ne peut déposer en justice, voilà le principe, mais il peut y donner de simples renseignements.

Et c'est là ce qui nous faisait dire que cette disposition est aujourd'hui incompréhensible. Nous ne connaissons, quant à nous, aucune différence entre une déposition et de simples renseignements. Il y a là une réminiscence malheureuse d'un ordre de choses qui n'est plus.

---

(1) Loi 3, § 5, ff. De testibus.

Il y avait intérêt à faire cette distinction lorsque régnait le système des preuves légales et que les témoignages étaient comptés; mais aujourd'hui la théorie de la loi est tout autre, le juge doit décider d'après sa conscience, la loi ne lui demande pas compte des moyens par lesquels il s'est convaincu; elle ne lui prescrit pas de règles desquelles il doive faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve; la loi ne lui dit pas : Vous tiendrez pour vrai tel ou tel fait attesté par tel ou tel nombre de témoins; elle ne lui dit pas non plus : Vous ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins ou de tant d'indices; elle ne lui fait que cette seule question qui renferme toute la mesure de ses devoirs : Avez-vous une intime conviction?

Il y a bien, il est vrai, une différence entre l'homme appelé à porter témoignage et celui qui ne doit donner que de simples renseignements : le premier seul doit prêter serment, et c'est là encore ce qui rend plus inexplicable la disposition de notre article. La loi déclare suspecter le témoignage d'un homme, et en même temps elle lui enlève toutes garanties.

Du reste, la Cour de cassation a décidé que l'audition comme témoin et avec prestation de serment d'un homme ayant subi une condamnation infamante n'entraînait pas la nullité des débats, s'il n'y avait eu opposition ni du ministère public ni de l'accusé.

Le condamné à une peine infamante est encore privé du droit de port d'armes : ce droit, naturel à l'homme, avait été restreint par une loi du 18 juillet

1816, dans le but de réprimer la contrebande à main armée. Les gentilshommes et gens vivant noblement purent seuls porter des armes ; mais ce privilége fut comme tous les autres aboli par le décret du 4 août 1789, et le port d'armes ne fut interdit qu'aux gens sans aveu et aux vagabonds. L'art. 15 de la loi du 30 avril 1790 constata le droit qu'a tout propriétaire d'avoir des armes à feu, et ce principe est encore celui de notre législation qui considère le droit de port d'armes comme un droit civil, dont elle prend soin de priver le condamné à une peine infamante.

Celui qui a encouru la dégradation civique ne peut non plus faire partie de la garde nationale, disposition introduite lors de la révision de notre Code pénal en 1832 ; servir dans les armées françaises, exclusion qui remonte au Code de 1810 et que fit introduire M. Treilhard « pour honorer le service militaire. » Il est déclaré incapable de tenir école, d'enseigner ou d'être employé dans aucun établissement d'instruction à titre de professeur, maître ou surveillant (34, C. p.). Enfin il est incapable de porter aucune décoration et partant d'être membre de la Légion d'honneur ; aussitôt après l'arrêt, le président prononce que le condamné a cessé de faire partie de l'ordre (1).

Tels sont, quant aux droits civiques et politiques, les effets de la dégradation civique, effets assez étendus, comme nous venons de le voir, et qui sont à vrai dire le principal caractère de cette institution : toutefois elle entraîne aussi certaines incapacités relativement

---

(1) Décret du 29 ventôse an XII.

aux droits civils proprement dits ; c'est ainsi que l'art. 34 du Code pénal déclare le condamné à une peine infamante incapable de faire partie d'aucun conseil de famille, d'être tuteur, curateur, subrogé tuteur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants et sur l'avis conforme de la famille. L'art. 423 du Code Napoléon le frappait déjà de la même incapacité, sans même introduire le correctif de l'article 34, relativement aux enfants du condamné.

L'art. 221 du Code Napoléon enlève au mari condamné à une peine afflictive ou infamante, pendant la durée de sa peine, le droit d'autoriser sa femme à ester en jugement ou à contracter. Mais ce n'est point là une conséquence de la dégradation civique, c'est une incapacité particulière. Ce n'est pas une conséquence de la dégradation civique, parce que l'art. 34 du Code pénal qui énumère limitativement les déchéances qu'encourt le condamné, ne prononce pas la déchéance du droit d'autorisation, et qu'ensuite il résulte des termes mêmes de l'art. 221 que cette incapacité n'est que temporaire, et qu'elle cesse avec la peine qui l'a fait naître : or, la dégradation civique survit à la peine, et le plus souvent ne prend fin qu'à la mort du condamné. Ainsi nous dirons que le mari condamné à la dégradation civique ne perd pas son droit d'autorisation, à moins pourtant qu'aux termes de l'art. 35 du Code pénal la dégradation civique ne soit suivie d'une peine d'emprisonnement, auquel cas il deviendrait incapable d'autoriser sa femme, mais pendant la durée de la détention seulement ; nous dirons aussi que le mari qui encourt la dégradation ci-

vique comme peine accessoire n'est déchu de son autorité que pendant la durée de la peine principale. Il est évident d'ailleurs que si la peine principale qui le frappe est une de celles qui autrefois eussent entraîné la mort civile, par l'application même des principes que nous venons de poser, la peine étant perpétuelle, il sera à perpétuité déchu du droit qui nous occupe.

Mais la disposition de l'art. 221 ne fait-elle pas double emploi avec l'interdiction légale qui, nous le savons, frappe le condamné pendant toute la durée de sa peine? Nous ne le pensons pas. L'interdiction légale, comme nous le montrerons plus tard, n'a d'effet que relativement aux actes, pour lesquels la perte de l'exercice n'entraîne pas la perte de la jouissance elle-même; le droit d'autoriser la femme est un droit essentiellement personnel et qui ne pourrait être exercé par procureur. Du reste, l'art. 221 s'explique sans difficultés toutes les fois que la condamnation aura été prononcée par contumace; dans ce cas, en effet, la question ne saurait s'élever, si l'on admet, comme nous le pensons, que le contumax n'est pas interdit légalement.

Enfin, d'après l'art. 332 du Code Nap., la condamnation de l'un des époux à une peine infamante permet à l'autre de demander la séparation de corps.

Mais le mariage contracté par erreur avec un individu condamné à l'une des peines qui entraînent la dégradation civique, avec un forçat libéré par exemple, peut-il constituer une erreur dans la personne, et par suite peut-il donner lieu à la nullité du mariage, conformément aux art. 146 et 180 du Code Napoléon?

La Cour de cassation, par un arrêt du 11 février

dernier, a résolu cette question dans le sens de l'affirmative.

Voici le texte de cet important arrêt :

« Vu les art. 146 et 180 du Code Napoléon ;

La Cour,

« Attendu que s'il résulte de la combinaison de « ces deux articles que la nullité d'un mariage ne « peut être prononcée pour cause d'erreur que lors- « qu'il y a erreur dans la personne, cette erreur doit « s'entendre non-seulement de l'erreur dans la per- « sonne physique, mais encore de l'erreur dans la « personne civile ;

« Attendu que lorsqu'une condamnation à une « peine afflictive et infamante a diminué la personne « civile du condamné et l'a privé d'une partie notable « de ses droits civils et civiques par application des « art. 28 et 34 du Code pénal, il est du droit et « du devoir des tribunaux d'examiner, d'après les « faits et circonstances de la cause, jusqu'à quel « point l'erreur a porté sur les conditions substan- « tielles constitutives de la personne civile, a pu opé- « rer erreur sur la personne, et par suite vicier le con- « sentement de l'époux trompé ;

« Attendu que sans entrer dans cet examen, la Cour « impériale de Paris a repoussé péremptoirement la « demande de la femme Berthon, par le motif que, « pour être une cause d'annulation, l'erreur doit « porter sur une personne complète, et soulever une « question d'identité, et que, dans la cause, l'identité « de Berthon n'était pas mise en question ;

« D'où il suit qu'en jugeant ainsi, l'arrêt attaqué a

« faussement appliqué et par suite violé les articles de
« loi ci-dessus visés ;

« Casse. »

Nous ne saurions adopter cette jurisprudence nouvelle, qui, du reste, nous l'espérons, n'est pas le dernier mot de la Cour suprême. Les magistrats, dans l'accomplissement de leur tâche, ont un grand danger à éviter. Les questions de droit ne se présentent point à eux comme elles se présentent aux jurisconsultes ; ce n'est le plus souvent qu'avec peine que ces questions se détachent des faits qui leur ont donné naissance, et toujours elles emportent avec elles quelque chose de leur origine. Certes, il est pénible de penser qu'une jeune femme va se trouver à jamais liée à un homme flétri par la justice, qu'à jamais elle est condamnée à porter un nom qui nécessairement rappelle un crime, qu'enfin toute espérance est perdue pour elle ; mais là n'est pas la question. Les jurisconsultes doivent interpréter la loi, les magistrats doivent l'appliquer, il ne leur est pas permis de la faire.

Nous ne nous proposons pas d'entrer ici dans tous les développements que peut présenter l'application de l'art. 180 du Code Napoléon. Qu'il nous suffise de rappeler que toujours on a distingué trois sortes d'erreurs sur la personne en matière de mariage.

L'erreur sur la personne physique, qui se présentera fort rarement, car il faut pour la comprendre supposer le mariage contracté avec une personne voilée ;

L'erreur plus fréquente sur l'identité de la personne que l'on épouse ; c'est l'exemple de Jacob qui épouse Lia, croyant épouser Rachel ;

L'erreur enfin sur la qualité, erreur si multiple, et qui se présente tous les jours.

Or, il résulte de la discussion du Code que le législateur a formellement entendu décider comme le faisait l'ancien droit que les deux premières erreurs pouvaient seules être une cause de nullité du mariage.

Les premiers commentateurs du Code Napoléon, Merlin, Toullier, Proudhon, ont tous ainsi compris l'art. 180. M. Marcadé le premier, et après lui M. Demolombe, sont venus soutenir au contraire, que l'erreur sur les qualités pouvait être une cause de nullité de mariage, toutes les fois que le juge du fait déciderait que, si l'époux trompé eût connu la vérité, il ne se fût pas marié.

Une pareille doctrine est inconciliable avec le caractère sacré du mariage, qui n'est une grande institution que par son indissolubilité même. Voyons d'ailleurs quelles sont les conséquences de ce système qui va livrer le mariage aux appréciations les plus arbitraires. Certes de nos jours il n'est pas rare de voir des gens considérant le mariage comme une affaire dont ils cherchent à retirer les plus gros bénéfices; on voit encore, comme autrefois, des gens qui cherchent à dorer leurs blasons; parfois ils sont trompés et cruellement trompés, et l'on peut affirmer que le plus souvent s'ils eussent su pauvres celles qu'ils croyaient riches, ils ne les eussent point épousées. Eh bien! les tribunaux reconnaissant qu'il y a eu erreur, erreur qui a été la cause honteuse du mariage, devront-ils se rendre en quelque sorte complices de la mauvaise action commise pas l'époux trompé en

rompant le lien qui l'enchaînait, en lui permettant ainsi de tenter de nouveau la fortune?

Non, certes, la loi n'a pu vouloir, elle n'a pas voulu qu'il en fût ainsi, et l'arrêt que nous combattons n'a point osé aller jusque-là; il a créé un système nouveau, et il a dit que l'erreur sur la qualité serait suffisante pour entraîner la nullité du mariage, alors seulement que l'époux qui a trompé aurait encouru la dégradation civique. C'est là, comme on le voit, un système restreint, présenté pour les besoins de la cause, et qui a le premier défaut de ne pouvoir s'appuyer sur aucun texte et d'être complétement arbitraire.

Et d'ailleurs, les effets de la dégradation civique sont-ils donc tels qu'ils fassent subir, à celui qu'elle vient atteindre, une sorte de *capitis deminutio?* Ce que nous avons dit de cette institution permet de répondre négativement. Ce sont surtout des déchéances politiques qui en résultent, les droits de l'homme privé demeurent presque entiers, et la loi réserve expressément au dégradé civiquement le droit d'être tuteur de ses propres enfants, respectant ainsi ses droits de famille.

Le système inauguré par l'arrêt récent de la Cour de cassation ne résiste donc pas à un examen sérieux, et notre conclusion est que l'erreur sur les qualités ne saurait en aucun cas être une cause de nullité du mariage.

Terminons ce que nous avions à dire sur la dégradation civique en faisant remarquer que cette peine sera souvent sans analogie aucune avec les délits qu'elle est destinée à réprimer. « Ainsi, comme le font « remarquer MM. Chauveau et Faustin Hélie, on com-

« prend que l'on punisse de la privation des droits « politiques le citoyen qui a falsifié les billets d'un « scrutin, de la destitution d'une tutelle celui qui a « été condamné pour vol ou pour corruption de mi- « neur, de la perte de son titre, le juge dont la faveur « ou la haine a dicté le jugement, de la privation du « droit de port d'armes, celui qui en a fait un funeste « usage. Mais la réunion de ces diverses incapacités « sur une seule tête, à raison d'un seul fait, est une « mesure le plus souvent irrationnelle, quelquefois dé- « risoire. » C'est aussi une peine inégale, et dont les atteintes cruellement senties par l'homme qui, mal- gré sa faute, aura conservé des sentiments d'honneur ou de délicatesse, seront sans effet sur le criminel en- durci.

Nous regrettons qu'en 1832, alors que le législateur donnait aux tribunaux correctionnels le droit de pro- noncer contre le condamné l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille, et qu'il leur per- mettait jusqu'à un certain point de diviser les incapa- cités suivant les circonstances, appliquant au mal le remède qui lui était propre, il n'ait pas étendu cette disposition à la dégradation civique, donnant aux Cours d'assises ce même droit de diviser les incapa- cités et de les limiter quant à leur durée.

II.

INTERDICTION LÉGALE.

L'interdiction légale que les rédacteurs de notre Code pénal avaient trouvée dans celui du 15 septem-

bre 1791, ne frappait d'abord que les condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention et à la reclusion. La loi du 8 juin 1850 relative à la déportation, et plus tard celle du 31 mai 1854 abolitive de la mort civile, étendirent l'application de l'interdiction légale, de telle sorte qu'aujourd'hui cette peine, comme la dégradation civique, est la conséquence nécessaire de tous arrêts emportant condamnation à une peine afflictive et infamante.

Le caractère essentiel de l'interdiction légale est de s'éteindre avec la peine qui lui a donné naissance, et de ne retirer au condamné que l'exercice de droits dont il lui laisse la jouissance. Son but est facile à comprendre : ce n'est pas un but de protection, mais bien un but de répression. Si la loi pénale interdit au condamné la gestion de ses biens, ce n'est pas qu'elle le considère comme inhabile, mais c'est qu'elle a pensé que cette gestion était incompatible avec sa situation pendant qu'il subit sa peine. Elle n'a pas voulu que le condamné riche pût, en répandant l'or autour de lui, se préparer des moyens d'évasion, ou, comme le disait M. Treilhard, faire, par de scandaleuses profusions, d'un séjour d'humiliation et de deuil un théâtre de joie et de débauche.

L'intention même du législateur ressort clairement de l'art. 31 du Code pénal, qui décide « que pendant « la durée de sa peine, il ne pourra être remis au « condamné aucune somme, aucune portion, aucune « provision de ses revenus. »

Cette mesure fut vivement attaquée au conseil d'État par M. Regnauld Saint-Jean-d'Angely, et un

savant jurisconsulte, M. Carnot, reproduisit les reproches qui lui avaient été adressés. « N'y avait-il donc, « dit-il, aucun moyen à prendre pour allier les prin- « cipes de l'humanité avec ceux d'une rigoureuse « justice? Tous les intérêts n'auraient-ils pas été mé- « nagés, si le Code avait autorisé le conseil de famille « à fixer le montant des sommes que le curateur au- « rait dû remettre entre les mains des administrateurs « des prisons pour subvenir aux plus pressants be- « soins du condamné? Les individus qui se sont ren- « dus coupables de crimes ne méritent sans doute « aucune faveur; mais peut-on regarder comme une « simple faveur de subvenir aux besoins que réclame « l'humanité? »

Répondons tout de suite que notre régime pénitentiaire ne blesse en rien les règles de l'humanité : on ne voit que trop de ces malheureux, préférant la vie de la prison au rude labeur du journalier, et qui, à peine ont-ils subi une première condamnation pour vagabondage, se déclarant eux-mêmes sans moyens d'existence, sollicitent la faveur d'une nouvelle condamnation. Ajoutons aussi que les peines doivent être les mêmes pour tous, et qu'il y aurait une souveraine injustice à laisser la fortune créer des priviléges en faveur de criminels riches, et introduire ainsi une inégalité choquante entre des hommes qui doivent subir le même châtiment (1).

L'interdiction légale date du jour où la condamnation est devenue irrévocable : elle prend fin le jour

(1) Proc.-verb. du Cons. d'État, séance du 8 oct. 1858.

où le coupable est libéré, soit que le temps fixé par l'arrêt soit expiré, soit qu'il ait obtenu sa grâce.

L'interdiction légale, de même qu'elle commence de plein droit sans qu'elle soit prononcée par l'arrêt de condamnation, cesse également sans qu'on ait besoin de former une demande en mainlevée d'interdiction.

L'art. 19 du Code pénal qui prononce l'interdiction légale est fort concis. Il se contente de dire qu'un tuteur et un subrogé tuteur seront donnés à l'interdit, puis il renvoie aux formes prescrites par le Code Napoléon relativement à la nomination des tuteurs et des subrogés tuteurs des interdits judiciairement.

Nous croyons donc qu'il faut étendre à la matière qui nous occupe les art. 506 et 507 du Code Napoléon, qui établissent une tutelle légale pour l'interdit judiciairement. « Le mari, dit l'art. 506, est de droit le tuteur de sa femme interdite. » « La femme, « art. 508, pourra être nommée tutrice de son mari. »

Mais faut-il permettre aussi au tuteur de l'interdit légalement d'invoquer l'art. 509? « Nul, à l'exception des époux, des ascendants et descendants, ne « sera tenu de conserver la tutelle d'un interdit au « delà de dix ans. A l'expiration de ce délai, le tuteur « pourra demander et devra obtenir son remplace- « ment. » Nous le croyons, et d'abord nous ferons remarquer que, du moment que la loi pénale renvoie au Code Napoléon pour régler les questions relatives à la tutelle de l'interdit légalement, il est fort arbitraire de faire un choix parmi les dispositions, appliquant les uns, rejetant les autres, suivant qu'elles paraissent

plus ou moins justes, plus ou moins utiles. Mais, du reste, il nous semble que les raisons qui ont dicté l'art. 509 s'appliquent tout aussi bien au cas d'interdiction légale qu'à celui de l'interdiction judiciaire.

La loi, dit-on, n'a pas permis au tuteur du mineur de se décharger de la tutelle, qui peut à la rigueur durer vingt et un ans; or les travaux forcés à temps et la détention ne peuvent dépasser vingt années, tandis que la durée de l'interdiction judiciaire est indéfinie. Cette proposition n'est pas exacte : il sera bien rare que la tutelle d'un mineur dure vingt et un ans, mais enfin, si l'on veut porter les choses à l'extrême, la condamnation aux travaux forcés à temps peut, en cas de récidive, être prononcée pour quarante années, et du reste, depuis la loi du 31 mai 1854, l'interdiction légale est devenue la conséquence de peines perpétuelles. Il faudrait donc tout au moins appliquer l'art. 509 à ce dernier cas; il nous paraît plus simple et plus conforme à la loi de l'appliquer toujours. Si la tutelle d'un mineur est parfois une lourde obligation, du moins elle peut porter avec elle sa récompense, la reconnaissance et l'affection du pupille ; la tutelle d'un condamné ne sera jamais qu'une tâche ingrate.

Nous avons dit que l'interdiction légale était encourue dès que la condamnation était devenue définitive. Nous supposons la sentence prononcée à la suite d'un débat contradictoire, et il n'y a aucune différence à faire entre le cas où le condamné subit réellement la peine et celui où il s'y est dérobé par la fuite. L'interdiction légale est attachée à la peine, et, dans les

deux cas, la peine a été, nous le supposons, irrévocablement prononcée. L'évasion du condamné se présentera fort rarement, et même en admettant que ce cas n'ait pas été prévu par l'art. 29 du Code pénal, la solution que nous donnons devrait être admise, car il serait absurde de récompenser l'évadé en lui faisant une position plus avantageuse que celle du condamné qui s'est soumis à la loi. On peut, du reste, parfaitement soutenir que les mots *durée de la peine*, de l'art. 29, doivent s'entendre de la durée légale, et non du temps pendant lequel elle est effectivement appliquée.

Mais l'interdiction légale résulte-t-elle aussi bien des condamnations prononcées par contumace que de celles qui ont été prononcées contradictoirement?

Nous ne le pensons pas, et cela pour plusieurs raisons : nous croyons que le condamné par contumace est seulement placé sous l'empire de l'art. 18 du Code pénal, qui le frappe de dégradation civique à partir de l'exécution par effigie, et de l'art. 47 du Code d'instruction criminelle, qui place ses biens sous le séquestre de la régie.

Le but de l'interdiction légale est, pour assurer l'efficacité de la peine, d'enlever au condamné l'administration de ses biens et la disposition de ses revenus : or, dans le cas de contumace, les art. 465 et 471 du Code d'instruction criminelle ont déjà enlevé au condamné l'administration et la disposition de ses biens.

Du reste le texte même de l'art. 29 du Code pénal est formellement contraire au système que nous combattons. Cet article est ainsi conçu :

« Quiconque aura été condamné à la peine des tra-
« vaux forcés à temps, de la détention ou de la re-
« clusion, sera de plus, pendant la durée de sa peine,
« en état d'interdiction légale ; il lui sera nommé un
« tuteur et un subrogé tuteur pour gérer et adminis-
« trer ses biens dans les formes prescrites, pour la
« nomination des tuteurs et subrogés tuteurs aux in-
« terdits. »

Si les premiers mots de cet article semblent indiquer qu'il est conçu d'une manière générale, et qu'il doit, par conséquent, s'appliquer à quiconque a été condamné, sans qu'il y ait lieu de distinguer si la condamnation est ou non contradictoire, les termes suivants prouvent clairement que telle n'est pas la portée qu'il faut lui donner. Cet article, en effet, limite l'état d'interdiction légale à la durée de la peine ; or les peines prononcées par contumace n'étant jamais exécutées, il s'ensuit nécessairement qu'elles n'ont aucune durée.

Du reste, comme nous le disions, l'état du contumax est réglé sur l'art. 471 du Code d'instruction criminelle. Cet article dispose, en effet, que les biens du contumax seront, à partir de l'exécution de l'arrêt, considérés et régis comme biens d'absent, et que le compte du séquestre sera rendu à qui il appartiendra, « après que la condamnation sera devenue irrévoca-
« ble par l'expiration du délai donné pour purger la
« contumace. » Puisque le séquestre dure tant que la prescription n'est pas accomplie, il ne saurait y avoir place pour l'interdiction légale et l'administration du tuteur.

De plus, les lois du 8 juin 1850 et du 31 mai 1854 ont toutes deux été conçues dans cette pensée que l'interdiction légale ne pouvait résulter d'une condamnation par contumace.

M. Frédéric Duranton fait, en effet, fort bien remarquer que cela ressort des termes mêmes de l'art. 3 de la loi du 8 juin 1850. « Les déportés, dit cet article, seront en état d'interdiction légale, conformément aux art. 29 et 31 du Code pénal. » Il est évident, en effet, que ceux-là seulement peuvent être déportés qui ont subi une condamnation contradictoire.

L'exposé des motifs de la loi abolitive de la mort civile est encore plus formel dans notre sens : « L'état « d'interdiction légale, disait M. Rouher, constitué « par les art. 29 et 31 du Code pénal, dont le projet « s'approprie les dispositions frappe les biens et la « personne du condamné pendant la durée de la « peine. De ces expressions *pendant la durée de la* « *peine*, découlent plusieurs conséquences qu'il est « utile de préciser. L'individu atteint par une con- « damnation contradictoire d'une peine perpétuelle et « qui n'obtiendra pas sa libération par la grâce, sera « perpétuellement en état d'interdiction légale. Si la « condamnation a été prononcée par contumace, « comme le condamné n'expie pas sa peine et échappe « au contraire à l'action de la loi, l'interdiction légale « ne reçoit pas son application. »

Quelle est donc la situation du condamné par contumace ? Ses biens sont, comme nous l'avons dit, sous le séquestre de la régie.

« Si le contumax est condamné, ses biens seront,

« à partir de l'exécution de l'arrêt, considérés et régis « comme biens d'absent, et le compte du séquestre « sera rendu à qui il appartiendra après que la con- « damnation sera devenue irrévocable par l'expira- « ration du délai donné pour purger la contumace. »

Dix jours après l'ordonnance de prise de corps lancée par le président de la Cour d'assises, l'administration des domaines avait dû prendre en séquestre les biens du contumax, n'ayant que le droit de faire les actes nécessaires pour la garde et la conservation de ces biens.

A dater de l'exécution de l'arrêt, et depuis la loi du 2 janvier 1850, l'arrêt est exécuté à partir de la date du dernier procès-verbal constatant les formalités de l'affiche prescrite par l'art. 472 du Code d'instruction criminelle; une nouvelle période commence, et les biens du condamné sont régis suivant l'art. 471 du Code d'instruction criminelle, dont nous venons de reproduire le texte.

Quelques auteurs avaient soutenu que cet article enlevait à la régie le séquestre des biens pour les remettre aux héritiers présomptifs du condamné comme cela se passe au cas d'absence; mais cette opinion a été rejetée. Il est évident que si l'art. 471 dit que les biens du condamné seront régis comme biens d'absent, cela signifie que la régie ne sera plus resserrée dans des limites d'une administration étroite, et qu'elle aura sur ces biens les mêmes pouvoirs que les envoyés en possession provisoire des biens d'un absent. Ce qui d'ailleurs prouve que la régie conserve le séquestre des biens, c'est que l'art. 471 ne prescrit de rendre

compte du séquestre qu'à l'expiration du délai accordé pour purger la contumace.

Si la régie devait se dessaisir en faveur des héritiers présomptifs envoyés en possession après l'exécution par effigie, c'est à eux qu'elle devrait rendre compte, et cela au moment même de leur envoi en possession.

Il ne faut pas non plus argumenter de l'assimilation que fait la loi entre les biens du condamné et ceux de l'absent pour donner à l'administration des domaines le droit de retenir une partie des fruits, conformément à l'art. 227 du Code civil. L'administration n'a jamais droit qu'aux frais de régie et à ceux du procès (1).

La nullité des actes fait par le contumax malgré le séquestre établi sur ses biens ne peut être invoquée que par la régie.

Il faut donc reconnaître, et en cela sa position serait préférable à celle de l'interdit légalement, qu'il pourrait vendre la nue propriété de ses biens et en recevoir le prix. Cette vente, en effet, ne porterait pas atteinte aux droits de la régie, ne devant avoir d'effets qu'à la mort du vendeur.

Revenons à l'interdiction légale. Nous avons vu que l'art. 510 du Code Napoléon qui ordonne que les revenus de l'interdit soient essentiellement appliqués à adoucir sa position, était inapplicable au cas d'interdiction légale, et nous avons complétement approuvé cette décision. Nous disons donc que le tuteur doit capitaliser les revenus de l'interdit, après toutefois

---

(1) Arrêt, Paris, 12 mars 1842.

avoir payé ses dettes. Mais faut-il dire que tous ces revenus devront être accumulés, qu'aucune portion n'en pourra être distraite, même pour secourir la famille du condamné?

L'art. 5 du livre IV du Code pénal de 1791, sur lequel a été copié l'art. 31 du Code de 1810, après avoir interdit que pendant la durée de sa peine il fût remis au condamné aucune portion de ses revenus, ajoutait : « Mais il pourra être prélevé sur ses biens la « somme nécessaire pour élever et doter ses enfants, « ou pour fournir des aliments à sa femme, à ses en- « fants, à son père ou à sa mère, s'ils sont dans le be- « soin. »

L'art. 31 n'a pas reproduit cette disposition. Il n'en faut pas conclure qu'aucun secours ne puisse être donné aux parents du condamné. Le Code pénal renvoie, quant aux règles qui concernent l'état de l'interdit légalement, à celles qui ont été posées par le Code civil pour l'interdit judiciairement. Si la famille du condamné se trouve dans le besoin, elle devra s'adresser au tuteur qui, avec l'autorisation du conseil de famille, lui accordera les secours nécessaires. Telle a été la pensée du législateur de 1810, telle a été aussi celle du législateur de 1832, qui rejeta comme inutile un article additionnel présenté par M. Poulle, et qui reproduisait la disposition de l'art. 5 de la loi de 1791.

On rejeta aussi, à la même époque, une autre proposition tendant à définir ce que l'on devait entendre par la famille du condamné; mais la solution de cette question se trouve dans les art. 203, 205, 206 et 207 du Code Napoléon.

Mais quelle est précisément l'étendue de l'interdiction légale ?

Trois systèmes sont en présence :

Le premier, qui est celui de MM. Chauveau et Faustin Hélie, dans leur savante *Théorie du Code pénal,* enseigne que les effets de l'interdiction légale établie par l'art. 29 ne se rapportent qu'à l'administration des biens ; que la capacité du condamné n'est pas d'ailleurs altérée, et qu'il conserve non-seulement la jouissance, mais encore l'exercice de ses droits civils. Ainsi il pourrait s'obliger, aliéner, se marier, tester, etc. Ce système s'appuie d'abord sur ce que l'art. 29 n'a pas reproduit la disposition de l'art. 2 du livre IV du Code de 1791, qui disait « que le condamné ne peut, pendant la durée de sa peine, exercer aucun droit civil. » De là, dit-on, on doit conclure que tous les droits qui n'ont point été expressément enlevés au condamnés lui sont conservés. On ajoute que tel est du reste l'esprit de la loi, qui a voulu donner un administrateur à des biens qui allaient se trouver abandonnés, et aussi empêcher que des secours ne fussent remis au condamné : or ce système, dit-on, satisfait à ce double but.

Un second système, au contraire, déclare le condamné privé entièrement de l'exercice des droits civils, et cela sans distinction aucune. La loi, dit-on, frappe le condamné d'interdiction légale, et pour régler les effets de cette interdiction, elle nous renvoie aux règles posées par le Code Napoléon pour l'interdiction judiciaire : or l'interdit judiciairement est privé de l'exercice de tous ses droits civils, il doit en

être de même pour l'interdit légalement. Il ne peut donc ni s'obliger, ni aliéner, et l'on fait remarquer avec raison qu'une telle faculté serait incompatible avec l'administration du tuteur; que d'ailleurs le but de la loi ne serait pas atteint; que le condamné aurait alors toutes les facilités de se procurer de l'argent; qu'il pourrait ainsi se préparer des moyens d'évasion, et faire, pour rappeler des paroles que nous avons déjà citées, « d'un séjour de deuil un théâtre de joie et de débauche. » Mais dans ce système on va plus loin encore, et l'on interdit au condamné de se marier, de reconnaître un enfant naturel, de tester. « L'art. 29 « du Code pénal, dit M. Troplong, en mettant le con- « damné dans un état d'interdiction légale, lui a, par « cela même, interdit l'exercice des droits civils; il « dit implicitement ce que disait expressément l'ar- « ticle 2, tit. 4, du Code pénal de 1791, qui défen- « dait au condamné d'exercer ses droits civils en « même temps qu'il se déclarait interdit: sa personne « civile s'efface devant le tuteur qui est chargé d'agir « pour lui dans tous les actes de disposition et d'ad- « ministration : il serait bien extraordinaire, dès lors, « que le droit de tester lui appartînt (1). »

M. Valette, qui paraît se ranger à ce système, propose cependant une exception en faveur du mariage : les cas de nullité de mariage, dit-il, ont été énumérés dans un chapitre spécial, et nul texte ne prononce la nullité du mariage de l'interdit, et il admet la même exception pour la reconnaissance d'un enfant naturel,

(1) Troplong, Donation, n° 525.

reconnaissance qui est plutôt un devoir qu'une prérogative.

Mais on répond que si le titre du mariage ne déclare pas nul le mariage de l'interdit, il ne déclarait pas nul non plus le mariage contracté par le mort civilement. D'ailleurs l'art. 174 ne conserve-t-il pas, implicitement au moins, l'interdiction comme un obstacle au mariage? Enfin comment supposer que le législateur qui faisait d'une condamnation infamante une cause de divorce ou de séparation de corps, ait entendu laisser au condamné le droit de se marier avant d'avoir expié son crime? »

Ces objections ne nous arrêtent pas : si la loi ne prononçait pas au titre du mariage la nullité de l'union contractée par le mort civilement, cette nullité ressortait suffisamment de la mort civile elle-même. L'art. 174 du Code Nap. ne nous paraît pas non plus concluant; ce qui, dans l'espèce, fait obstacle au mariage, ce n'est pas l'interdiction que l'on suppose n'être pas prononcée, c'est l'état de démence du futur époux; enfin, de ce qu'une condamnation à une peine infamante est une cause de séparation de corps, il n'en résulte certainement pas que le condamné ne puisse à l'avenir contracter mariage. La séparation peut être prononcée; c'est uniquement parce que le crime commis par un des conjoints a pu rendre à l'autre la vie commune insupportable. Nous admettrons donc que l'interdit légalement peut se marier, qu'il peut re-

---

(1) Humber, n° 522.

connaître un enfant naturel, mais nous irons plus loin encore, et nous distinguerons, avec la jurisprudence, les aliénations entre-vifs et le testament.

Nous croyons, en effet, qu'il faut appliquer à l'interdit légalement toutes les incapacités qui résultent de l'interdiction judiciaire, mais aussi nous croyons qu'il lui faut appliquer seulement celles qui en résultent directement, et non celles qui dérivent de la cause même qui a provoqué cette interdiction. Ainsi, si l'interdit pour cause de démence et de fureur ne peut pas tester, c'est parce qu'il est en état de démence, et non parce qu'il est interdit. Son incapacité dérive, non de l'art. 502, mais bien de l'art. 901. Or il est évident que le motif qui annule le testament de l'interdit judiciairement ne saurait s'appliquer à l'interdit légalement.

Nous pensons toutefois que l'interdit légalement ne pourrait valablement donner entre-vifs; cela d'abord serait évidemment contraire au but de la loi, et ensuite l'art. 511 du Code Nap. nous paraît refuser formellement ce droit à l'interdit judiciairement. Mais l'interdiction légale, qui a été récemment étendue aux condamnés à des peines afflictives et infamantes perpétuelles, a été l'objet de discussions au sein du Corps législatif. Ces discussions jettent-elles quelque jour sur le point qui nous occupe? A ne consulter que les expressions données par l'honorable rapporteur de la loi, M. Riché, il faudrait sans hésiter répondre affirmativement.

Soutenant l'art. 3 de la loi qui, nous le savons, interdit au condamné à une peine perpétuelle de disposer

de ses biens en tout ou en partie, soit par donations entre-vifs, soit par testament, et de recevoir à ce titre si ce n'est pour cause d'aliments, il déclara « que le « projet de loi était nécessaire pour savoir si l'homme « interdit légalement conserve le droit de disposer de « ses biens. » Cette idée paraît acceptée comme vraie par M. Ortolan qui, dans ses *Éléments de droit pénal*, voulant prouver que l'incapacité de tester n'est point enlevée au condamné par l'interdiction légale, montre que si cette incapacité figure dans la loi nouvelle du 31 mai 1854, elle n'y figure que par un texte formel, « comme un surcroît de peine ajouté à la dé- « gradation civique et à l'interdiction légale, par les- « quelles la mort civile est remplacée. »

Quelle que soit l'autorité qui s'attache à toutes les opinions de notre savant professeur, l'art. 3 de la loi du 31 mai 1854 ne nous paraît jeter aucun jour sur la question. L'art. 3 crée une double incapacité : celle de recevoir à titre gratuit, or personne n'a jamais contesté ce droit à l'interdit légalement ; celle de transmettre ses biens par donations ou par testament ; et alors même que l'on admettrait que tel était déjà l'effet de l'interdiction légale, cet article n'en eût pas moins été utile, car l'interdiction légale ne survit pas à la peine principale ; les déchéances, au contraire, que prononce l'art. 3 sont permanentes. Enfin, nous avons vu que le contumax n'est pas interdit légalement, qu'il est au contraire frappé des incapacités de l'art. 3.

Il nous reste une dernière question à examiner. Quelle est la sanction des incapacités que nous venons d'énumérer ? Quel est le caractère de la nullité des

obligations ou aliénations consenties par l'interdit légalement?

Et d'abord, il nous paraît impossible d'appliquer ici l'art. 1125, et de soutenir que l'interdit sera seul admis à opposer la nullité de ses engagements. L'interdiction légale, nous le répétons, n'est pas prononcée dans un but de protection, mais bien de répression. Cependant il faut dire, en faveur de ce système, que seul il est conforme au texte de la loi, et qu'ensuite il se peut défendre en faisant remarquer que faire dépendre ainsi de la volonté du condamné ou de ses représentants le sort des actes par lui faits, c'est le moyen le plus certain de ruiner son crédit. Nous rejetons toutefois ce système, contraire à la raison et à la morale, tout en nous appuyant sur la considération de crédit que nous présentions tout à l'heure pour ne point admettre non plus que la nullité puisse être demandée par les tiers seulement.

Nous sommes ainsi conduit à adopter une dernière opinion, adoptée du reste par la majorité des auteurs et par la jurisprudence, et qui voit dans la nullité dont il s'agit ici une nullité d'ordre public.

La nullité sera donc proposable par toutes les parties intéressées; toutefois le condamné ne doit pas faire de son incapacité un moyen de surprise, et il devrait être écarté s'il avait dissimulé son état vis-à-vis des tiers.

III.

SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE.

Tous les criminalistes s'accordent à reconnaître la nécessité de mesures transitoires destinées à préparer le condamné qui a subi sa peine à rentrer dans la société. C'est là peut-être le problème pénal le plus difficile à résoudre. Les théories abondent ; mais lorsque le législateur a essayé de les appliquer, des difficultés insurmontables se sont présentées. Que la peine soit non-seulement destinée à châtier, mais encore à moraliser le coupable, cela est incontestable ; mais en est-il ainsi ? Le nombre toujours croissant des récidives témoigne assez combien on est encore loin du but qu'on se propose. Faut-il, comme le faisait naguère, à une audience de rentrée de la Cour impériale de Paris, une voix éloquente, en accuser la trop grande indulgence des tribunaux correctionnels ? Nous ne le pensons pas ; nous croyons que la source du mal est ailleurs ; nous croyons que c'est notre régime pénitentiaire qu il faut modifier. Ce n'est point ici le lieu d'examiner quel devrait être ce régime, et cette tâche, du reste, serait trop lourde pour nous ; nous ne pouvons qu'exprimer le vœu de voir le gouvernement s'occuper un jour de cette question si importante, et lui donner une solution qu'elle attend depuis si longtemps.

Quoi qu'il en puisse être plus tard, il est évident que dans l'état actuel des choses, la société a le droit

de prendre des mesures de précaution à l'égard d'hommes qu'un premier crime peut à bon droit rendre suspects. Ces mesures consistent à interdire au condamné libéré certains séjours, à lui assigner une résidence, à lui infliger une peine lorsqu'il vient à rompre son ban.

Nous trouvons le principe de ces diverses mesures dans quelques ordonnances de notre ancienne monarchie, et dans des décrets impériaux du 19 ventôse an XIII et du 17 juillet 1806 ; mais elles nous paraissent régulièrement définies pour la première fois dans le Code pénal de 1810, sous le nom de *surveillance de la haute police*.

Telle qu'elle fut organisée alors, telle qu'elle l'est encore aujourd'hui, la surveillance de la haute police est une peine d'une nature particulière ; elle est même plutôt une incapacité ou une déchéance qu'une peine proprement dite, et c'est à ce titre que nous devons en parler après nous être occupé de la dégradation civique et de l'interdiction légale. Elle s'attaque à l'un des droits naturels de l'homme : elle emporte restriction de la liberté individuelle dans les droits de libre circulation, de libre résidence, et cela non pour cause d'indignité, mais pour cause de péril à prévenir (1).

Le Code pénal de 1810 place sous la surveillance de la haute police les condamnés à des peines criminelles temporaires. Une exception fut faite seulement en faveur des condamnés au bannissement, qui ne devaient être sous la surveillance que pendant un

(1) Ortolan, n° 1571.

temps égal à la peine qu'ils avaient subie. Il renvoie également sous la surveillance de la haute police ceux qui ont été condamnés pour crimes ou délits intéressant la sûreté intérieure et extérieure de l'État. Enfin de nombreux articles autorisent les tribunaux correctionnels à l'adjoindre à la peine de l'emprisonnement; mais alors sa durée est déterminée par la loi. C'est ainsi que l'art. 401 permet de la prononcer contre les condamnés pour vol, et que l'art. 51 en fait la conséquence nécessaire de la récidive.

Le décret du 7 juillet 1806 avait interdit aux forçats libérés le séjour de la capitale, des résidences impériales, des places de guerre et des villes frontières; ils ne pouvaient changer de résidence sans une autorisation, et le ministre de la police avait la faculté de les déplacer et de leur assigner le lieu où ils devaient se fixer.

Le système du Code de 1810 est moins rigoureux; mais, comme nous l'avons dit, la surveillance s'étend sur un bien plus grand nombre de condamnés. Les condamnés, à l'expiration de leur peine, étaient tenus de fournir une caution de bonne conduite, et c'était seulement lorsqu'ils ne voulaient ou ne pouvaient pas fournir cette caution que le gouvernement demeurait le maître de leur assigner une résidence obligée. Mais des décrets impériaux vinrent successivement restreindre l'application des art. 44 et 45 du Code pénal. Un avis du conseil d'État, du 30 déc. 1812, décida que lorsque l'arrêt de condamnation n'avait pas fixé le taux du cautionnement, les condamnés n'avaient pas la faculté de faire réparer cette omission. C'était en

effet l'arrêt lui-même qui devait fixer la somme à déposer, et c'était là un des premiers vices de cette organisation. Ce n'est pas au moment où le crime a été commis, où l'arrêt est prononcé, qu'il est possible de savoir quel sera, sur le condamné, l'effet de la peine qu'il va subir, quelles doivent être, par conséquent, les mesures de précaution que la société doit prendre contre lui.

Un autre avis du conseil d'Etat, du 4 août 1812, décidait qu'alors même que le cautionnement avait été fixé et que le condamné offrait de le réaliser, le gouvernement était libre de le refuser. Cet avis se fondait sur une idée que nous croyons tout à fait fausse, à savoir que le cautionnement avait été introduit en faveur du gouvernement.

Ce système présentait de grands inconvénients; il n'offrait pas à la société des garanties suffisantes de sécurité, et en même temps il était le plus souvent trop rigoureux vis-à-vis du condamné. En règle générale, nous ne comprenons guère le cautionnement en matière pénale, il nous paraît violer un principe fondamental : celui de l'égalité des peines, introduisant en faveur du condamné riche un privilége et par là même une aggravation de peine en faveur de celui qui est pauvre. Nous avouons qu'il nous est impossible de comprendre comment le dépôt d'une certaine somme d'argent, et cette somme assez minime était en général fixée à 100 francs, suffit à protéger la société contre les entreprises d'un homme que rend redoutable une première condamnation. Ou vous considérez cet homme comme amendé, comme revenu à

des sentiments honnêtes, et alors à quoi bon exiger de lui ce dépôt d'argent ? ou bien vous pensez que ses mauvais instincts survivent, que c'est un homme dangereux, et vous croyez que la crainte de perdre le montant de son cautionnement l'arrêtera ! Ceci n'est pas sérieux. Ajoutons que ce seront presque toujours les criminels les plus dangereux qui seront en mesure de remplir cette formalité illusoire.

D'un autre côté, le régime auquel étaient soumis les condamnés en surveillance était beaucoup trop dur. Les mesures prises par la police pour surveiller le libéré élevaient des obstacles presque insurmontables à son amendement, en donnant au fait de la condamnation une publicité inévitable. « Surveillé par « des agents subalternes, signalé à la défiance des « maîtres, à la jalousie et au mépris des ouvriers, sus- « pect de tous les crimes qui se commettent dans le « lieu où il se trouve, le libéré ne trouve plus de tra- « vail : l'impossibilité de gagner honnêtement son « pain étouffe en lui toute résolution d'une vie meil- « leure ; la misère rappelle et entretient ses anciens « penchants au crime, et il se jette dans la récidive « aussi souvent par désespoir que par perversité (1). »

Ces considérations, dont le texte même est emprunté à l'exposé fait par le garde des sceaux lors de la révision du Code pénal en 1832, amenèrent un changement complet dans le mode de surveillance. Il n'y eut plus de cautionnement ; mais le gouvernement perdit en même temps le droit d'assigner une résidence au

---

(1) Code pénal progressif, p. 162.

condamné. Le droit de surveillance se borna au droit d'interdire au libéré certains lieux où sa présence pourrait être dangereuse. Il restait maître de déterminer lui-même le lieu où il entendait s'établir ; mais comme cependant la police administrative ne doit pas le perdre de vue, « le condamné devra déclarer avant « sa mise en liberté le lieu où il veut fixer sa résidence ; il recevra une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter, et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il sera tenu « de se présenter dans les vingt-quatre heures devant « le maire de sa commune ; il ne pourra changer de « résidence sans avoir indiqué trois jours à l'avance à « ce fonctionnaire le lieu où il se propose d'aller habiter, et sans avoir reçu de lui une nouvelle feuille « de route. » (Art. 44 C. pr., 1832.)

Ce système, beaucoup plus doux que celui du Code pénal de 1810, est aussi résumé dans une circulaire du ministre de l'intérieur, du 18 juill. 1833.

« Ainsi, les condamnés doivent être dispensés à « l'avenir de toutes ces mesures de police qui, en « donnant au fait une inévitable publicité, les frappaient d'une sorte de réprobation universelle, et les « mettaient dans l'impossibilité d'amender leur conduite. Ils ne seront donc plus assujettis à se repré« senter à des époques périodiques, comme on leur « en avait imposé l'obligation dans certaines villes. Il « faut qu'ils soient toujours connus de l'administration, mais qu'ils restent inconnus du public. »

Mais une triste expérience a prouvé combien les mesures prescrites par le législateur de 1832 étaient in-

suffisantes; les conditions de la circulation avaient été changées, et la police était impuissante à suivre ceux qui avaient été confiés à sa garde. Cette question préoccupait vivement les esprits, et en 1844, un projet de loi, dû à l'initiative de la chambre des pairs, proposait de revenir au système de 1810. Consultés par le ministre de l'intérieur, les préfets furent presque tous d'accord pour qu'on en revînt à la résidence obligée. C'est du reste ce qu'a fait le décret du 8 décembre 1851, qui régit aujourd'hui les condamnés placés sous la surveillance.

Ce décret donne au gouvernement le droit de déterminer le lieu dans lequel le condamné devra résider après qu'il aura subi sa peine (art. 3), le séjour de Paris et celui de la banlieue de cette ville étant du reste interdit à tous les individus placés sous la surveillance de la haute police (art. 4), à moins qu'ils n'aient obtenu de l'administration un permis de séjour (art. 5).

C'est à l'administration à surveiller les libérés, c'est à elle qu'il appartient de déterminer les formalités propres à constater la présence continue du condamné dans le lieu de sa résidence.

L'infraction à ces prescriptions constitue un délit spécial connu sous le nom de rupture de ban.

L'art. 45 du Code pénal de 1810 donnait au gouvernement le droit de faire arrêter et de détenir, sans l'intervention de l'autorité judiciaire, le condamné en état de rupture de ban, et cela, si cette mesure était jugée nécessaire, pour tout le temps pendant lequel il devait encore se trouver sous la surveillance : cette dé-

tention administrative pouvait donc durer toute la vie du condamné, puisque dans un grand nombre de cas, le plus souvent même, la surveillance est perpétuelle.

En 1832, on substitua à ces dispositions par trop rigoureuses un emprisonnement de cinq ans au plus, qui devait être prononcé par les tribunaux correctionnels.

Voici le texte de l'art. 45 du Code pénal tel qu'il fut alors rédigé : « En cas de désobéissance aux dis-« positions de l'article précédent, l'individu mis sous « la surveillance de la haute police sera condamné « par les tribunaux correctionnels à un emprisonne-« ment qui ne pourra excéder cinq ans. »

Cet article, qui n'a point été abrogé par le décret du 8 décembre 1851, est encore en vigueur aujourd'hui.

Toutefois le décret de 1851 permet au gouvernement de transporter, par mesure de sûreté générale, dans une colonie pénitentiaire, à Cayenne ou en Algérie, les individus placés sous la surveillance de la haute police et qui sont reconnus coupables de rupture de ban. La durée de cette transportation sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

L'art. 7 du décret détermine quelle sera la condition de ces transportés dans le lieu d'exécution de leur peine. Ils seront, dit-il, assujettis au travail sur l'établissement pénitentiaire, et de plus ils seront privés de leursdroits civils et politiques. Il ne faut pas, comme le fait très-bien remarquer M. Ortolan, prendre à la lettre les expressions de cet article. La privation com-

plète des droits civils et politiques n'est pas autre chose que la mort civile, et telle n'a point été l'intention du législateur. Ce qu'il a voulu dire, et cela résulte des termes mêmes de l'art. 7, c'est soumettre le condamné aux lois militaires. L'article, en effet, continue ainsi : « Ils seront soumis à la juridiction mili-« taire, les lois militaires leur seront applicables. »

En cas d'évasion de l'établissement pénitentiaire, les transportés doivent être condamnés à un emprisonnement qui ne peut excéder le temps pendant lequel ils ont encore à subir la transportation. Pendant la durée de cet emprisonnement, ils sont également soumis à la discipline et à la subordination militaires, envers leurs chefs et surveillants civils ou militaires.

Tel est le système actuellement en vigueur ; il laisse une grande latitude à l'administration qui, du reste, il faut le reconnaître, est pour ainsi dire seule compétente en pareille matière. Toutefois, il donne aussi satisfaction au principe qui veut que les tribunaux soient appelés à connaître de toutes les infractions à la loi pénale, et c'est seulement lorsque le tribunal correctionnel aura condamné un individu pour rupture de ban que le ministre de l'intérieur aura le droit d'ordonner sa transportation. Ce système nous paraît sauvegarder aussi complétement que possible les droits de la société ; mais ne peut-on pas lui adresser les mêmes reproches qu'en 1832 on adressait à celui du Code pénal de 1810 ? La loi laisse-t-elle au condamné les moyens de trouver facilement du travail, le libéré n'est-il point trop signalé à la défiance publique ?

Le décret de 1851 ne donne à cet égard aucune prescription, il laisse l'administration libre de prendre telles mesures qu'elle jugera convenables, lui permettant aussi d'exercer la surveillance d'une manière plus ou moins rigoureuse, suivant la conduite et les antécédents du libéré.

C'est là, nous le croyons, une faculté qui, sagement comprise, peut produire les meilleurs résultats.

La surveillance de la haute police résulte, avons-nous dit, des condamnations à des peines afflictives et infamantes temporaires. La loi n'a point eu à s'occuper des peines perpétuelles, puisqu'elle ne laissait point au condamné la possibilité de rentrer dans la société ; toutefois une question se présente : l'individu condamné aux travaux forcés à perpétuité peut voir sa peine commuée, il peut être gracié, sera-t-il alors soumis à la surveillance ? Nous n'hésiterons pas un seul instant à décider affirmativement cette question, et cela sans distinguer entre le cas où la peine a été commuée et celui où le condamné a été gracié. Nous donnerons la même solution, alors même que le condamné n'aurait, par suite de la commutation de la peine, subi qu'un simple emprisonnement correctionnel.

La surveillance de la haute police n'est point attachée à la peine subie, mais bien à la peine prononcée : dans le cas d'une condamnation à une peine perpétuelle, si la loi n'a pas prononcé la surveillance, c'est que la loi statue sur le *quod plerumque fit*, et qu'elle n'a pas pensé au cas d'une grâce ou d'une commutation de peine. Nous examinerons plus tard quels peu-

vent être, sur les incapacités résultant de condamnations pénales, les effets de la grâce.

L'art. 49 du Code pénal permet aux tribunaux de renvoyer sous la surveillance de la haute police les individus condamnés pour des crimes ou délits intéressant la sûreté intérieure ou extérieure de l'État; mais dans ce cas la surveillance n'a pas lieu de plein droit, à moins que la peine prononcée ne soit une de celles qui, aux termes des art 47 et 48, entraînent par elles-mêmes la surveillance de la haute police.

Mais si le coupable est condamné à la dégradation civique, par exemple, ou même simplement à une peine correctionnelle, l'arrêt ou le jugement de condamnation doit expressément la prononcer : quelle sera alors sa durée? L'art. 49 dit que les condamnés devront être renvoyés sous la même surveillance que ceux dont il est parlé en l'art. 48, et l'art. 48, à son tour, déclare que les condamnés au bannissement doivent être renvoyés sous la même surveillance que les condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention et à la reclusion.

Ces mots, *même surveillance*, ne peuvent donc évidemment s'entendre du temps qu'elle doit durer, puisque le temps n'est pas le même suivant qu'on se place dans l'hypothèse de l'art. 47 ou dans celle de l'art. 48; nous croyons qu'ils se rapportent à la nature et aux effets de cette peine, les mêmes dans tous les cas. Il n'y a donc pas dans la loi de délai fixé pour le temps pendant lequel la surveillance doit être prononcée, en vertu de l'art. 49 du Code pénal, et nous accordons aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire à cet égard.

La peine de surveillance, qu'elle soit temporaire ou à vie, est une peine continue et, par conséquent, imprescriptible : toutefois, et cela est d'une grande importance pratique, toutes les fois qu'elle n'est prononcée que pour un temps déterminé, son exécution est suspendue pendant tout le temps que le condamné subit une peine d'emprisonnement à raison d'un autre délit, et cela alors même que ce délit ne serait autre que celui de rupture de ban (1), Elle n'est au contraire ni suspendue ni effacée par la permission administrative, donnée au condamné, d'habiter en pays étranger (2), ou même de résider dans des lieux qui lui sont interdits, dans le département de la Seine par exemple.

CHAPITRE IV.

DES INCAPACITÉS RÉSULTANT DE CONDAMNATIONS A DES PEINES CORRECTIONNELLES OU DE CERTAINES LOIS SPÉCIALES.

Le Code pénal de 1810 a donné aux tribunaux correctionnels le droit d'interdire aux condamnés dans certains cas, en tout ou en partie, l'exercice de droits civiques, civils et de famille, qu'il énumère dans son art. 42.

Ces droits, dont l'interdiction peut être prononcée, sont les suivants :

---

(1) Cassation, 19 mai 1841.
(2) Cassation, 13 déc. 1844.

« 1° De vote et d'élection ; 2° d'éligibilité ; 3° d'être « appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres « fonctions publiques, ou aux emplois de l'adminis- « tration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; 4° de « port d'arme ; 5° de vote et de suffrage dans les déli- « bérations de famille ; 6° d'être tuteur, curateur, si « ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la « famille ; 7° d'être expert ou employé comme témoin « dans les actes ; 8° de témoignage en justice autrement « que pour y faire de simples déclarations. » (Art. 42, Code pén.)

Ce sont, on le voit, a peu près les mêmes déchéances que celles qui sont prononcées par l'art. 34 au cas de dégradation civique : toutefois de profondes différences séparaient les deux institutions. La dégradation civique, nous l'avons dit, n'est pas prononcée par le juge, elle est une conséquence nécessaire de l'arrêt de condamnation ; jamais, au contraire, les déchéances de l'art. 42 ne frappent le condamné de plein droit, et alors même qu'elles sont ordonnées par la loi, elles doivent faire l'objet d'une disposition expresse du jugement. L'omission du tribunal ne saurait être réparée, lorsque le jugement n'est plus susceptible d'être réformé par la voie de l'appel. Nous avons vu aussi que la dégradation civique pouvait être prononcée comme peine principale, les incapacités de l'art. 42 ne sont jamais que les accessoires d'une peine correctionnelle.

Enfin, nous avons exprimé le regret que l'art. 34 du Code pénal ne pût, suivant les circonstances, être fractionné, de telle sorte qu'il fût permis au juge de

faire un choix parmi les déchéances qu'il renferme, mesurant leur application à la gravité et à la nature du crime dont le condamné s'était rendu coupable. L'art. 42 présente sous ce rapport un système préférable, le juge peut interdire en tout ou en partie l'exercice de sdroits dont nous avons donné l'énumération. Cependant les juges ne jouissent pas de toute la latitude que semble leur accorder l'art 42. La généralité des termes de cet article se trouve immédiatement restreinte par l'article suivant, qui ne permet de prononcer cette interdiction que lorsqu'elle a été autorisée ou ordonnée par une disposition particuculière de la loi.

Ainsi, si les art. 401, 405, 406 et 410 du Code pénal laissent au juge un pouvoir en quelque sorte discrétionnaire quant à l'application de l'art. 42; l'art. 123 au contraire, relatif aux coalitions de fonctionnaires, le laisse libre de prononcer ou non l'interdiction, mais s'il la prononce, elle ne peut porter que sur certains droits spécialement déterminés; l'art. 187 va plus loin encore : le coupable doit être nécessairement interdit de toute fonction ou emploi public pendant un temps déterminé.

Les incapacités dont nous parlons sont essentiellement temporaires, et c'est là encore une différence qui les sépare de celles qui résultent de la dégradation civique, dont nous savons que la durée est indéfinie.

La sanction des dispositions de l'art. 42 en ce qui concerne le droit privé, est la nullité absolue des actes auxquels le condamné a concouru comme tuteur ou comme témoin; cette nullité est d'ordre public, et par

là même peut être invoquée par toute partie intéressée. Toutefois nous aurions peine à admettre que l'incapable lui-même pût la faire valoir, toutes les fois qu'il y aurait dol de sa part, et nous admettrions ce dol toutes les fois qu'il n'aurait pas fait connaître son état; il ne pourrait d'ailleurs, au cas de condamnation contradictoire, alléguer sa bonne foi, les incapacités dont il s'agit ayant été prononcées par le jugement même qui l'a condamné.

Les tribunaux correctionnels peuvent encore restreindre la capacité du condamné à un autre point de vue. Ils peuvent en effet, d'après l'art. 50 du Code pénal, placer les coupables sous la surveillance de la haute police, dans certains cas spécialement déterminés par la loi. Nous avons dit ce qu'était cette surveillance de la haute police, nous avons montré combien cette peine était rigoureuse, nous n'avons pas à revenir sur ce sujet.

Mais il faut faire remarquer que la surveillance n'est jamais la conséquence nécessaire d'une condamnation correctionnelle, que le juge la doit prononcer, qu'elle doit faire l'objet d'une disposition expresse du jugement de condamnation, et qu'enfin sa durée est toujours limitée.

Une question s'est élevée sur l'application de cette peine lorsque le tribunal, tout en condamnant le prévenu, reconnaissait qu'il existait en sa faveur des circonstances atténuantes. L'art. 463, qui accorde aux juges le droit d'abaisser l'emprisonnement au-dessous de six jours et l'amende au-dessous de 16 fr. qui même permet de substituer l'amende à l'emprisonne-

ment, est muet quant au renvoi sous la surveillance. Faut-il en conclure que les juges ne sont pas autorisés à réduire la peine de la surveillance au-dessous du minimum déterminé par les articles du Code qui la prononcent? Faut-il en conclure qu'ils n'ont pas le droit de dispenser le prévenu de cette peine, dans les cas où le Code l'attache nécessairement à la peine principale, dans le cas de récidive, par exemple (art. 58 C. pr.)?

La Cour de cassation avait d'abord refusé de reconnaître aux tribunaux correctionnels cette faculté, se fondant sur ce que le dernier paragraphe de l'art. 463 qui autorise les tribunaux correctionnels à réduire, même en cas de récidive, l'emprisonnement et l'amende, n'étend pas cette faculté à la mise en surveillance (arrêt du 8 mars 1847). Mais c'était ici méconnaître le véritable esprit de l'art. 463 qui, en permettant d'étendre les circonstances atténuantes aux récidivistes, permettait par là même de faire une complète abstraction de l'état de récidive; et du reste, comme le font très-bien remarquer MM. Chauveau et Faustin Hélie dans leur savant *Traité de droit pénal*, pour être logique dans ce système, il faudrait aller jusqu'à dire qu'une peine de 15 fr. d'amende entraînera nécessairement cinq ans de surveillance.

La Cour suprême est, du reste, revenue sur sa jurisprudence, et un arrêt du 26 avril 1839 porte que : « l'art. 463 du Code pénal, qui établit pour les tribu-
« naux la faculté de déclarer des circonstances atté-
« nuantes, et qui détermine les conséquences de cette
« déclaration, est général dans ses dispositions, et s'ap-

« plique à tous les crimes et délits prévus par le Code « pénal et à toutes les peines qu'il prononce; que la « mise en surveillance est une peine et se trouve qua- « lifiée telle par l'art. 11 du Code pénal; d'où il suit « qu'en cas de circonstances atténuantes les tribu- « naux ont la faculté, vis-à-vis des individus convain- « cus de vagabondage comme de ceux convaincus de « tous autres délits, de réduire la surveillance au- « dessous du minimum et même d'en dispenser com- « plétement le condamné. »

Nous adoptons complétement les considérants de cet arrêt, qui nous paraissent résumer les véritables principes de la matière.

Il nous reste à parler de certaines incapacités prononcées par des lois spéciales en dehors de l'art. 42 du Code pénal contre des individus frappés d'une condamnation correctionnelle. Parmi ces incapacités, quelques-unes présentent le caractère de celles qui sont édictées par l'art. 42, en ce qu'elles doivent être prononcées par le juge et en ce que leur durée est limitée; d'autres, au contraire, résultent de plein droit soit de la peine, soit de la nature du délit.

L'art. 335 du Code pénal, par exemple, prononce contre quiconque a attenté aux mœurs, en excitant habituellement à la débauche des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, l'interdiction de toute tutelle ou curatelle et de toute participation à un conseil de famille, pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Si le délit prévu par l'art. 335 a été commis par les parents, tuteurs ou autres personnes chargées de la surveillance des enfants mineurs, la durée de l'in-

terdiction doit être de dix ans au moins, de vingt ans au plus.

Enfin, le père ou la mère qui se sont rendus coupables de ce délit sont privés de la puissance paternelle et des avantages qui y sont attachés.

L'art. 42 du Code pénal ne comprend pas, parmi les incapacités qu'elle prononce, celle de faire partie de l'armée, de la garde nationale, de tenir une école. Les lois du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée, du 22 mars 1831 sur la garde nationale, du 23 juin 1837 sur l'instruction primaire, avaient comblé cette lacune en déclarant incapables de servir dans l'armée, dans la garde nationale ou de tenir école, les condamnés pour certains délits correctionnels. La loi du 21 mars 1832 est seule encore en vigueur aujourd'hui. L'art. 2 de cette loi déclare exclus du service militaire « les individus condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au-dessus, et qui ont en outre été placés par le jugement de condamnation sous la surveillance de la haute police et interdits des droits civiques, civils et de famille; et le remplaçant doit produire un certificat attestant qu'il n'a jamais été condamné à une peine correctionnelle, pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs. » (Art. 20.)

L'art. 16 de la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement déclare incapables de tenir une école publique ou libre, ou d'y être employés, les individus condamnés pour « délits contraires à la probité ou aux « mœurs, ceux privés par jugement de tout ou partie « des droits mentionnés en l'art. 42 du Code pénal et

« ceux interdits en vertu des art. 30 et 33 de la-« dite loi. » Ceite dernière disposition permet d'atteindre les instituteurs frappés d'interdiction par le conseil académique. Cette loi nous offre l'exemple d'une peine accessoire dérivant d'une autre peine accessoire. La privation de l'un des droits énumérés par l'art. 42 entraîne en effet, *ipso jure*, la déchéance du droit d'enseigner.

La loi du 13 juin 1851 sur l'organisation de la garde nationale exclut de ses rangs, par son art. 9, tous les individus qu'énumère l'art. 8 de la loi électorale du 31 mars 1850; tous ceux qui sont privés par jugement de leurs droits civils et politiques; ceux enfin qui sont condamnés à trois mois d'emprisonnement au moins, par application de la loi du 17 mars 1851, loi qui réprime les fraudes commises sur la vente des marchandises.

Le Code pénal de 1810 n'écartait de l'urne électorale que les condamnés à des peines afflictives et infamantes; mais l'exercice des droits politiques ayant pris depuis 1848 une importance de plus en plus grande, des lois successives vinrent éliminer tous les individus que leurs antécédents pouvaient à bon droit rendre suspects. Les lois du 15 mars 1849, du 31 mars 1850, le décret du 2 février 1852, ont tour à tour réglé cette matière. Les causes qui aujourd'hui ne permettent pas d'être inscrit sur les listes électorales sont toutes énumérées dans les art. 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852.

Enfin, une loi des 4 et 18 juin 1853 sur le jury renouvelle la plupart des dispositions du décret 1852,

et de plus déclare incapables d'être jurés les individus en état d'accusation et de contumace, ceux contre qui un mandat d'arrêt ou de dépôt est lancé. De plus, tout individu condamné à un emprisonnement d'au moins un mois, ne peut être porté sur les listes du jury que cinq années après l'expiration de sa peine.

CHAPITRE V.

COMMENT PEUVENT S'EFFACER LES INCAPACITÉS RÉSULTANT DE CONDAMNATIONS PÉNALES.

Les incapacités qui résultent de condamnations pénales ont le plus souvent, comme nous l'avons déjà dit, une durée indéfinie; toutefois elles ne sont point nécessairement perpétuelles, et il nous reste, pour terminer cette étude, à rechercher quel peut être sur les incapacités l'effet d'une restitution légale ou d'une restitution gracieuse accordée au condamné.

SECTION I.

RESTITUTION LÉGALE.

Les modes de restitution légale sont la révision, la comparution du contumax et la réhabilitation. Les deux premiers modes anéantissent la condamnation en même temps que les incapacités qu'elle entraînait. La réhabilitation, au contraire, fait bien disparaître les incapacités, mais ne porte aucune atteinte au jugement lui-même.

§ 1.

De la révision.

Le but de la révision est de réparer les erreurs de la justice et de proclamer l'innocence méconnue.

Dans l'ancien droit, un condamné pouvait, dans certains cas, obtenir du roi des lettres de révision, à l'effet de faire examiner de nouveau une affaire déjà terminée par un arrêt rendu en dernier ressort. En matière capitale, si le nouvel arrêt reconnaissait l'innocence du requérant, il devait être considéré comme n'ayant jamais été frappé de mort civile. Les lettres de révision pouvaient être accordées après la mort du condamné afin de réhabiliter sa mémoire.

Lors de la création du jury, la révision des procès criminels fut écartée par l'Assemblée constituante, mais bientôt elle fut rétablie par les décrets du 10 août 1792 et du 13 mai 1793.

Aujourd'hui la révision des arrêts criminels ne peut avoir lieu que dans trois cas spécialement déterminés par la loi, et alors seulement que les arrêts ne peuvent plus être attaqués par aucune autre voie : 1° quand un accusé a été condamné pour crime, et qu'un autre a été condamné par un autre arrêt comme auteur du même crime, si les deux arrêts sont inconciliables et sont la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné (443 C. inst. crim.); 2° lorsque, après une condamnation pour homicide, on acquiert la preuve de l'existence de la personne dont la mort supposée a donné lieu à la condamnation

(444 inst. cri.) : ce cas est le seul où la révison puisse avoir lieu après la mort du condamné (447 *ibid.*); 3° quand après une condamnation prononcée, un ou plusieurs témoins sont condamnés pour faux témoignage à charge (445 *ibid.*).

La révision, quand elle est prononcée, a des effets radicaux : « Elle attaque le principe et le fondement « de l'incapacité, et dès que l'innocence paraît, non-« seulement toutes les suites du crime sont effacées de « plein droit, mais on juge qu'elles n'ont jamais sub-« sisté : le ministère du juge déclare l'innocence et ne « la donne pas; c'est même parler improprement que « de dire qu'un jugement d'absolution a un effet ré-« troactif : disons plutôt que l'innocence n'a été qu'ob-« scurcie pendant que la condamnation a subsisté, « et bien loin qu'il faille emprunter le secours de la fic-« tion pour détruire dans le passé l'effet d'une telle « condamnation, on peut dire, au contraire, qu'il fau-« drait admettre une espèce de fiction pour réputer « coupable celui qui a toujours été innocent (1). »

§ 2.

Comparution du contumax.

C'est là le cas le plus fréquent de restitution légale, et nous avons vu, en traitant des différentes incapacités, quel pouvait être sur elles l'effet de la comparution du contumax. Nous ne reviendrons pas sur ce que nons avons déjà dit.

---

(1) D'Aguesseau, 57e plaidoyer.

§ 3.

De la réhabilitation.

Dans notre ancien droit, la réhabilitation ne fut qu'une des formes de la grâce : les lettres de réhabilitation cependant, depuis l'ordonnance de 1681, commencèrent à se séparer des autres lettres de grâce par les conditions mises à leur obtention et par les effets qu'elles produisaient. « Les lettres de réhabilitation, « dit Rousseau de la Combe, s'accordent lorsque le « condamné a satisfait à la peine, amende et intérêts « civils, et que, pour ôter la note d'infamie et l'inca- « pacité d'agir civilement qui lui reste, il a recours au « prince pour obtenir des lettres de réhabilitation... « Par ces lettres, le roi remet, rétablit et réhabilite le « condamné en sa bonne fame et renommée, tout « ainsi qu'il était avant le jugement de condamnation, « sans que pour icelle il lui puisse être imputé aucune « incapacité ni aucune note d'infamie, lesquelles de- « meurent ôtées et effacées avec pouvoir de contracter « et de faire tous actes civils (1). »

Ainsi commençait à se dégager l'une des deux idées fondamentales de la réhabilitation, telle que nous la comprenons aujourd'hui. Il faut que la peine soit expiée, l'amende payée, le dommage réparé, mais on n'exigeait pas encore que le condamné eût donné des garanties pour l'avenir, et l'on ne pensait pas que la réhabilitation fût pour lui, non pas une faveur,

(1) Rousseau de la Combe, Mat. crim., p. 520.

mais une justice à laquelle son repentir pût lui donner droit.

La Constituante avait aboli le droit de grâce comme inutile et dangereux pour tous les crimes jugés par le jury, et l'avait transporté pour les autres à l'autorité judiciaire (1), mais elle conserva la réhabilitation, qui dès lors se sépara nettement de la grâce.

La réhabilitation, telle qu'elle fut organisée alors, était un acte mixte d'administration et de juridiction. Dix ans après l'expiration de la peine pour les condamnations afflictives, dix ans après le jugement pour les condamnations seulement infamantes, le condamné qui depuis deux ans était domicilié dans le territoire de la même commune, pouvait demander un certificat de bonne conduite aux autorités municipales. Si ce certificat était accordé, le condamné se présentait devant le tribunal de son domicile accompagné de deux officiers municipaux revêtus de leur écharpe qui, après avoir donné lecture du jugement de condamnation, disaient à haute voix : « Un tel a expié son crime en subissant « sa peine ; maintenant sa conduite est irréprochable : « nous demandons au nom de son pays que la trace « du crime soit effacée. » Le président du tribunal répondait alors : « Sur l'attestation et la demande de « votre pays, la loi et le tribunal effacent la trace de « votre crime. »

C'était, on le voit, la municipalité qui en réalité décidait souverainement.

Lors de la discussion du Code d'instruction crimi-

---

(1) Loi du 25 sept 1791, art. 13.

nelle, le principe de la réhabilitation fut maintenu; mais on lui donna dès lors un caractère mixte qu'elle a conservé encore aujourd'hui. Toutefois, et c'est là un point important à signaler, on maintint une distinction très-marquée entre la réhabilitation et la grâce, quoique cependant elles fussent toutes deux considérées comme des actes de souveraineté.

Le conseil municipal continua de donner au condamné qui demandait sa réhabilitation des certificats de bonne conduite. Ces certificats devaient, avec la demande en réhabilitation, être déposés au greffe de la Cour dans le ressort de laquelle résidait le condamné. Dans les trois mois du dépôt, la Cour, le procureur général entendu, devait donner son avis sur la demande; si l'avis était défavorable, le condamné devait par cela seul subir une prolongation de délai; s'il était favorable, le ministre de la justice adressait un rapport au souverain, qui seul statuait.

Sous l'empire du Code pénal de 1810, la réhabilitation ne pouvait être invoquée par des condamnés à des peines correctionnelles, et cependant de nombreuses lois étaient venues successivement prononcer des incapacités perpétuelles comme conséquence de ces condamnations. Il y avait là une choquante anomalie : il était absurde de décider, par exemple, que de deux coupables condamnés pour le même crime, l'un à la reclusion, l'autre à l'emprisonnement seulement, parce que le jury avait reconnu qu'il existait en sa faveur des circonstances atténuantes, le premier seulement pouvait se faire réhabiliter, tandis que le second serait à jamais privé de certains droits civils.

Le gouvernement sentit les vices d'un pareil système, et deux projets de loi furent faits, l'un en 1842 à la chambre des pairs, l'autre en 1846 à la chambre des députés; mais tous deux furent repoussés, par cette raison que l'infamie n'atteignait pas les condamnés à des peines correctionnelles. « Ce serait, disait-on, jeter « l'infamie sur les peines correctionnelles, sous le « prétexte de leur assurer le bénéfice de la réhabili- « tation. »

Un décret du 18 avril 1848 fit cesser cette anomalie, et permit aux condamnés correctionnels de demander leur réhabilitation. Toutefois, il modifiait le système du Code d'instruction criminelle, supprimant l'intervention des Cours et du chef de l'État.

Ce décret n'était du reste que provisoire, et cette matière fut définitivement réglée par la loi du 6 juillet 1852 qui nous régit aujourd'hui.

L'exposé des motifs de cette loi répond d'une manière péremptoire aux objections qui avaient été faites, lorsqu'il s'était agi d'étendre la réhabilitation aux condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels : « En matière de faillite, dit-on, la réhabilitation, « une réhabilitation spéciale, il est vrai, intervient « pour restituer la capacité commerciale ; est-ce à dire « qu'elle suppose une infamie préexistante et qu'elle « ait à en laver la tache? Est-il plus raisonnable d'a- « vancer qu'une confusion entre la peine correction- « nelle et la peine infamante est imminente, du moment « où la réhabilitation devient commune aux incapa- « cités qui leur survivent? Mais les peines elles- « mêmes, ce qui est bien autrement grave, n'ont-elles

« pas un point de contact dans la juridiction gracieuse
« dont toutes relèvent et où toutes se rencontrent?
« Perdent-elles pour cela leur caractère particulier et
« leur signification morale? L'expérience est faite de-
« puis quatre ans que le décret du gouvernement pro-
« visoire est en vigueur, et il n'apparaît pas qu'une
« confusion s'opère dans les esprits, entre les actions
« punissables de diverses natures; rien n'annonce que
« la notion du crime et du délit s'altère dans l'opinion
« publique. »

Non-seulement les condamnés en police correctionnelle, mais encore les bannis, les récidivistes, les condamnés à la surveillance, tous ceux enfin qui sont frappés d'une incapacité à la suite d'une condamnation, peuvent être réhabilités. Les condamnations pour contraventions sont les seules désormais qui ne peuvent donner lieu à la réhabilitation. Il n'y a exception à cette règle que pour ceux qui ayant une première fois été condamnés pour crime, ont commis un second crime et subissent une nouvelle condamnation à une peine afflictive ou infamante. Ne peuvent non plus se faire réhabiliter ceux qui, après une première réhabilitation, ont subi une condamnation nouvelle.

La réhabilitation, dans la loi nouvelle, est le prix de l'expiation et du repentir; c'est le prix de la justice même, et elle se sépare de plus en plus de la grâce :

« Vouloir assimiler la réhabilitation et la grâce, c'est
« faire une confusion monstrueuse en droit pénal. La
« réhabilitation est une justice rendue au condamné,
« tandis que la grâce est un acte de clémence. »

Cependant la loi nouvelle a maintenu le système

mixte adopté par le Code de 1808. La commune est consultée, la justice donne son avis qui, défavorable, suffit pour rejeter la demande, et qui, favorable, saisit le chef de l'État, qui seul peut prononcer la réhabilitation.

Des conditions sont imposées au condamné qui veut demander sa réhabilitation. Il faut avant tout, et c'est là la première condition, que le crime soit expié, que la peine ait été subie. Ainsi le condamné qui a prescrit sa peine ne pourra jamais être admis à se faire réhabiliter. Toutefois, « le bienfait du souve-« rain est, aux yeux de la loi, une garantie aussi puis-« sante que l'expiation même, » et celui qui a su mériter la remise totale ou partielle de sa peine peut ensuite être réhabilité; c'est ainsi que le condamné à mort lui-même, dont la peine a été commuée, peut en invoquer le bénéfice.

La seconde condition est la justification que doit faire le condamné du payement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts auxquels il a été condamné, ou de la remise qui lui en a été faite. A défaut de cette justification, il doit établir qu'il a subi le temps de contrainte par corps déterminé par la loi, ou que la partie lésée a renoncé à ce moyen d'exécution (C. d'inst. crim., 623). Celui qui ne s'est libéré de l'amende ou des dommages-intérêts que par la prescription ne peut être réhabilité. Par application du même principe, le condamné pour banqueroute frauduleuse qui demande sa réhabilitation doit justifier du payement intégral du passif de la faillite ou de la remise qui lui en a été faite. Observons toutefois que la

réhabilitation dont il s'agit ici ne le relève que des droits civils et politiques dont l'avait privé la condamnation, et que les incapacités prononcées par l'art. 312 du Code de commerce subsistent encore contre lui. C'est un criminel réhabilité, ce n'est pas un commerçant réhabilité.

La troisième condition est une sorte d'épreuve à laquelle on a dû soumettre le condamné, c'est-à-dire l'expiration d'un certain délai depuis qu'il est rentré dans la société. Ce délai est aujourd'hui de cinq ans s'il s'agit d'une condamnation criminelle, de trois ans seulement s'il s'agit d'une condamnation correctionnelle. Le délai court du jour où la peine corporelle est exécutée; s'il s'agit de la dégradation civique ou de la surveillance de la haute police prononcées comme peines principales, du jour où la condamnation est devenue irrévocable.

Enfin la quatrième et dernière condition n'est en quelque sorte que la sanction de la précédente. Pendant le temps d'épreuve, la conduite du libéré doit être observée d'une manière suivie; il faut pour cela qu'il réside pendant un temps déterminé dans le même lieu, surveillé par les mêmes personnes. Aussi le condamné à une peine afflictive ou infamante ne peut-il demander sa réhabilitation s'il n'a résidé dans le même arrondissement pendant cinq années, et pendant les deux dernières dans la même commune. Trois années de résidence dans le même arrondissement, dont deux dans la même commune, suffisent au condamné à une peine correctionnelle.

Telles sont les conditions imposées au condamné

qui veut obtenir sa réhabilitation ; quant aux formes qu'il doit suivre, elles sont déterminées par les art. 622 à 633 du Code d'instruction criminelle, auxquels nous renvoyons. Ces formes se rapprochent beaucoup, du reste, de celles qui ont été adoptées par le Code de 1808. Notons toutefois que l'insertion dans les journaux de la demande en réhabilitation est supprimée.

La réhabilitation est un puissant moyen de moralisation ; toutefois, elle n'a pas répondu jusqu'à présent aux espérances du législateur : « C'est peut-être, « comme le disait M. Langlais au Corps législatif, « qu'il lui a toujours manqué ce complément signalé, « appelé depuis tant d'années, d'une amélioration « vraie dans le régime pénitentiaire. Tant que le con- « damné rentrera dans la société plus perverti qu'a- « vant la peine, la réhabilitation ne cessera pas d'être « une exception rare, quand la société serait intéres- « sée à la voir devenir commune et générale. »

SECTION II.

RESTITUTION GRACIEUSE.

On comprend sous le nom générique de *restitution gracieuse* tout acte de pure faveur dont le but est de remettre à un condamné tout ou partie de la peine qu'il devrait subir. Ce droit fut, sous notre ancienne monarchie, l'attribut de la souveraineté. Les effets de la grâce différaient alors suivant la nature des lettres qui avaient été accordées. L'Assemblée constituante refusa à la royauté le droit de faire grâce, interdisant

l'usage de tous actes tendant à empêcher ou suspendre l'exercice de la justice criminelle. Mais elle réservait au pouvoir législatif le droit d'arrêter l'action de la loi lorsque l'intérêt de la société l'exigeait.

Le sénatus-consulte du 16 thermidor an X établit le droit de grâce en faveur du premier consul, et depuis ce droit fut reconnu au chef de l'Etat par les différentes constitutions qui se sont succédé.

Il n'y a plus aujourd'hui de lettres de rémission, d'abolition, de pardon, etc. Toutefois, la restitution gracieuse peut se produire sous une double forme, l'amnistie et la grâce proprement dite.

§ 1.

Amnistie.

Quelquefois il peut arriver qu'à la suite de certains événements politiques, il importe à la société de jeter un voile sur des faits dont la constatation pourrait être dangereuse, et dont on ne saurait rechercher les auteurs sans raviver des passions mal éteintes ; c'est alors qu'intervient l'amnistie, institution plutôt réelle que personnelle, qui s'applique principalement aux faits, et ne touche qu'accessoirement aux personnes.

Une disposition expresse de la constitution de 1852 reconnaît à l'empereur le droit de l'amnistie.

Le but de l'amnistie est l'oubli du passé, et ses effets sont ainsi définis par M. de Peyronnet dans *les Pensées d'un prisonnier* : « Amnistie, c'est abolition et « oubli ; grâce, ce n'est que passé et pardon. L'amnis-« tie ne remet pas, elle efface ; la grace n'efface rien,

« elle abandonne et remet. L'amnistie retourne vers « le passé et y détruit jusqu'à la dernière trace du « mal; la grâce ne va que dans l'avenir et conserve « dans le passé tout ce qu'il a souffert ou produit. »

« L'amnistie pleine et entière, dit un arrêt de la « Cour de cassation, porte avec elle l'abolition des « délits qui en sont l'objet, des poursuites faites « ou à faire, des condamnations qui auraient été ou « qui pourraient être prononcées; tellement que ces « délits, couverts du voile de la loi, sont, au regard « des Cours et des tribunaux, sauf le droit des tiers en « réparation du dommage par action civile, comme s'ils « n'avaient pas été commis. »

C'est par application de ces principes que l'on a constamment décidé que l'amnistie efface tellement le délit qu'il ne saurait servir de base à la récidive, pas plus qu'à la pénalité administrative de la loi de 1858. Mais les droits des tiers doivent être respectés, et il a été jugé aussi que l'amnistie accordée seulement après les cinq ans qui ont suivi la condamnation par contumace, ne pourrait rendre au condamné ses biens dont la dévolution avait été faite à ses héritiers.

§ 2.

De la grâce.

La grâce est le pardon que le chef de l'État accorde au condamné en lui faisant remise de tout ou partie de sa peine. Comme la réhabilitation, elle ne peut intervenir qu'après un jugement définitif, elle n'implique

en aucune façon ni l'injustice ni même la trop grande rigueur de la condamnation. La commutation de peine qui consiste dans la substitution d'une peine plus douce à celle qui avait été prononcée par l'arrêt, n'est qu'une forme du droit de grâce.

Le droit de grâce appartient aujourd'hui à l'empereur.

Il est certain, qu'en l'absence d'une disposition expresse, la grâce accordée ne fait cesser que la peine principale et non les incapacités que cette peine a pu entraîner. Mais les lettres de grâce pourraient-elles, par une clause spéciale, remettre les incapacités résultant de condamnations pénales ?

C'est là une question fort importante et fort controversée.

Autrefois et jusqu'en 1823, ce droit n'était pas contesté au pouvoir exécutif. Mais à cette époque la question s'éleva à l'occasion de l'art. 3 de la loi du 28 fructidor an VII, qui déclarait déchus du droit à la solde de retraite, les condamnés à une peine afflictive ou infamante jusqu'à la réhabilitation. De nombreux militaires, condamnés à des peines de cette nature pour faits politiques, puis graciés, se présentèrent au ministère pour réclamer leurs pensions. On dut alors se demander si les lettres de grâce emportaient réhabilitation. La question fut portée au conseil d'État, dont l'avis fut aussi motivé :

« Considérant que la grâce et la réhabilitation dif-
« fèrent essentiellement soit dans leurs principes, soit
« dans leurs effets ;

« Que la grâce dérive de la clémence du roi et la
« réhabilitation de sa justice ;

« Qu'aux termes du Code d'instruction criminelle « le droit de réhabilitation ne commence qu'après que « le condamné a subi sa peine ; que l'effet de la réha- « bilitation est de relever le condamné de toutes les « incapacités soit civiles, soit politiques qu'il a encou- « rues ;

« Que ces incapacités sont des garanties données « par la loi à la société et aux tiers, et que la grâce « accordée au condamné ne peut pas plus le relever « de ces incapacités que de toutes les autres disposi- « tions qui auraient été rendues en faveur des tiers;...

« Le conseil d'État est d'avis que les lettres de « grâce accordées après l'exécution du jugement ne « peuvent contenir aucune clause qui dispense des « formalités prescrites par le Code d'instruction cri- « minelle pour la réhabilitation. »

Merlin combattit vivement la doctrine de cet avis, et il alla jusqu'à soutenir que les lettres de grâce, alors même qu'elles ne contiennent aucune disposition expresse, quand elles remettaient entièrement la peine, réhabilitaient virtuellement. Cette opinion n'est plus soutenable depuis la révision du Code d'instruction criminelle en 1832. L'art. 619 met en effet sur la même ligne le condamné qui a subi sa peine et celui qui a été gracié. La grâce seule ne suffit donc pas pour effacer les incapacités résultant de condamnations pénales.

Mais notre question reste entière, et l'on ne peut invoquer l'art. 619 pour démontrer que la réhabilitation ne peut point résulter d'une clause expresse insérée dans des lettres de grâce.

Le droit de grâce, rétabli en l'an X et maintenu

depuis par les différentes constitutions qui se sont succédé, ne l'a point été dans toute l'étendue qu'il avait avant la révolution. « L'usage de tous actes tendant à « empêcher où à suspendre l'exercice de la justice « criminelle ; l'usage des lettres de grâce, de pardon, « d'abolition, de commutation de peine, sont abolis « pour tout crime poursuivi par voie de jurés, » disait le Code pénal de 1791, et le seul de ces droits rétabli par le sénatus-consulte de thermidor fut le droit de grâce.

La réhabilitation, au contraire, ne fut point alors abolie ; ou plutôt, pour mieux dire, elle commença dès lors seulement à prendre le caractère qui lui est propre. Elle se distingua nettement de la grâce, elle entra dans le domaine de la justice, et c'était, comme nous l'avons montré, la commune qui en réalité la prononçait. Le Code d'instruction criminelle, s'il conféra au chef de l'État le droit de prononcer la réhabilitation, n'en modifia pas le caractère, elle resta toujours ce qu'elle doit être, un acte de justice que le condamné a le droit de demander. C'est le même esprit qui anima le législateur de 1832 et celui de 1852.

Mais, disait Merlin, et cette objection est encore faite aujourd'hui, « dès que le droit de faire grâce « renferme celui d'accorder amnistie, il faut de toute « nécessité qu'il renferme aussi le droit de faire cesser « les incapacités qui résultent des condamnations.

La constitution de 1852 donne, il est vrai, à l'empereur, le droit de faire grâce et celui d'accorder des amnisties ; mais il ne s'ensuit pas que l'un de ces

droits dérive de l'autre; le droit d'amnistie est un droit politique qui se rattache à l'administration de l'État. On peut dire de presque toutes les amnisties ce que M. Coin-Delisle disait de celles qui furent accordées après 1814, « qu'elles procédaient moins du droit de faire « grâce, que du droit d'administration du royaume; « car empêcher des poursuites contre des coupables « trop nombreux, c'est faire un acte utile au bien « général, plus qu'épargner les particuliers. »

Il a été reconnu dans la discussion de la loi de 1852 que si l'art. 620 étend la réhabilitation à la dégradation civique et à la surveillance, alors qu'elles sont prononcées comme peines principales, c'est qu'on ne saurait distinguer ce cas de celui où elles ne sont que l'accessoire d'une peine, car leur nature même les fait toujours échapper à l'action de la grâce.

La loi abolitive de la mort civile apporte un argument nouveau à l'opinion que nous soutenons. Après avoir, par son art. 3, créé de nouvelles incapacités qui frappèrent le condamné à une peine perpétuelle, l'art. 4 déclare « que le gouvernement pourra en relever le condamné en tout ou en partie. » S'il a fallu un article spécial pour donner au chef de l'État le droit de prononcer ainsi une réhabilitation partielle, c'est donc qu'il ne l'avait pas; du reste, l'exposé des motifs de la loi ne peut laisser aucun doute à cet égard : « Cette incapacité, résultant d'une condamna- « tion judiciaire, ne pouvait en principe être relevée « que par la réhabilitation... La réhabilitation est en- « vironnée de formes, de longs délais et de conditions « qui, malgré un repentir sincère et profond, peuvent

« en enlever le bénéfice au libéré ; et ce repentir peut « présenter d'assez sérieuses garanties pour donner au « gouvernement la certitude que le condamné n'use- « rait de cette incapacité que dans des vues morales « et dignes d'approbation. Nous vous demandons donc « de laisser au pouvoir exécutif la faculté de relever « le condamné des interdictions que l'art. 3 prononce « contre lui. »

Les incapacités qui résultent des condamnations pénales sont des garanties données à la société, et l'on comprend que la justice puisse seule les supprimer.

Il se pourrait cependant que, dans certains cas, il fût utile que le chef de l'État relevât le condamné de ces incapacités ; mais il faudrait pour cela une disposition formelle de la loi, et encore serait-ce plutôt une extension du droit de grâce qu'une réhabilitation.

« Le gracié en faveur duquel le souverain userait « de son pouvoir de la manière la plus large, ne se « trouverait pas dans l'hypothèse d'une réhabilitation « proprement dite ; il n'aurait pas effacé le souvenir « de son crime, et ne serait toujours aux yeux du « monde qu'un coupable que la clémence du pouvoir « a couvert de sa protection ; tandis que le réhabilité « sera considéré comme ayant repris lui-même, par « sa conduite exemplaire, un rang que ses fautes pas- « sées lui avaient fait perdre, comme s'étant fait ren- « dre justice après une justification solennelle de son « retour à la vertu (1). »

---

(1) Dal., Rép. Droit civil, n° 757.

POSITIONS.

DROIT ROMAIN.

I. La loi 3, *De interdictis et relegatis*, et la loi 4, n° 2, *De bonis libertorum*, sont inconciliables.

II. La rélégation n'entraînait pas par elle-même l'infamie.

III. La loi 34, *De pœnis*, et la loi 10, au même titre, ne se contredisent nullement.

IV. Aucune condamnation capitale ne pouvait être prononcée à Rome par contumace.

V. La question de savoir si le fidéjusseur d'un mineur de vingt-cinq ans profitera de la *restitutio in integrum* dépend des circonstances dans lesquelles est intervenu l'engagement de ce fidéjusseur.

VI. La loi 95, § 3, *De solutionibus*, ne saurait être entendue sans corrections.

VII. Ulpien, dans la loi 72, *De verborum obligationibus*, ne contredit nullement les principes posés par Paul dans la loi 2 du même titre. Il ne fait que rapporter d'après Celsus une opinion de Tubiron, qui d'ailleurs est inadmissible.

DROIT CIVIL.

I. La condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante antérieurement à son mariage, ne peut jamais donner à l'époux qui l'ignorait le droit d'intenter une action en nullité de mariage pour cause d'erreur sur la personne.

II. Depuis la loi du 31 mai 1854, le condamné par contumace à une peine perpétuelle n'encourt point, après l'expiration du délai de cinq ans, des déchéances irrévocables, même pour le passé.

III. L'art. 511 du Code Napoléon ne saurait être appliqué lorsqu'il s'agit du mariage de l'enfant d'un interdit légalement à la suite d'une condamnation à une peine perpétuelle.

IV. L'interdit légalement peut se marier, reconnaître un enfant naturel et tester.

V. La nullité des obligations contractées par l'interdit légalement est absolue.

VI. Le ministère public n'a pas le droit de demander d'office la rectification des actes de l'état civil.

VII. Une femme étrangère divorcée à l'étranger peut, en France, contracter un second mariage du vivant de son premier mari.

DROIT PÉNAL.

I. Le condamné par contumace à une peine afflictive n'est pas interdit légalement.

II. L'art. 49 du Code pénal ne déterminant pas le temps durant lequel les individus condamnés pour crimes et délits intéressant la sûreté de l'Etat doivent

être renvoyés sous la surveillance de la haute police, les Cours et les tribunaux ont à cet égard un pouvoir discrétionnaire.

III. L'art. 463 du Code pénal permet au juge de ne prononcer la surveillance que pour un temps inférieur au minimum fixé par la loi, et même d'en dispenser complétement le condamné.

IV. L'empereur ne peut aujourd'hui réhabiliter un condamné sans l'accomplissement des formalités prescrites par le Code d'instruction criminelle.

V. Le condamné réhabilité demeure passible des peines de la récidive; il en est autrement du condamné amnistié.

VI. Pour constituer la tentative d'escroquerie, la remise de la chose convoitée n'est pas indispensable, comme pour l'escroquerie consommée elle-même.

DROIT CRIMINEL.

I. L'engagement théâtral ne soumet pas l'artiste à la juridiction commerciale.

II. Les greffiers des tribunaux de commerce ne sont pas assujettis, comme ceux des tribunaux civils, à la tenue d'un registre des oppositions et appels.

DROIT ADMINISTRATIF.

I. L'indemnité au double fixée par les art. 43 et 44 de la loi de 1810 pour les dommages causés par l'exploitation d'une mine, s'applique seulement aux dommages résultant de travaux extérieurs et non aux dommages résultant de travaux souterrains.

II. Le breveté déchu pour retard de payement d'annuités est néanmoins recevable à poursuivre la contrefaçon commise antérieurement à la déchéance.

HISTOIRE DU DROIT.

La proscription fut, chez les Germains, la première peine connue : prononcée d'abord contre tous les coupables, elle finit par n'être appliquée qu'à ceux qui ne pouvaient payer la composition ou qui ne s'étaient point présentés à l'assemblée du mallberg.

DROIT DES GENS.

I. La femme étrangère n'a hypothèque légale sur les immeubles que son mari étranger possède en France que dans le cas où, d'après la loi de son pays, ce même droit d'hypothèque existe en sa faveur.

II. La condamnation prononcée à l'étranger contre un étranger à une peine emportant mort civile, ne peut avoir d'effets en France.

Vu par le Président de la thèse,

E. DE VALROGER.

Vu par le Doyen de la Faculté,

C. A. PELLAT.

Permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur,

ARTAUD.

Paris. — Imprimé par E. Thunot et Cᵉ, rue Racine, 26.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7531 03658442 4